

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

« ...Les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'État... »

**Groupes armés, champ et capital de sécurité : Analyse
de la résistance au processus DDR dans l'Est de la RDC**

Auteur : Musamba Bussy Josaphat

Promotrice : Prof An Ansoms

Co-Promoteur : Prof Koen Vlassenroot

Lecteur : Prof Thierry Joseph Amougou

Année académique 2018-2019

Master de spécialisation en développement, environnement et sociétés

**FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUES, SOCIALES, POLITIQUES
ET DE COMMUNICATION**

UCLouvain

ULiège

«...les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'État...»

**Groupes armés, champ et capital de sécurité : Analyse de la
résistance au processus DDR dans l'Est de la RDC**

Mémoire Présenté et défendu en vue de l'obtention du Diplôme de Master de
Spécialisation en Développement, Environnement et Sociétés

Auteur : Musamba Bussy Josaphat

Promotrice : Prof An Ansoms

Co-Promoteur : Prof Koen Vlassenroot

Lecteur : Prof Thierry Joseph Amougou

Année Académique : 2018-2019

Master de Spécialisation en Développement, Environnement et Sociétés

DECLARATION DE DEONTOLOGIE

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave

DEDICACES

A Michael Jesse Sharp & Zaida Catalan : « *J'aurais souhaité voir les traces de vos commentaires sur cette œuvre d'esprit, hélas...* »

A mon feu père Floribert Musamba Kimputu et ma mère Assani Bernadette.

A ma femme et mon fils Christoph Bussy Bwa Musamba Kimputu.

A ma grand-mère Lucia Mangaza et toi... Anthony Musamba wa Musamba.

Que toutes ces personnes trouvent ici, l'expression de ma haute considération. Particulièrement à ma femme, que j'ai laissé à quelques mois de la naissance de notre cher fils Christoph Bussy Bwa Musamba Kimputu. Je voudrais être là, par ailleurs, trouve en celle-ci est le résultat de mon absence et fondement de notre futur.

Musamba Bussy Josaphat

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette étude, y compris notre formation, ont connu le concours des plusieurs personnes notamment des professeurs, notre Alma Mater UCLouvain, la famille et des amis. C'est ici pour nous, l'honneur de témoigner de notre reconnaissance envers toutes ces personnes visibles et invisibles.

En effet, nous adressons nos sincères remerciements premièrement au professeure An Ansoms. Malgré ses tâches académiques, elle a accepté de superviser et nous guider dans cette démarche. Nous avons tellement appris à la fois du côté travail académique ainsi que sa prise en compte de notre santé afin d'être productif. « Aksanti sana » (Merci beaucoup).

Ensuite, au professeur Koen Vlassenroot, qui a accepté de co-promouvoir cette étude ainsi que ses nombreuses orientations. Nous voudrions lui rappeler que nous avons appris. Tout en étant à l'école d'apprentissage, ses conseils nous ont permis d'y croire.

Au professeur Thierry Joseph Amougou, nous voudrions le remercier pour le temps consacré à la lecture de ce mémoire en troisième lieu. Ses commentaires et remarques nous seront d'une grande utilité.

Par ailleurs, notre reconnaissance va tout droit à l'UCLouvain, à l'ULiège ainsi qu'au corps professoral du programme DVLPMC2018-2019 : l'encadrement ainsi que les différents cours dispensés, furent d'une qualité supérieure. Nous en sommes très reconnaissants tout en vous promettant de mettre en pratique les leçons apprises.

Néanmoins, nous ne pouvons pas ne pas remercier les professeurs Godefroid Muzalia Kihangu et Usungu Ulungu Jacques pour leurs conseils et encadrement qui nous ont aidé à demeurer combattif dans ce parcours.

Aux professeurs Mudinga Mushagalusa Emery et Aymar Nyenyezi Bisoka, nous ne pouvons que leur réitérer notre grande reconnaissance pour des orientations, des conseils ainsi que leurs disponibilités à nous écouter pendant que nous voulions clarifier ce sujet.

Au Dr Christoph Vogel, nous lui sommes très reconnaissant pour avoir été d'un appui important ; pour avoir pris le temps de relire, critiquer et commenter le manuscrits d'un

côté, et son appui en tant que frère pendant notre séjour en Europe nous a très marqué de l'autre côté : « Twa bogaboga » (Nous sommes très contents).

A notre enseignant Bamanyire Mbayu Romeo, de très loin, qui a pris le temps de lire certaines parties de cette étude nous le remercions pour ses commentaires significatifs.

Nous ne saurons pas terminer ce propos sans remercier les membres des familles qui nous ont encouragé le plus souvent : Da José Lusungu, Emile Lusungu, Jean Katindi, Euphrasie Lusungu, Fifi Musamba, Françoise Musamba, Bertin Musamba et Raymond Musamba, Richard Musamba, Micheline Musamba, Nielsen Witanene et sa femme Da Guillaïne. Toute la famille Wabatinga Ferdinand, particulièrement Da Solange Wabatinga et Maman Germaine Kitoka Shabakinga ; la famille Ntambwe Marcel et Assani Bwansolu.

Nous restons reconnaissant, avant de chuter, aux collègues chercheurs du Groupe d'Etude sur les conflits et la Sécurité Humaine ainsi que ceux du Land-Rush. Leurs discussions et les récentes « BukavuSeries2019 », nous ont tellement inspiré. De même que nous remercions particulièrement Ido Babou Eugène, qui a eu le courage de nous aider à monter certaines figures.

Enfin, comme nous l'avion souligné, Elisée Wabatinga et Christoph Bussy Bwa Musamba Kimputu, ont été une des joies que nous avons senties pendant ce parcours. Voilà pourquoi, nous jetons des fleurs à Elisée Wabatinga pour avoir supporté le poids de gestion de la famille malgré notre distance et absence. Nous l'assurons de notre compréhension et en sommes hyper-fier.

Musamba Bussy Josaphat

SIGLES ET ACRONYMES

AFDL	Alliances des Forces Démocratiques pour la Libération
CDR	Community Désarmement and Resettlement
CENI	Commission Electorale Nationale et Indépendante
CONADER	Commission Nationale de Démobilisation et Réinsertion
CRG	Congo Research Group
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DDR-Enfants	Désarmement, Démobilisation et Réintégration- Enfants
Ex-FAR	Ex-Forces Armées Rwandaises
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
FPP	Front Populaire pour la Paix
FPR	Front Patriotique Rwandais
KST	Kivu Security Tracker
MDRP	Multi-Donor Response Program
MMK	Mai Mai Kifuafula
MVE	Maladie à Virus Ebola
Mzée wa Vita	Seigneur de guerre
Mzée wa Vita 1	Seigneurs de guerres (Etude de cas I : 1a, 1b, 1c)
Mzée wa Vita 2	Seigneurs de guerres (Etude de cas II : 2a, 2b, 2c)
Mzée wa Vita 3	Seigneurs de guerres (Etude de cas III : 3a, 3b, 3c)
Mzée wa Vita 4	Quatrième Seigneurs de guerre citée
NDC-Cheka	Nduma Defence of Congo-Cheka

ONU	Organisation des Nations Unies
PNC	Police Nationale Rwandaise
PNKB	Parc National de Kahuzi Biega
PNUD	Programme de Nations Unies pour le Développement
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République Démocratique du Congo
Rfi	Radio France Internationale
RM	Raiya Mutomboki
RN	Route Nationale
RSS	Réforme du secteur de sécurité.
RVI	Rift Valley Institute
Teclès	Témoins clés
Tec	Témoins
UE-PNDDR	Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
UPLC	Union des Patriotes pour la Libération du Congo
UNGoE	United Nations Group of Experts
USD	United States Dollars
COB	Company Operating Base
MONUSCO	Mission d'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo.

Table des matières

DECLARATION DE DEONTOLOGIE	III
DEDICACES.....	IV
REMERCIEMENTS	V
SIGLES ET ACRONYMES	VII
INTRODUCTION	1
FORMULATION DE LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉTUDE.....	3
OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	8
CHOIX, INTÉRÊT ET SUBDIVISION DU TRAVAIL	8
<i>CHOIX ET INTÉRÊT DE L'ÉTUDE</i>	<i>8</i>
<i>SUBDIVISION DU TRAVAIL</i>	<i>10</i>
1. CONTEXTE SOCIO-SECURITAIRE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE	12
1.1 PANORAMA CONTEXTUEL DE LA RDC	12
<i>1.1.1 CONTEXTE SÉCURITAIRE DE LA RDC</i>	<i>12</i>
<i>1.1.2 CONTEXTE SOCIO-SÉCURITAIRE DES GROUPEMENTS DE L'ÉTUDE.....</i>	<i>15</i>
1.2 LES GROUPES ARMÉS ET LE PROCESSUS DDR EN RDC	19
<i>1.2.1 VIOLENCE, REVENDICATIONS IDENTITAIRES ET/OU FONCIERS</i>	<i>19</i>
<i>1.2.2 ENTREPRENEURS POLITICO-MILITAIRES ET (RE-)MOBILISATION ARMÉE.....</i>	<i>20</i>
<i>1.2.3 AUTORITÉ PUBLIQUE ET GROUPES ARMÉS.....</i>	<i>20</i>
<i>1.2.4 ECHEC DU DDR, RÉINTÉGRATION DANS L'ESPACE SOCIAL LOCAL ET RÉSISTANCE.....</i>	<i>22</i>
<i>1.2.5 RÉCAPITULATIF DE LA REVUE DE LITTÉRATURE</i>	<i>23</i>
2. METHODOLOGIE ET ETHIQUE DE RECHERCHE.....	26
2.1 L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	26
<i>2.1.1 MÉTHODE DOCUMENTAIRE.....</i>	<i>26</i>
<i>2.1.2 L'APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DANS LES ENQUÊTES DE TERRAIN</i>	<i>27</i>
2.2 ETHIQUE DE RECHERCHE, GROUPES ARMÉS ET DÉMOBILISATION.....	30
<i>2.2.1 POLITIQUE DU TERRAIN ET STRATÉGIES D'ACCÈS « LA POLITIQUE DES CACHETS »</i>	<i>31</i>

2.2.2	<i>RISQUES SÉCURITAIRES ET COLLABORATION</i>	35
2.2.3	<i>ATTENTES, PROTECTION DES INTERLOCUTEURS ET RÉDÉVABILITÉ DU CHERCHEUR</i>	37
3.	CADRE CONCEPTUEL : CHAMP ET CAPITAL DE SECURITE	41
3.1	CHAMP ET CAPITAL DE SÉCURITÉS DANS L’EST DE LA RDC	41
3.1.1	<i>CONCEPT THÉORIQUE DU « CHAMP » BOURDIEUSIEN</i>	41
3.1.2	<i>CAPITAL ET ESPÈCES DE CAPITAL</i>	42
3.1.3	<i>CONVERSION ET TAUX DE CONVERSION D’ESPÈCES DE CAPITAL</i>	45
3.2	CHAMP ET CAPITAL DE SÉCURITÉ DANS L’EST DE LA RDC	48
3.2.1	<i>LE CHAMP DE SÉCURITÉ DANS L’EST DE LA RDC</i>	48
3.2.2	<i>LE CAPITAL LOCAL DE SÉCURITÉ DANS L’EST DE LA RDC : CONTENU ET NATURE</i>	52
3.2.3	<i>CONVERSION, TAUX DE CONVERSION DES ESPÈCES DE CAPITAL ET RÉSISTANCE</i>	53
4.	DESCRIPTION DES ETUDES DE CAS ET ANALYSES	57
4.1	DESCRIPTION DES ÉTUDES DE CAS	58
4.1.1	<i>DE MUTOMBOKI À MUKOMBOZI, UNE TRAJECTOIRE SOCIO-SÉCURITAIRE (CAS PREMIER).</i>	58
4.1.2	<i>« MAI MAI KIFUAFUA : UNE ARMÉE COMMUNAUTAIRE » (CAS DEUXIÈME)</i>	71
4.1.3	<i>KALUBA ELENGE HERITIER ET LA 5^{ÈME} SECTEUR RAIYA MUTOMBOKI (CAS TROISIÈME)</i>	80
4.2	ANALYSE DES RÉSULTATS	87
4.2.1	<i>LA LITTÉRATURE ILLUSTRÉE PAR LES TROIS ÉTUDES DE CAS DE TERRAIN</i>	88
4.2.2	<i>CONSTATS MAJEURS ISSUS DE CAS DE TERRAIN</i>	93
5.	CONCLUSION	99
6.	BIBLIOGRAPHIE	107
7.	ANNEXES	112

INTRODUCTION

« Il est formellement déconseillé de se rendre dans toute la partie est du pays, où de nombreux mouvements de population sont observés du fait de la présence de différents groupes armés. Les Forces armées de RDC (FARDC) y mènent également des opérations militaires, en particulier en Ituri, dans le Haut-Uélé, au Sud-Kivu et au Nord-Kivu. Les voyageurs dans cette région, qui connaît un regain de violence depuis fin 2016, sont exposés à des barrages routiers, des agressions violentes. [...] Le risque d'enlèvement contre rançon existe dans tout l'est du pays »¹

Depuis deux décennies, la République démocratique du Congo est caractérisée par des guerres à répétition. Entre la première guerre du Congo (1996–1997) conduite par l'AFDL et soutenue par des pays étrangers et la deuxième guerre (1998–2003) conduit par des dissidents au régime de Laurent-Désiré Kabila un phénomène de résistance observé dans les milieux ruraux, notamment à l'Est de la RDC. Qualifiée de « zone rouge » selon la diplomatie française, cette région est caractérisée par une insécurité quotidienne à la présence de nombreux groupes armés qui sèment la désolation des pillages et kidnappings d'étrangers et nationaux. De nombreux villages ne sont pas accessibles pour les humanitaires à cause de l'insécurité.

Plusieurs études analysent les dynamiques du contrôle territorial par les groupes armés et les mobiles de leurs créations. Premièrement, certains groupes seraient créés en réaction contre l'insécurité et tueries des rebelles rwandais (FDLR) venus en RDC suite au génocide rwandais ; deuxièmement, des conflits inter et intra-coutumiers sont cités comme causes de la violence et de l'insécurité. Troisièmement, certains groupes armés furent créés par opportunisme, souvent à la suite de fragmentations d'anciens groupes armés (Vlassenroot, Mudinga & Hoffman, 2016). Outre les raisons précitées, on mentionne en plus des motivations économiques.

Dans le but de les encourager à déposer leurs armes, L'Etat congolais, en partenariat avec des organismes internationaux et des ONG, a mis en place des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des combattants. Ces programmes ont pour objectif de résorber volontairement les membres de ces groupes armés et de stabiliser les zones affectées par les conflits afin de préparer les conditions du décollage

¹ Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, République démocratique du Congo–Sécurité. Consulté le 8 juillet 2019 sous <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par->

économique et du développement. Après la « deuxième guerre du Congo » en 2004, une initiative régionale de la Banque Mondiale (MDRP) fut lancée dans la région, suivie du programme (CONADER) et enfin le DDR III, conçu au début de l'année 2013 (Vlassenroot et al, *à paraître*). Outre les résultats mitigés du programme DDR III, il serait arrivé aussi à la fin depuis l'année 2018.

En marge des programmes DDR, d'autres approches telles que les opérations militaires avec succès de courte durée, furent adoptées en vue d'anéantir les groupes armés. Si elles ont fragilisé certains groupes armés et poussé des combattants à se rendre, elles n'ont jamais éradiqué complètement les groupes armés. Au contraire, certaines de ces opérations, ont à la fois échoué d'éloigner la violence contre les populations affectées. Les narratifs typiques des bailleurs de fonds et de l'Etat congolais soulignent que le DDR aurait produit un impact. Cela se justifie notamment par le nombre de combattants démobilisés² et leur prise en charge.

Cette étude a comme objectif d'évoquer des résultats qui contrastent avec ces discours de réussite et propose des explications innovantes pour comprendre certaines raisons de l'échec du DDR en RDC.

Une raison centrale pour cet échec est la résistance des groupes armés à rejoindre ces processus DDR. Des exemples empiriques soulignent des faiblesses particulières du DDR lors de la phase (R : réinsertion, parfois réintégration). Elles sont le résultat du manque de compréhension des motivations des combattants mais aussi de la négociation des termes de démobilisation (par exemple, les exigences matérielles ou pécuniaires). Par ailleurs, la réinsertion ne tient compte ni des relations entre les combattants et la société d'accueil (souvent leur milieu d'origine), ni des raisons initiales et locales pour la mobilisation armée. Un autre problème se pose, également en relation avec les dynamiques locales : les ex-combattants reçoivent du soutien matériel, alors que leur communauté d'accueil ne bénéficie pas d'avantages du DDR. Conscients de leur activisme associé aux problèmes ci-haut évoqués, d'autres groupes armés diversifient les stratégies de refus d'adhésion au processus alors que d'autres combattants se sont rendus au processus après des affrontements.

² Il existe un débat sur le nombre réel des combattants démobilisés à ce jour. Si la MONUSCO peut avoir des chiffres des combattants rwandais, par contre pour les groupes armés nationaux, il se pose un problème. Par ailleurs, A la fin de l'année 2018, un nombre de 5000 combattants furent soit démobilisés ou intégrés dans l'armée congolaise (Vlassenroot et al, *à paraître*).

Cette étude, loin d'apporter une solution, se propose d'analyser le refus considéré comme acte de résistance aux processus DDR. Pour rendre notre analyse lucide, nous mobilisons la grille théorique Bourdieusienne de « champ, capital et la conversion des espèces de capital (Bourdieu, 2015 ; 2016 ; 1979 ; 1970). A travers une observation de terrain, trois études de cas ont été sectionnées pour analyser le phénomène de résistance au processus DDR. Il s'agit des deux groupes armés sélectionnés dans le territoire de Walikale et un, dans le territoire de Shabunda. Ainsi, cette introduction est répartie en trois sections, la première formule la problématique de l'étude ; la deuxième présente l'objet de l'étude et ses objectifs alors que la troisième offre un survol de la structure du travail.

Formulation de la problématique de l'étude

La persistance de plusieurs groupes armés nationaux et étrangers présente un défi majeur de stabilité, relance et du décollage, dans l'Est de la République démocratique du Congo. Qualifié de « *zone rouge* » à cause de la multiplicité, la fragmentation et la cohabitation entre groupes armés d'un côté mais aussi entre groupes armés et acteurs étatiques, il s'observe la multiplication des groupes armés contrairement à ce que l'on avait observé pendant les deux guerres du Congo. Jason Stearns & Christoph Vogel (2017) ont fait un inventaire des plus d'une centaine des groupes armés nationaux et rendant ainsi la vie de plus en plus difficiles suite aux pratiques rebelles et/ou aux accrochages quotidiens entre FARDC et rebelles.

La mobilisation armée dans l'Est de la RDC s'inscrit dans des continuités et ruptures d'alliances et dans des conflits locaux et régionaux complexes. Les moments passagers de stabilité vécus par des populations habitant les zones conflictuelles, lorsque l'Etat mobilise des forces armées de la République pour étouffer les tentatives des rebellions, sont qualifiées de phases de défense et d'affirmation de l'autorité de l'Etat. Par contre, peuvent être considérées comme des moments de rupture parce que des actions de force de grande envergure ne sont pas engagées contre les groupes armés.

Par contre, les continuités sont expliquées par les différentes phases de mobilisation armée significative et tribalo-ethnalisée. En fait, depuis la rébellion Simba, ayant déstabilisée l'Est de la RDC (Verhaegen, 1963 ; Weiss & Verhaegen, 1986) ; on assiste, trois décennies après, à des mobilisations armées d'un type nouveau (Vlassenroot,

2002 ; Stearns, 2018), généalogiquement liés aux anciennes rebellions à travers différents acteurs armés, plus que dans le registres des revendications.

Les conflits locaux ayant des liens avec la terre, la citoyenneté et les conflits de succession au pouvoir coutumier, sont de nombreux facteurs de la mobilisation armée. On compte en proportions importantes de tels conflits³, dans les deux provinces du Nord et Sud-Kivu. Ces facteurs sont invoqués par des acteurs armés pour légitimer leur présence et/ou les parties aux conflits qui les mobilisent pour sécuriser leurs positions, leurs pouvoirs coutumier/influence politique (Musamba, à paraître) et leurs biens et leurs terres (M'Munga, 2017). En réalité, certains groupes armés semblant se positionner selon un ancrage social (Stearns, 2018), leur éradication devrait tenir compte de ces paramètres et réalités.

Des opérations de grande portée pour éradiquer des groupes armés furent mises en place, mais leurs résultats restent mitigés. Parmi ces actions nous citons les différents programmes de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants à la vie civile ou leur (ré-) intégration dans l'armée nationale et, surtout, des opérations militaires des grandes envergures contre ces groupes armés.

L'histoire récente de la démobilisation, renseigne que le programme CDR⁴ (*Community Disarmament and Resettlement*) fut opérationnel dans la zone d'Ituri entre 1999 à 2002 dans le but de pacifier la zone d'Ituri (Vlassenroot et al, à paraître ; Lamb et al, 2012). Ensuite, en partenariat avec la SMI, la CONADER⁵ fut lancée – appuyé par la Banque mondiale dans le cadre du MDRP⁶ – mais a connu des maigres succès et fut amplement critiqué à cause de corruption et un manque de suivi des actions sur terrain. En remplacement et la restructuration du CONADER, le gouvernement congolais décida de la création de l'UE-PNDDR en 2007. Une année plus tard, elle entrant en fonction comme une deuxième phase. Plutôt que de résorber la problématique armée, par contre il créa des effets de 'recyclage de rebelles' (Vogel & Musamba, 2016), le DDR III, s'est buté à des problèmes des financements et manque de confiance entre acteurs. C'est-à-dire, il devait associer les ex-combattants et membres de la

³ Voir la grille des conflits de pouvoir coutumiers pour le sud Kivu et nos propres entretiens dans les zones visitées aussi pour ces recherches.

⁴ Les auteurs soulignent que ce programme avait démobilisé plus de 15.000 combattants

⁵ CONADER : Commission nationale de démobilisation et réinsertion

⁶ MDRP : Multi-Donor Reintegration Program, ce programme avait appuyé les initiatives localement dans 7 pays de la région de Grands-lacs (Vogel & Musamba, 2016, Vlassenroot et al, à paraître)

communauté lors des activités de réinsertion et réintégration. Il rencontra des obstacles sérieux dans la mise en place autant que dans la mobilisation des fonds (le budget prévoyait plus ou moins 100 millions USD)⁷ et l'adhésion des combattants à un programme dont les centres furent délocalisés⁸ mais aussi la création de structures parallèles avec mêmes finalités : La Commission interprovinciale de sensibilisation et à la démobilisation aussi bien que le STAREC. Certains observateurs estiment que ce programme devait clôturer en 2018.

Conçues à travers une combinaison stratégique⁹ dans de l'Est de la RDC, les opérations militaires contre les groupes armés n'ont pas non plus apporté des solutions idoines. Après la réunification en 2004 ; avec le processus de 'regimentation' et la réforme du secteur de la sécurité en RDC, les premières opérations militaires contre les groupes armés ont visé les rebelles du FDLR–Rasta à Walungu. Ensuite, d'autres opérations dénommées « Umoja Wetu »¹⁰, au-delà du Nord-Kivu, furent menées contre des rebelles rwandais en alliance avec l'armée rwandaise en 2009 ainsi que des opérations continues contre les rebelles de l'Alliance des forces démocratique (ADF-NALU). Ce groupe armé principalement ougandais avait, également, mobilisé et recruté des congolais dans ses rangs (Romkema, 2007, Titeca & Vlassenroot, 2012).

Ces opérations furent nommées différemment selon les objectifs assignés par l'armée congolaise. Principalement censées traquer le FDLR¹¹, les opérations Kimia I (Silence I), Kimia II (Silence 2), Amani Leo (Paix aujourd'hui), se soldèrent par des résultats mitigés et décevants pour les populations. Très récemment, les opérations Sukola I et II (Nettoyer 1 et 2) furent lancées en 2015 dans le but d'éradiquer prioritairement les groupes armés étrangers. Des récentes opérations sont toujours en cours suite aux différentes fragmentations (Vlassenroot et al., 2016) et aux regroupements des groupes armés dans les deux provinces.

⁷ DDR III, Ministère de la défense nationale et des anciens combattants

⁸ Centre de Kitona, Kamina et Kotakoli.

⁹ La stratégie était de combiner (à travers un regard externe, les forces armées de la république démocratique du Congo et les forces armées Rwandaises ou les FARDC avec la Monusco ou les FARDC Seuls)

¹⁰ HRW (2009). « Vous serez punis » | Attaques contre les civils dans l'est de la RD Congo. Consulté 15 août 2019 sous <https://www.hrw.org/fr/report/2009/12/13/vous-serez-punis/attaques-contre-les-civils-dans-lest-de-la-rd-congo>

¹¹ Stearns, J. K. et al. (2013). Raia Mutomboki : Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée. *Rapport USALAMA*, Rift Valley Institute. Nairobi.

Néanmoins, les solutions envisagées pour mettre un terme aux groupes armés à travers les programmes de DDR restent inscrites dans le narratif associant la paix, la stabilité et le développement. Le référentiel¹² juridique national, créant l'UE-PNDDR, le souligne autant que d'autres textes internationaux. Les ONG nationales et internationales, en s'impliquant dans le processus, montraient leur détermination à lier le DDR et la pacification, base de la stabilité qui consacrerait la mise en œuvre des projets de développement. En outre les projets mis en place par des ONG locales appuyées par la MONUSCO ou l'UNICEF dans le DDR pour enfants¹³ semblent avoir démobilisé un nombre important d'enfants-soldats alors que pour les adultes le processus tarde à produire des effets. Ce programme pour enfants bénéficie de beaucoup plus de financements des bailleurs internationaux. Il est mis en place par les divisions provinciales des affaires sociales, celles de la justice et du garde de sceaux.

Par contre, notre travail sur le terrain (Bamuguba–Sud ; Bakano ; Waloaluanda) a montré que les programmes de DDR ont mal appréhendé la réalité des groupes armés, les animateurs et leurs environnements sociaux, économiques et culturels, y compris l'aspect sécuritaire. Les groupes armés sont situés dans un espace social où ils sont en relation avec différents individus. Ces relations, forgées dans leurs milieux, sont souvent des relations de cousinage ou claniques. Déconnecter les groupes armés de cette réalité, même si elle est sujette à un débat, le rend difficile de comprendre quels types d'actions puisse produire des effets positifs. Néanmoins, ces relations ont souvent été mentionnées par certains groupes armés dans leurs discours de sécurisation. Des groupes armés les utilisent aussi pour légitimer leurs implications dans le secteur économique à travers l'accumulation de revenus ou de taxes. D'autres, par contre, ont développé des stratégies de résilience afin de réellement jouer un rôle de services étatiques¹⁴ dans la sécurisation communautaire. Hétérogènes et localisés, ces discours diffèrent selon les groupes armés, leurs caractéristiques et trajectoires mais expliquent leur relation compliquée vis-à-vis la démobilisation.

En vue des facteurs soulignés ci-dessus, les programmes DDR, n'offrent pas une contrepartie avantageuse individuellement ou collectivement aux groupes armés et, sur le terrain, on ne comprend pas non plus pourquoi des combattants formés aux métiers,

¹² La loi créant le CONADER et PNDRR

¹³ Il n'existe pas de nuances majeures entre le DDR-Enfants et celui adultes. Les démarcations résident au niveau conceptuel. Lorsqu'il s'agit des enfants, les ONGs travaillent d'arrache-pied plutôt que les adultes.

¹⁴ Services étatiques sont présent à travers la provision des services de la sécurité.

avec un bagage de formation important pour la plupart, peinent à mettre une activité pérenne en place. Le processus de formation, centré sur la réinsertion socio-économique du combattant, ne tient pas compte des barrières et/ou des droits d'accès imposés aux acteurs dans certains champs et aux individus qui veulent y entrer.

C'est le cas, par exemple du champ économique des petites et moyennes entreprises et de l'environnement social recomposé qui devrait être bien mieux appréhendés. Ces phénomènes extérieurs, indépendants de la communauté ou des programmes DDR, sont d'autant plus importants à intégrer dans le processus de formation et de changement du combattant, devant acquérir une autre forme de socialisation et d'autres pratiques que celles en vigueur au sein de son groupe armé. Malheureusement, ils ne sont que peu ou pas pris en compte.

Récemment, avec le changement de régime en République démocratique du Congo, on observe des vagues de redditions à l'appel des autorités étatiques Congolaises. Cette main tendue fut également saluée par quelques groupes armés au Nord- et Sud-Kivu, entre autres : l'AFPR¹⁵, l'ULPC¹⁶ et les Nyatura de Kavumbi etc. D'autres groupes armés ont posé des conditions pour rendre effectives leurs redditions et d'autres encore continuent à exiger des contreparties comme conditions exclusives à l'adhésion au programme DDR. En outre, suite aux mouvements armés étrangers signalés dans un territoire du Sud-Kivu, d'autres groupes résistants se sont remobilisés contre les rebelles rwandais. Notons également, que des conflits violents, compétitions entre communautés constituent un des facteurs limitant l'engagement des combattants à la démobilisation.

C'est pourquoi, cette étude ambitionne d'expliquer la question de résistance au processus DDR pour adultes par certains groupes armés dans l'Est de la RDC, en focalisant l'attention sur les groupements de Bamuguba–Sud (territoire de Shabunda), de Bakano (territoire de Walikale) et celui de Waloaluanda (territoire de Walikale) par l'ampleur de la présence des groupes armés ainsi que le niveau de mobilisation communautaire et au temps que ces mouvements ont faits dans ces trois zones. C'est dans cette optique, qu'à partir de trois cas de résistance aux processus de démobilisation identifiés sur terrain, nous avons pu construire notre argument central de cette étude.

¹⁵ Alliance Forces des Patriotes Résistants (« Mai-Mai Kabihula/Ngubito »).

¹⁶ Union des patriotes pour la libération du Congo (« Mai-Mai Kilalo »).

Notre principale préoccupation est de chercher à expliquer pourquoi certains groupes armés résistent-ils au processus DDR III dans l'Est de la RDC ?

Nous ne saurions apporter une réponse complète à cette question, néanmoins, nous avons tenté de l'adresser autrement afin d'expliquer, avec la grille de lecture Bourdieusienne, certains aspects de cette réalité si complexe. Cette question principale appelle une série de deux questionnements pouvant aider à mieux cerner notre argumentation : Comment expliquer la diversité de discours, d'attitudes et de comportements des membres de groupes armés vis-à-vis du processus dans le contexte de l'Est de la RDC ? Quelles sont les leçons à en tirer par rapport aux programmes DDR déployés dans un contexte conflictuel et post-conflictuel ?

Objectifs de l'étude

L'objectif principal de ce mémoire est de comprendre l'attitude des groupes armés et de leurs combattants envers le programme DDR III à travers une lecture Bourdieusienne. Spécifiquement, cet objectif se divise en trois aspects :

- Analyser la complexité des discours des groupes armés qui, d'un côté, résistent au programmes DDR III et, aussi, de l'autre côté, de ceux qui ont adhéré aux programmes ;
- Apporter une contribution théorique par une conceptualisation Bourdieusienne du « champ » et du « capital » dans les études sur les groupes armés dans l'Est de la République démocratique du Congo.
- Montrer que les programmes DDR, outre d'être perçus comme facteurs de stabilisation, de pacification et de développement, peuvent aussi être considérés comme des processus de conversion/reconversion du capital de sécurité des combattants armés.

Choix, intérêt et subdivision du travail

Divisée en deux points centraux, cette section explique les facteurs matériels qui ont primé dans le choix de la présente étude et situent l'intérêt qui en découle.

Choix et intérêt de l'étude

Nous avons choisi cette étude sur base des expériences vécues avec différents groupes armés dans les différentes régions. C'est depuis 2012 que nous sommes dans les

recherches sur les groupes armés tantôt comme consultants ou assistant de terrain. Ayant travaillé dans la plupart des provinces du Nord- et Sud-Kivu, certaines rencontres ont marqué notre parcours professionnel, spécifiquement dans trois régions différentes. Entre octobre et novembre 2013, nous avons effectué une mission de recherche¹⁷ dans le groupement Mulamba et Bamuguba-Sud (Sud-Kivu) avec une collègue chercheuse française. Cette mission consistait à comprendre les perceptions des groupes armés par rapport aux acteurs humanitaires. Nous avons été surpris par la manière dont le groupe collaborait avec les populations, la manière dont ils contrôlaient la zone et les discours qu'ils développaient pour légitimer leur présence y compris les conditions posées en vue d'une démobilisation.

Ensuite, considérant une zone rouge suite à la présence des Mai Mai Kifuafua et l'absence de l'Etat congolais, nous nous sommes rendu en 2015 dans le groupement Waloaluanda (Nord-Kivu). Cette fois-ci pour un séjour de vingt-cinq jours afin de collecter des données sur la manière dont les populations vivaient avec les Kifuafua, les dynamiques d'autorité locale et les formes de contestations de l'autorité étatique. Cette expérience fut impressionnante notamment vu la quiétude qui régnait dans la zone contrôlée par ce groupe. Lors des entretiens avec les combattants, qui portaient sur des questions de légitimité et d'autorité, ils répondaient qu'ils attendaient du « *savon et quelque chose* » afin de rejoindre l'armée nationale ou redevenir des civils.

Nous avons fait une autre mission de terrain pendant vingt-cinq jours en 2016 afin de comprendre la « gouvernance rebelle » mise en place par les Raiya Mutomboki dans le secteur de Bakano (Nord-Kivu). Ceci nous a permis de rencontrer des témoins qui ont souffert d'atrocités de la part des combattants. Dans cette zone les chefs coutumiers et les populations avaient un discours particulièrement négatif vis-à-vis aux Raiya Mutomboki.

Ensuite, dans notre parcours professionnel, nous avons rencontré un nombre important d'ex-combattants et acteurs du processus DDR dans différents endroits et contextes. Ces ex-combattants, pour la plupart aigris, regrettaient d'avoir passés plus de temps dans les groupes armés sans en tirer profit après leur démobilisation. Ayant résistés, d'autres

¹⁷ Consultance pour l'organisation non-gouvernementale INSO (International NGO Safety Organization) au cours de l'année 2013. J'ai été assistant de terrain lors de cette étude. Nous avons préparé le terrain, à travers une personne intermédiaire, en envoyant une information pour annoncer notre arrivée au terrain.

combattants ne veulent pas quitter leurs positions sans avoir reçu une (promesse de) récompense.

Inspiré par ces expériences et suite aux échanges avec d'autres collègues, nous avons choisi de produire une étude sur les différentes réponses au processus DDR. Même si, depuis deux décennies, des groupes armés opèrent dans les zones rurales congolaises et s'invitent dans l'espace public local.¹⁸ C'est ainsi que nous avons trouvé important d'augmenter notre compréhension des facteurs qui définissent comment les combattants réagissent aux processus de démobilisation.

Conceptualisés en tant que « sous-champ sécuritaire », relativement autonomes, les groupes armés sont aussi pénétrables que les autres espaces sociaux. Les individus qui occupent des positions au sein des groupes armés, sont en relation avec d'autres agents sociaux dans différents contextes et situations.

Ainsi, cette recherche se focalise sur un sujet encore insuffisamment exploité dans la littérature. A la fois, elle se penche sur des zones peu comprises (les groupements Bakano, Waloaloanda et Bamuguba) et mobilise un cadre sociologique Bourdieusien dont le choix fut d'une principale raison : Les études sur les groupes armés et la démobilisation, à travers les théories de gouvernance rebelle, n'offrent pas des matériaux pour analyser cette complexité sécuritaire.

Subdivision du Travail

Encadré par cette introduction ainsi qu'une conclusion, ce travail est reparté en quatre chapitres. Le premier introduit le contexte socio-sécuritaire de la RDC et offre une revue de la littérature à ce sujet. Il propose à la fois une lecture générale ainsi qu'un focus sur les zones de recherche spécifiques (Bamuguba-Sud, Bakano et Waloaluanda).

Ensuite, le second chapitre s'adresse aux questions méthodologiques et éthiques. Il présente une approche socio-anthropologique inspirée par Olivier de Sardan en tant que technique choisie pour cette recherche (consistant à faire des entretiens, des « focus groups », observations). Ce chapitre explique aussi les techniques utilisées pour analyser les données. Par après, une section engage les différents défis et questions liés

¹⁸ Notamment à travers la taxation au long des chaînes des valeurs, la provision de la justice et sécurité et l'implication dans des conflits entre et au sein de communautés

à l'éthique de terrain. Cette partie comprend notamment les dynamiques politiques, l'accès au terrain et les marges de manœuvres du chercheur, les risques sécuritaires et les pratiques de collaboration qui en découlent. Cette section se clôture avec une réflexion sur la positionnalité du chercheur vis-à-vis des combattants et d'autres acteurs et la protection des interlocuteurs.

Le troisième chapitre engage Pierre Bourdieu et ses concepts du champ et du capital (ainsi que ceux de conversion et les taux de convertibilité des espèces de capital). En commençant par la définition des termes clés¹⁹, ce chapitre cherche à conceptualiser la notion du champ de sécurité ainsi que du capital de sécurité. Sur cette base, nous expliquons les dynamiques de conversion des espèces de capital dans le contexte de la démobilisation (ou son refus), à l'est de la RDC.

Enfin, le quatrième chapitre présente les trois études de cas sélectionnées. Sur base de la conceptualisation Bourdieusienne développée, il analyse trois groupes armés dans trois zones spécifiques. Ayant tous (jusque-là) résisté à rejoindre les programmes des DDR, ce chapitre illustre les raisons évoquées pour ce refus – notamment un taux de conversion non-avantageux ; les valeurs du capital de sécurité²⁰ ; des pertes de capital social à cause des atrocités commises ; ou bien encore des interrogations par rapport au capital économique, ainsi que d'autres facteurs et observations. Avant de présenter les conclusions, ce chapitre reprends une visualisation des résultats empiriques, leurs significations et limitations, ainsi que les leçons théoriques tirées de la mobilisation des concepts Bourdieusiens pour le cas de la (de-)mobilisation armée en RDC.

¹⁹ Par exemple : champ des luttes et champ d'actions, capital (économique, social, culturel), conversion des espèces de capital et taux de conversion des espèces de capital.

²⁰ Par exemple, lorsque l'offre de démobilisation n'équilibre pas les avantages (montant du capital de sécurité), c'est-à-dire, la démobilisation met en péril la pratique de sécurisation de la population ou sa rhétorique.

1. CONTEXTE SOCIO-SECURITAIRE ET REVUE DE LA LITTERATURE

Ce chapitre offre un panorama contextuel sécuritaire de la République démocratique du Congo et présente la revue de la littérature. Au premier point, les dynamiques socio-sécuritaires sont présentées en général ainsi que les groupements concernés par ce mémoire. Le deuxième point propose une revue de la littérature y afférant.

1.1 Panorama contextuel de la RDC

Cette sous-section présente le contexte sécuritaire de la République démocratique du Congo et passe en revue les contextes socio-sécuritaires de zones visitées pendant notre travail de recherche sur le terrain.

1.1.1 Contexte sécuritaire de la RDC

La République démocratique du Congo est caractérisée, depuis quelques décennies, par un contexte sécuritaire particulier. Situé au centre de l'Afrique, la RDC est un pays enclavé à 90 % en dehors d'une ouverture sur l'océan Atlantique. Elle est en proie à l'instabilité interne et externe. L'instabilité externe est constatée suite aux guerres venues de l'extérieur du pays. Comme souligné dans notre introduction, au cours de deux décennies, la République démocratique du Congo a été le théâtre dites « première guerre mondiale Africaines » comme le soulignait Colette Braeckman.²¹

La première guerre par l'AFDL (1996–1998), soutenu par des pays voisins et par un discours de droit de poursuite contre les rebelles *interahamwe* (Prunier, 1999 : 47), porta le feu président Laurent-Désiré Kabila au pouvoir. La deuxième guerre est celle menée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)²² entre 1998 et 2003. En plus d'avoir fragmenté l'espace géographique congolais, elle a connu une participation aussi bien congolaise que celles des forces rwandaises et ougandaises. Cette présence d'armées étrangères a renforcé l'idéologie de la résistance ainsi que la mobilisation armée dans l'Est du pays.

²¹ Braeckman, C. (2001). Guerre sans vainqueurs en République démocratique du Congo. Consulté 15 août 2019 sous <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/04/BRAECKMAN/1774>

²² Jackson, S., & Médard, C. (2001). « Nos richesses sont pillées! » Économies de guerre et rumeurs de crime au Kivu. *Politique africaine*, N° 84(4), 117-135.

Certains pays voisins ont justifié leur présence par les menaces posées par des groupes armés étrangers dont les bases militaires se trouvent sur le territoire Congolais. En Avril 1994, une guerre civile éclata au Rwanda avec un génocide causant plus de 800.000 victimes. Alors que la rébellion FPR remporta la guerre, des milliers de Hutus rwandais se réfugièrent à l'Est de la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre). Malgré qu'ils fussent accueillis par le HCR, ils ne renoncèrent pas aux activités militaires dans les camps de réfugiés avec l'aide de l'Etat Zaïrois à l'époque (Stys, 2014 : 1- 2 ; Omaar, 2008).

Ces réfugiés et anciens des Forces Armées Rwandaises (ex-FAR), furent contraints de quitter les camps lors de la première guerre (1996) et, en même temps, furent utilisés à des finalités de résistance. Au gré des alliances, les combattants hutus furent sollicités par feu le président Laurent Désiré Kabila pour renforcer, avec de groupes Mai Mai, la résistance contre l'agression Ougando-Rwandaise (1998-2003).

Soucieux de se rapprocher de Kigali, Joseph Kabila Kabange, les abandonna ensuite. Ils constituèrent, dès lors, un facteur d'insécurité au niveau local et régional. C'est ainsi que plusieurs groupes armés ont émergé autour du discours sécuritaire contre les FDLR, à côté d'autres facteurs de mobilisation tels que l'échec du DDR, les vides sécuritaires et les conséquences du processus de 'régimentation' de l'armée nationale (Vogel, 2014).

Les groupes armés sont localisés majoritairement dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, dans l'ancienne province Orientale (Ituri), celle du Tanganyika, le Kasaï et le Maniema (GEC, 2019 : 15). Certains d'entre eux cohabitent avec les FARDC, pendant que d'autres occupent des territoires soumis à une souveraineté réduite de l'Etat (absence de l'armée, voire même de la police).

Dans le nord du pays, au-delà des mouvements des éleveurs Mbororo (ICG, 2014 : 21-27), la présence du groupe armé Lord's Resistance Army et les guerres sud-Soudanaises ont déstabilisé la RDC. Dans le sud du pays, des mouvements de sécession ont été observés ainsi que la montée en puissance des miliciens Bakata Katanga²³. Des tensions entre Pygmées et Bantous dans la province de Tanganyika caractérisent le contexte sécuritaire dans cette province (SFCG, 2017).

Le centre du pays, fut le théâtre des affrontements armés entre des combattants Kamuina Nsapu et les forces loyalistes. Cette rébellion apparaît avec la gestion

²³ Voir le UNGoE(2014), Rapport de Janvier, 15-16.

chaotique de la succession du pouvoir coutumier. Ce groupe a défié l'autorité au point de créer une crise humanitaire sans précédent dans le Kasai. On a observé que des populations furent déplacées, des enfants mobilisés et on constata des dégâts énormes suite aux affrontements (Rolley, 2017).²⁴

En décembre 2018, les congolais ont voté pour renouveler les chambres parlementaires ainsi que la présidence de la république. Les résultats furent contestés à cause d'irrégularités et de fraudes, au point de les qualifier de peu crédibles. Des fuites de documents internes à la CENI²⁵, étudiées par RFI et un centre de recherche basé à New York, tendent à prouver que l'actuel président Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo n'a pas gagné les élections. Même l'église catholique a réclamé le recomptage des voix.

Une des particularités du contexte socio-sécuritaire de la RDC est l'apparition de la maladie à Virus Ebola (MVE) dans l'Est de la RDC, créant un fort déploiement d'équipes de santé, notamment de l'OMS et du Ministère de Santé. Ces dernières sont les cibles de certains acteurs armés, remettant en cause la campagne de riposte. Des centres de santé ont été incendiés dans les territoires de Beni et du Lubero alors qu'un médecin camerounais fut assassiné à Butembo (Kwiravusa, 2019).

Bref, le contexte socio-sécuritaire en RDC reste critique à cause des menaces perceptibles de groupes armés locaux et étrangers. Les populations n'ont pas d'autres choix que de vivre dans un esprit de « résilience-résignation » (Vogel et al., 2019, pas publié) ou de se déplacer vers des camps ou des grands centres. Dans ces centres urbains, la situation sécuritaire semble être acceptable malgré les tueries et les vols menant à la formation de groupes de sécurité urbaine qui s'investissent dans la provision de la sécurité comme les Balala Rondo²⁶ ou les anti-gang²⁷ (Hendriks, 2018 ; RVI, 2019) vu l'inefficacité des forces de sécurité.

Nous fondant sur les éléments ci-dessus, l'est de la RDC présente un large éventail de dynamiques conflictuelles et de vides sécuritaires. Les groupements étudiés en font partie car ils présentent un paysage contextuel différent. La section suivante se focalise sur le contexte socio-sécuritaire des groupements analysés dans ce mémoire.

²⁴ Des fosses communes à l'assassinat des experts de nations Unies (Michael Sharp et Zaida Catalan)

²⁵ Commission Electorales Nationale Indépendante de la RDC

²⁶ Balala Rondo : Ce sont des jeunes qui se mobilisent dans la sécurisation urbaine nocturne dans les villes d'Uvira et de Baraka, au Sud-Kivu ; Voir aussi (Abedi, s.d)

²⁷ Anti-gang : Il s'agit des jeunes créés pour répondre à l'insécurité dans le ville de Goma le plus souvent. Ce sont des acteurs non Etatiques dans la sécurisation ;

1.1.2 Contexte socio-sécuritaire des groupements de l'étude

Le groupement de Bamuguba–Sud fait partie des sept groupements qui composent la chefferie de Bakisi dont la population est estimée autour de 48.000 habitants. Administrativement subdivisé en villages et sous-villages, ce groupement est situé au long de la route reliant le centre de la ville de Bukavu vers Shabunda centre en passant par le centre de Nzibira²⁸. Géré par Monsieur « Laisi Kasketi », ²⁹ il est majoritairement habité par des Lega, quelques Shi (commerçants ambulants, creuseurs et porteurs) et des Tembo qui sont fortement représentés dans la partie qui les connecte au PNKB³⁰.

Situé à l'intersection de trois groupements, Bamuguba-sud est connecté à celui de Nord, au territoire de Kalehe par le groupement de Kalonge ainsi qu'au territoire de Kabare par celui de Luhago. Cette proximité facilite les connexions entre groupes armés cités précédemment.

Ce groupement fut l'un des berceaux du mouvement Raiya Mutomboki.³¹ Entre 2012 et 2015, ces derniers imposèrent leur autorité en contestant celles des représentants étatiques ou en collaborant avec eux. Certains chefs locaux (coutumiers) et titulaires de postes d'encadrement administratif (étatiques) quittèrent en signe de résistance au lieu de s'adapter.

La présence des groupes armés³² est en corrélation avec l'insécurité sur la route principale due aux braquages, pillages et kidnappings (APC, 2018). Bien que ces groupes armés contrôlent certaines parties du groupement, d'autres parties, par contre, leurs échappent en partie ou complètement. L'agriculture et le braconnage dans le Parc national de Kahuzi-Biega (malgré l'interdiction), les petits commerces, l'élevage de chèvres et de cochons ainsi que l'exploitation et la commercialisation de minerais³³, constituent les activités économiques majeures dans ce groupement (Vansina, 1965).

²⁸ Pour plus de précision sur le centre de Nzibira, lire : Vogel, C., Musamba, J., & Radley, B. (2018). A miner's canary in eastern Congo : Formalisation of artisanal 3T mining and precarious livelihoods in South Kivu. *The Extractive Industries and Society*, 5(1), 73-80.

²⁹ Kasketi Laisi contesté localement par les familles pour la succession au pouvoir coutumière.

³⁰ Parc National de Kahuzi-Biega.

³¹ Raiya Mutomboki : Il existe une certaine conscience qui considère tous les combattants comme des Raiya Mutomboki. Par ailleurs, au fil des contextes, certains ont changé leur dénomination : Coalition Raiya Mukombozi, Raiya Mukombozi surtout ceux de Bamuguba-Sud etc.

³² Raiya Mutomboki Mabala Messe Salama, Ngandu Lundimu et Kengwa Omari Donat, et les Bana Musonga, les Raiya Mutomboki Lukoba ; Raiya Mutomboki Ndarumanga et Maheshe etc.

³³ Or, cassitérites, coltan, etc.

Tel qu'il se présente actuellement, Bamuguba–Sud, est un bastion de contestation de l'autorité étatique. Par ailleurs, plusieurs conflits sont signalés entre personnes autour des limites des terre alors que, dans la plupart des localités et sous-localités que compose le groupement de Bamuguba-Sud, des conflits des pouvoir et parallélisme de pouvoir sont fréquents comme c'est le cas à Isezya om entre trois chefs de village se disputent le pouvoir (APC, 2018 :13)³⁴.

Le groupement de Bakano se situe dans le secteur homonyme.³⁵ Il est limité au nord par la rivière Luhoho et le secteur de Wanianga ; au sud par le territoire de Shabunda (Bamuguba–Nord et –Sud), à l'Ouest par celui de Punia au Maniema. Avec une superficie de 4.140 km², il accueille une population estimée à 260.819³⁶ habitants. Il est majoritairement habité par des Kano, Tembo, Shi et Hunde.

L'organisation administrative-coutumière du groupement Bakano est particulière. Le chef de groupement³⁷ est assisté par des 'Bakungu' (« sages ») et d'autres coutumiers. Sur le plan administratif, le groupement est subdivisé en six localités sur trois axes. La localité de Bakano, sur l'axe Itebero-Isangi, rassemble certains villages (Isangi, Bamoa, etc). Vers l'axe Itebero-Hombo, trois localités sont reprises : Bananingi, Banakiundila et Ibiro. La localité de Banisamasi se trouve au chef-lieu du groupement, et la localité de Bapfuna-Bakano se trouve sur l'axe Itebero-Walikale.

L'axe Itebero-Walikale est relativement calme sur le plan sécuritaire, même si la sécurité ne fut pas toujours complètement assuré au moment où nous menions cette recherche. On enregistrait des tracasseries commises par les Raiya Mutomboki à cause du retrait³⁸ temporaire des positions militaires. Ceci a fait fuir une partie de la

³⁴ APC., (2018). Ingouvernabilité complexe : Comprendre les dynamiques permanentes des conflits et d'insécurité dans les groupement Kaniola, Luhago, Mulamba et Bamuguba-Sud au Sud-Kivu. (s.L). *Rapport Non-publié*

³⁵ Un secteur est une entité administrative au-dessus du groupement qui existe dans des zones où il n'y a pas de collectivité-chefferie. Bakano se trouve dans le territoire de Walikale, province du Nord-Kivu.

³⁶ Chef de Secteur Bakano, *Rapport Annuel 2015 : Statistiques de la population Congolaise*, 4ème Trimestre, 2015

³⁷ Officiellement, le chef de groupement est le Mwami Elenge Mwemano Jacob qui est l'oncle paternel du leader du groupe armé Raiya Mutomboki Kaluba Elenge Heritier.

³⁸ Surtout dans le village Mikolo où il y avait le quartier général des FARDC et à Idipo dans la localité de Banisamasi.

population. Dans le village d'Isangi, la situation fut relativement calme suite au redéploiement³⁹ des FARDC.

Economiquement, le sud de ce groupement est connu pour sa production de l'huile de palme alors que le nord comme l'ouest excellent dans l'agriculture de manioc, le petit commerce et l'exploitation de minerais. La production de bois, la briqueterie ainsi que l'achat des minerais (centre de négoce) furent parmi les activités économiques majeures à Itebero et environs, ainsi que la chasse⁴⁰ dans l'extension du Parc National de Kahuzi Biega.

Dans la plupart des localités visitées, des conflits de pouvoir coutumier ou de possession de terre étaient à la base des violences. Dans le village de Tulakwa, deux chefs se disputaient les limites de leurs villages respectifs. Dans le village de Nyamilingi, un conflit entre le chef du village et ses adversaires, mobilisés par le Raiya Mutomboki, fut à la base d'une instabilité. Des conflits coutumiers existent aussi à Myassa ainsi qu'à Ibiro entre Isaac Meshe⁴¹ et Karoko Kayamba⁴².

Le groupement de Bakano est connecté au groupement de Waloaluanda par trois ponts en lianes modernisés.⁴³ La RN3 qui relie ces groupements vers le Sud-Kivu et Walikale n'était pas en bon état, seules les motos facilitaient le transport. A Musenge, le pont fut endommagé, déconnectant de ce fait le nord du sud du groupement. Avant d'être démantelé en novembre 2015, un régime violent fut imposé par les Raiya Mutomboki commandés par feu Kaluba Elenge Héritier et feu Akilimali Mitamba. Ce groupe armé, occupa les trois quarts du groupement avant qu'un l'un des principaux commandants ait pu se rendre aux FARDC suite à la sensibilisation de l'un des notables locaux.

Par ailleurs, fortement enclavé et marqué par une présence historique des Mai Mai Kifuafula, le groupement Waloaluanda, est composé des plusieurs localités, dont le chef-

³⁹ Néanmoins, le mois de novembre 2015, sanctionnant la reprise effective des villages par l'armée congolaise et la débâcle des Raiya Mutomboki.

⁴⁰ Les chasseurs tuent les Porcs épics, les singes, les gazelles qu'ils revendent soit à Itebero ou dans les autres centres. Cette activité était tolérée malgré la présence d'une station du Parc National de Kahuzi-Biega est aussi présent à Itebero.

⁴¹ Isaac Meshe : Un chef de localité opposé à Karoko Kayamba dans les conflits de succession au pouvoir coutumier dans la localité Ibiro.

⁴² Nous reviendrons sur ce conflit lorsque nous allons parler des interactions à Otobora et dans la localité Ibiro en profondeur et ses conséquences sur la stabilité de la localité.

⁴³ Il s'agit de celui reliant Hombo-Nord à Manje, Otobora à Mabimbi et Chamaka à Waloaluanda vers Karete financés par Elysée Munembwe Tamukumwe. (Anciennement Députée de Walikale, puis actuelle Sénatrice de la province du Nord-Kivu).

lieu est Busurungi.⁴⁴ Les localités sont, à leur tour, subdivisées en notabilités dont certains dirigeants proviennent de la famille du Mwami⁴⁵. Groupement à tradition coutumière, les localités sont gérées par ces chefs avec l'appui des Shebakungu.⁴⁶ Ces derniers modèrent les différents et les conflits entre villageois à travers les tribunaux coutumiers. Anciennement dirigé par feu le Mwami Mafulukoko Lassye, sa succession aurait ouvert la voie aux affrontements entre sa famille et une fragmentation des Mai Mai Kifuafula. En 2017, des images en provenance de cette zone, exhibant le cadavre du commandant Shalio tué pendant des affrontements intra-Kifuafula, confirmèrent cette fragmentation.

La culture de manioc et d'arachides, la production de l'huile de palme ainsi que l'exploitation des minerais et du bois y compris la chasse des gibiers, forment le pilier des activités économiques. Ainsi, le processus de production de l'huile de palme dont les débouchés sont dans le groupement voisin d'Ufamandu 1 et 2, sont sous contrôle des Mai Mai Kifuafula (Walikale comme Ufamandu)⁴⁷.

Les Kifuafula sont souvent qualifiés, par leurs interactions et liens entre combattants et la population civile « d'armée communautaire ». Les populations trouvent en eux des arbitres et s'adressent aux commandants afin de régler leurs conflits fonciers ou des dettes (Musamba, 2016 ; Vlassenroot et al, 2016). Lorsque les populations ont été la cible d'autres groupes armés dans la région, notamment vers le nord du groupement, après des tensions entre les Kifuafula et les NDC-Cheka, leur concours fut mobilisé. Voilà pourquoi, après avoir présenté le contexte socio-sécuritaire global en RDC et spécifique aux zones intéressées par ce mémoire, la prochaine section discute de la littérature existante sur les groupes armés et le DDR en RDC.

⁴⁴Busurungi est un village long d'un kilomètre et de 200 ou 400m de largeur ; il est perché sur une colline entre deux vallées bordées des champs des palmeraies, d'arachides et des manioc. Busurungi est aussi au carrefour où on peut se rendre à Kabaro où se trouvait le quartier général des Mai Mai Kifuafula, même si parfois des décisions sont signées à Hombo-Est actuellement.

⁴⁵ Un Mwami est le terme qui exprime une autorité coutumière de haut niveau, gardien de la coutume à la fois responsable des chefferies (Entités territoriales décentralisées).

⁴⁶ Shebakungu : les sages du village chez les Batembo de Waloaluanda. Ils sont les plus souvent dans les Barza coutumiers et interviennent comme juge lors du tribunal coutumier.

⁴⁷ Entretien avec autorité locale, Lukaraba.

1.2 Les groupes armés et le processus DDR en RDC

Cette partie introduit les littératures pertinentes qui inspirent le cadre conceptuel de ce mémoire. Il est subdivisé en quatre parties – revendications identitaires ou fonciers, mobilisation et entrepreneuriat armée, autorité publique et DDR.

1.2.1 *Violence, revendications identitaires et/ou fonciers*

De nombreux travaux académiques soutiennent le rôle de la citoyenneté et de l'identité dans des contextes de conflit et de violence (Stearns, 2013 ; Verweijen & Vlassenroot, 2015 ; Vlassenroot, 2002). Les revendications qui en sortent, notamment en lien avec l'accès à la terre, caractérisent souvent les discours de mobilisation armée en RDC. Longtemps sous-estimée en tant que facteur majeur de conflictualité (mis à part les travaux de Ansoms et Nyenyezi), la terre est souvent au centre des contestations dans les provinces du Kivu. Dans une analyse récente, Mathys & Vlassenroot (2016) épinglent l'accaparement de la terre autour de Kitchanga. Dans cette partie du Nord-Kivu, la terre est devenue de plus en plus une ressource de guerre plutôt qu'une source des conflits. En liant les dynamiques d'accaparement et le problème de répartition inégale des terres, les auteurs illustrent comment des revendications identitaires se prononcent dans des tensions autour du foncier.

Verweijen & Vlassenroot (2015) se penchent sur la mobilisation armée et l'attachement au territoire au Sud-Kivu. En prenant le cas de Minembwe – lieu clé pour l'identité Banyamulenge – ils rejoignent Stearns et al. (2013) en expliquant la centralité des aspirations territoriales pour la résistance communautaire. Depuis la création du « territoire de Minembwe » par le RCD, des conflits dans cette zone ont toujours été marqués par soit le rejet de cette revendication (par d'autres communautés) ou son renforcement (par les Banyamulenge) – reposant sur une contestation identitaire à propos des droits des Banyamulenge. L'émergence du groupe armé FRF entre 1998 et 2011 en est un exemple type (Verweijen & Vlassenroot, 2015). Dans le même ordre d'idée, Vlassenroot (2002) montre qu'en créant leurs propres groupes armés, malgré leurs tensions internes, les Banyamulenge se sont inscrits dans le but de protéger leur communauté à travers la construction d'une identité collective.

1.2.2 *Entrepreneurs politico-militaires et (re-)mobilisation armée*

Cette partie est axée sur la question de la mobilisation armée et ses instigateurs – notamment le rôle joué par les « entrepreneurs politico-militaires ». Dans ces travaux, on voit l’occurrence du concept des élites en tant que manipulateurs et parrains des réseaux des milices. Pour leurs propres intérêts et/ou pour des raisons collectives, ils participent à la mobilisation, remobilisation ou démobilisation des combattants. Ces dynamiques représentent une complémentarité aux revendications identitaires dans la mesure où les élites façonnent des agendas communautaires et participent à la mobilisation armée, tout en ayant un ancrage social dans de leurs zones (Verweijen, 2017 ; Stearns, 2018). Différents auteurs ont récemment étudié la prolifération massive des groupes armés à l’est de la RDC (Stearns & Vogel, 2015 ; Verweijen & Iguma, 2015). Ils soutiennent que cette prolifération est en partie provoquée par une fragmentation des mouvements armés. Cela est souvent lié à l’implication d’acteurs politiques au niveau local, provincial et national (Verweijen, Vogel & Musamba, 2019). Lorsque la lutte contre les groupes armés reste axée sur les opérations militaires et les programmes de DDR, ce facteur politique n’est alors que trop rarement pris en compte.

Si ces littératures se focalisent sur les relations entre élites et groupes armés lors de la mobilisation, ce mémoire analyse cette même interaction au moment de la démobilisation ou de la résistance à cette démobilisation.

1.2.3 *Autorité publique et groupes armés*

Un troisième courant de littérature s’interroge sur l’implication des groupes armés dans la vie publique. Les groupes armés, comme d’autres acteurs, sont en compétition, contestation ou collaboration avec des représentants étatiques et les autres autorités publiques (Lund 2006 ; Vlassenroot, 2008 ; Hoffman, Vlassenroot & Marchais 2015 ; Mudinga & Ansoms 2014, Vogel, 2014). Vlassenroot (2008) montre que vers les années 1996–2003, les groupes armés et leurs patrons concurrençaient l’Etat dans la provision de services et biens publics – mettant à mal le monopole de la violence légitime (dans le sens de Max Weber). Ces pratiques de contrôle territorial s’inscrivent dans la continuité de celles en vogue pendant le règne du RCD. Il ajoute qu’avec l’implication des leaders politico-militaires dans la consolidation de l’espace socio-économique local et les nombreuses résistances consacrant la notion de « *multitude des*

zones de contrôle » dans un territoire, les phénomènes de concurrences Etatiques s'accroissent.

Hoffmann et al. (2015) focalisent leur contribution sur la taxation et l'autorité de l'Etat. En soulignant une multitude 'd'autorités en compétition' pour l'extraction des ressources dans une zone conflictuelle, ces auteurs rejoignent Vlassenroot dans ses arguments. Ensuite, en démontrant la taxation au cœur des activités des groupes armés, les auteurs énoncent que le paiement des taxes témoigne d'une reconnaissance ainsi qu'une preuve de la citoyenneté. Ils ajoutent encore que cet acte légitime les groupes armés. C'est pourquoi, les auteurs évoquent les dynamiques de continuité et de répliquabilité des pratiques coloniales de légitimation de l'autorité en établissant un lien avec les pratiques des groupes armés.

Mudinga & Ansoms (2014), s'allient à la thèse d'hybridation dans le secteur foncier lorsqu'ils analysent l'implication des acteurs armés. Ces auteurs associent le foncier aux groupes armés dans un contexte local marqué par la crise de l'Etat.⁴⁸ Tout en se rapprochant des arguments développés par Vlassenroot & Hoffmann (2016), ils démontrent comment les 'forces armées'⁴⁹ s'invitent dans la gestion d'accès à et du contrôle de la terre. Pour ces auteurs, distinguer qui détient effectivement l'autorité publique à gérer, à réguler l'accès à la terre ou régler les es instigateurs de conflits n'est pas possible dans ce contexte. Les auteurs constatent que les 'institutions des crépuscules', sont de plus en plus sollicitées par les populations étant donné que leurs actions se font en concurrence avec celles de l'Etat. Les auteurs concluent que la militarisation des rapports au foncier reste caractérisée par les rapports entre acteurs-clients (et vice-versa).

Vogel (2014) s'intéresse à la contestation de l'état et la militarisation. L'auteur argue que la négligence du gouvernement, les échecs du DDR et les dilemmes de sécurité créant des vides sécuritaires sont des facteurs de l'émergence des Raiya Mutomboki. En soulignant les discours sur l'autochtonie et la défense territoriale locale, Vogel converge avec Vlassenroot et Verweijen (2017) en argumentant que certains acteurs (chefs

⁴⁸ La relation entre la terre-identité et pouvoir dans le contexte de conflits fonciers, d'accaparement des terres par des élites et des enjeux ethniques des conflits fonciers y compris les incidences des innovations institutionnelles des acteurs non Etatiques sur la crise foncière.

⁴⁹ Groupes armés, bandits ou forces armées loyales.

coutumiers, élites politiques) ont joué un rôle clé dans la mobilisation de la jeunesse pour les Raiya Mutomboki.

Sur base de ces travaux, ce mémoire tente d'aller plus loin en abordant la question de l'autorité publique dans le contexte de la résistance au DDR. Cette dernière dynamique se retrouve ainsi au centre de la suivante et ultime section de ce chapitre.

1.2.4 Echec du DDR, réintégration dans l'espace social local et résistance

La littérature sur la démobilisation des groupes armés est centrée sur les ex-combattants et leurs mouvements armés. De nombreux exemples de cette littérature sont technico-centristes, ne prenant pas en compte les facteurs socio-économiques de la réinsertion des ex-combattants. D'autres, par contre, ont essayé d'analyser les défis du DDR du point de vue des combattants et des communautés affectées (Vogel & Musamba, 2016 ; Pax Christi Uvira, 2015 ; Richards, 2012 ; Boshoff, 2010).

En parlant du recyclage des rebelles au Congo, Vogel & Musamba (2016) analysent l'échec des différents programmes DDR en RDC. Les auteurs proposent quatre points saillants notamment afin de d'éviter les recyclages des rebelles : comprendre les racines politiques de la mobilisation armée ; l'implication des autorités tant nationales que locales reste moins significatives, tenir compte du contexte politique et sécuritaire mais aussi la poursuite des opérations militaires qui ont su dissuadé des combattants à se démobiliser.

Tout cela trouve un écho dans l'évaluation des programmes DDR par Pax Christi, avec le soutien de la Banque Mondiale et du PNUD (2015). Ces programmes n'ont pas favorisé la mise en place d'un climat de paix et l'émergence économique. Ils n'ont mis l'accent que sur les combattants et non sur leurs communautés de réinsertion – avec comme résultat une approche transitionnelle⁵⁰ sans tenir compte des réalités spécifiques de ces milieux. Plusieurs manquements, comme l'absence d'assistance psycho-sociale, sont reprochés à ce programme.

Boshoff (2010) souligne que la continuation de la violence et les opportunités économiques d'un côté ; ainsi que l'accès aux ressources et les actions des bailleurs de

⁵⁰ Approche transitionnelle : C'est le fait de prendre des ex combattants et les réinsérer dans la société sans grand travaux de réintégration.

fonds de l'autre côté ont négativement impacté le processus. L'auteur montre la nécessité de lier le processus DDR et la réforme du secteur de sécurité (RSS) en soulignant le lien entre DDR et (RSS) ainsi qu'à l'engagement politique.

Les travaux ci-haut cités, sont centrés sur les modèles de réinsertion des ex-combattants, mais divergent sur ces modèles. Certains s'attachent au modèle individualiste tandis que d'autres préfèrent un modèle communautaire. D'autres préconisent enfin une attention particulière aux structures institutionnelles (UE-PNDRR), leur attribuant les échecs.

1.2.5 Récapitulatif de la revue de littérature

Notre étude se construit sur la littérature existante par rapport aux groupes armés et la démobilisation, mais elle s'en démarque par l'emploi de sa grille conceptuelle (champ sécuritaire et capital sécuritaire), la conversion des espèces de capital. L'autre point de démarcation est le lien entre la résistance au processus de démobilisation et les exigences des groupes armés ainsi que le manque de compréhension des dynamiques des champs dans l'espace social congolais. Si les deux derniers aspects n'ont pas été abordés dans les travaux évoqués précédemment, nos zones d'observations se démarquent des travaux cités car peu d'études ont été publiées sur les groupes armés et la démobilisation dans ces zones enclavées.

Il est important de noter que les quatre courants de la littérature évoquée dans cette étude, sont fondamentalement basés sur trois grandes théories qui se lient et s'influencent entre elles. Les deux premières biotypologies sont basées sur la théorie de la violence armée alors que la troisième est centrée sur la théorie de l'autorité publique selon Lund. Cette dernière, explique les compétitions entre différents types d'acteurs sur le plan local dans un Etat fragile ; la troisième théorie est celle de du DDR, une approche technocentriste-individualiste. Les deux premières théories convergentes sur la conception de la violence armée et des élites qui mobilisent et remobilisent les acteurs armés. Celle de l'autorité publique rejoint les deux autres par le fait que les groupes armés imposent par la violence (rarement par négociations) leurs actions sur l'espace public local mais s'en diffère par la forme de l'implication dans l'espace public local ainsi que dans l'exercice du pouvoir dans la sphère publique.

Quant à la contribution conceptuelle, il est nécessaire de souligner qu'avec la mise en évidence des concepts de champ de sécuritaire et conversion de capital de sécurité, nous

ouvrons un espace d'application de la théorie Bourdieusienne du champ dans les études des groupes armés à l'Est de la RDC. Autrement dit, il est question d'appliquer la théorie du champ afin d'avoir une compréhension conceptuelle des groupes armés ainsi que de la résistance aux processus DDR au Nord- et Sud-Kivu en RDC.

C'est pourquoi, aussi longtemps que l'Etat Congolais ne sera pas à même d'en finir, dans l'ensemble de son territoire, avec les groupes armés par des actions « bâtons » ou « carottes » ; tant que ce dernier ne sera pas à même de mettre en œuvre un plan national de gestion des conflits de succession et de gestion des conflits fonciers entre communautés et entités territoriales, les faits sur le terrain montrent que les groupes armés continueront à être sollicités pour protéger ou sécuriser en tant que sous-champ sociaux sécuritaire institué.

Aussi longtemps que l'on ne va pas répondre aux exigences des groupes armés préparer les différentes populations au retour des ex-combattants, assurer leur intégration dans les structures de sécurité et briser les barrières pour accéder aux différentes corporations économiques, les programmes DDR ne vont rester que lettres mortes. Les données empiriques ont prouvé que certains groupes armés continueront à résister contre le processus de démobilisation, que certaines populations se sentiront mieux protégées par certains groupes armés que par d'autres acteurs.

Le tableau suivant visualise notre revue de la littérature, ensuite nous aborderons, dans le chapitre suivant, le cadre méthodologique et l'éthique de terrain.

N°	Phénomènes	Manquements dans la littérature
1	Violence, revendications et foncier	Groupes armés et légitimité locale ; groupes armés, chaînes de valeur et foncier en RDC ; Champ de sécurité, Habitus ⁵¹ et violence armée
2	Entrepreneuriat politico-militaire	Les « élites locales » et la (ré)mobilisation
3	Autorité publique & groupes armés	Pratiques sécuritaires locales ; capital de sécurité et phénomène de classement dans le champ local de sécurité ; groupes armés et secteurs institutionnelles locales : analyse des degrés d'autonomie et d'hétéronomie inter-champs dans l'espace social local
4	Echecs du DDR, résistance et ré-mobilisation armée	Agentivité ⁵² des combattants ; « démobilisation spirituelle » ; perte du capital social de rébellion et défi de la réintégration dans le champ social villageois ; droits d'accès inter-champs, reconversion et intégration des ex-combattants

⁵¹ Habitus : Selon Bourdieu veut dire des dispositions inculquées dans le milieu de socialisation, dans les champs et dans la trajectoire des humains.

⁵² Agentivité : néologisme empruntant du concept anglais de “agency”.

2. METHODOLOGIE ET ETHIQUE DE RECHERCHE

Ce chapitre est dédié à la méthodologie et à l'éthique de recherche. Le premier point développe les approches méthodologiques de collecte de données et le deuxième présente successivement la politique du travail sur le terrain et les stratégies utilisées.

2.1 L'approche méthodologique

Ce point aborde la méthode documentaire adoptée, ensuite, il énonce les différentes techniques de collecte de données (entretiens, « focus groups et observations).

2.1.1 Méthode documentaire

La méthode documentaire (échantillonnage d'articles et documents pertinents) se résume en quatre étapes⁵³: l'évaluation du besoin d'information, la sélection des sources d'information, leur examen critique et le travail de synthèse de la littérature consultée (Broc, 2017). Les études sur les groupes armés en RDC peuvent être abordées selon les écoles théoriques, les langues utilisées ou l'endroit de publication. La sélection des articles s'est faite à travers le filtrage par période de publication, ainsi que par la pertinence de la revue. Quelques moteurs de recherche furent consultés (notamment sciencedirect, JSTOR, CAIRN, Persée, Google Scholar), en testant différents concepts clés liés à cette étude. Les concepts ci-après ont été sélectionnés : groupes armés/*armed groups*, conflits armés/*armed conflict*, démobilisation/*demobilization*, gouvernance rebelle/*rebel governance*, DDR et RDC/DRC. Ces concepts furent utilisés chaque fois pour accéder aux ressources de revues scientifiques. Au-delà, certains noms d'auteurs pertinents, ont été utilisés pour atteindre des articles à sélectionner.

Vu le nombre et la pertinence des publications, les littératures anglophones et francophones furent consultées dans le but d'élargir les sources. Nous avons pu observer ainsi que certaines littératures sur les groupes armés et la résistance au processus de démobilisation paraissaient moins documentées dans la littérature francophone qu'anglophone.

⁵³ Broc., G. (2017). *Méthodologie pour Psychologues*, Louvain-la-Neuve, Deboeck Supérieur.

S'agissant des écoles de pensée, elles sont différentes même si elles s'accordent sur certains paramètres. L'anthropologie de la violence est bien représentée autant que celle des autorités publiques. Ces écoles ne sont pas antagonistes mais complémentaires. Elles expliquent les réalités locales selon des points de vue différents. Après avoir abordé notre démarche concernant la sélection des articles de base, le point suivant présente les méthodes de collecte du matériau de terrain (les données empiriques).

2.1.2 *L'approche socio-anthropologique dans les enquêtes de terrain*

La production de données de terrain pour ce mémoire est basée sur trois techniques principales : en premier lieu les entretiens⁵⁴ (enregistrés ou pas ; entretiens à deux ; entretiens collectifs et le plus souvent semi-directifs et thématiques), en second lieu les groupes focalisés (communément appelés « focus groups ») et, en troisième lieu, les observations du chercheur lors de ses séjours sur le terrain (Broc, 2017).

La grande partie des données, qui sous-tendent l'argument principal dans cette étude, a été récoltée à travers les entretiens. Un entretien est une discussion entre le ou les chercheur(s) et différents interlocuteurs à travers les différentes zones couvertes par la recherche. Ils peuvent avoir lieu au domicile d'un interlocuteur, sur le lieu de travail ou dans les quartiers généraux des groupes armés. Les groupes suivants ont été ciblés pour les interviews : les agriculteurs, les éleveurs, les commerçants, les leaders coutumiers, les ex-combattants ou les combattants encore actifs dans les groupes armés, etc. Les sujets de discussion furent adressés individuellement ou collectivement auprès des interlocuteurs. Comme le note Olivier de Sardan :

« ... la principale forme de l'entretien de groupe, il faut le rappeler est impromptue, involontaire, non sollicitée par le chercheur. Elle est liée au fait que le socio-anthropologue travaille en situation naturelle (natural settings). Bavarder avec quelqu'un sur un mode banal, quotidien, détendu c'est aussi assumer le risque que la famille, les proches, les voisins ou les collègues, selon les situations, se mêlent dans la conversation » (Olivier de Sardan, 2008 : 64).

C'est ainsi que certains de nos interlocuteurs furent interviewés collectivement, en présence de membres de leurs familles ou de subalternes. Lorsqu'il fallait présenter les

⁵⁴ Comme le souligne Oliver de Sardan, « un entretien est classiquement connu comme un entretien à deux. C'est pour lui une sorte de face à face à travers lequel se tissent des relations entre le chercheur (enquêteurs) et l'interlocuteur (enquête) ; des relations de confiance où on se sent libre de parler et où les stratégies discursives se déploient en paix » (Olivier de Sardan, 2008)

civilités auprès des chefs coutumiers et étatiques, on pouvait parfois avoir des entretiens avec leurs collaborateurs dans les mêmes bureaux. La durée des entretiens variait selon les circonstances et les personnes rencontrées. Certains nous accordaient du temps pour discuter de tout en détail, alors que d'autres n'accordaient que quelques minutes aux chercheurs, avec l'idée de synthétiser leur point de vue. Dans le contexte congolais, où les gens vivent au taux du jour, certains interlocuteurs n'avaient tout simplement pas assez de temps à consacrer pour répondre aux questions qui peuvent durer plus de deux heures. C'est par respect et pertinence du sujet qu'ils nous accordent un peu de temps que nous ne pouvions pas récompenser avec quelques cadeaux ou, simplement, une invitation à boire une bière.

La méthode de buissonnement, arborescence ou le « snow-ball sampling » comme le suggère Olivier de Sardan (2008 : 83), fut utilisée pour choisir et diversifier les interlocuteurs. L'idée derrière cette méthode est de collecter des points de vue d'un nombre d'interlocuteurs, notamment afin de recouper et trianguler les informations (Olivier de Sardan, 2008 : 79).

En second lieu, à travers nos observations participatives, indirectes, notre travail a également cerné certaines pratiques (taxation au long des barrières ; paiement des 'contributions volontaires' ; travail du tribunal coutumier où des combattants armés furent invités à témoigner, entraînement de football entre combattants Kifuafua et jeunes villageois à Kilambo, etc.).

Deux exemples parlants de mon immersion sont matérialisés à travers les nuits chez un combattant Kifuafua à Lukaraba et d'avoir marché toute une nuit avec deux combattants⁵⁵ Raiya Mutomboki. Ces derniers furent instruits par leur hiérarchie à nous accompagner jusqu'au village proche de notre destination (voir aussi Brabant, 2017 ; Brabant & Vogel, 2014).

Même si les données d'observation tendent à être moins valorisées par les socio-anthropologues (Olivier de Sardan, 2008 : 65), nous voulions observer de nos propres yeux, par exemple : comment les ex-combattants sont-ils traités dans les villages, observer les genres de relations sociales entre eux et les populations ; la situation réelle dans les zones occupées ; enfin les pratiques de taxation et barrières. Ces observations

⁵⁵ Combattants Raiya Mutomboki. Lors de la reddition de Daniel Meshe et Albert Kahasha, un s'est démobilisé, pendant que l'autre se serait re-enrôlé dans un autre groupe armé.

nous ont permis d'avoir une vision claire du quotidien des populations aussi bien que des combattants et leurs propres visions du monde.

En deuxième lieu, les groupes focalisés et les sources écrites (des plans, listes, généalogies, structures des groupes armés, déclarations, communiqués) ont été utiles dans la production des données afin de compléter notre empirie. Autrement popularisé en « *focus groups* », un groupe focalisé est une forme particulière d'entretien. Elle exige du chercheur de sélectionner des personnes différentes, afin de discuter ensemble tandis que le chercheur, conduit le débat. C'est ainsi que nombre de données qui inspirent cette étude ont été produites à travers de groupes focalisés organisés au sein des groupements concernés par cette étude.

Au-delà de ces trois méthodes, nous avons, bien évidemment, comme tout chercheur, également eu recours aux sources écrites ou digitalisées, notamment la littérature locale et grise (Broc, 2017). Cela comprend, entre autres ; des rapports de l'ONU et d'ONGs sur la thématique ; des documents internes aux groupes armés ; des documents administratifs (y compris archivés⁵⁶) de la division provinciale de la décentralisation et affaires coutumières.

Enfin, cette étude a concentré l'analyse sur une population vivant en zone de conflits dans les trois groupements concernés. Parmi les interlocuteurs, le choix fut porté sur un nombre des combattants afin de comprendre leurs discours de légitimation et de résistance ; sur les acteurs étatiques (notamment l'administration locale, l'armée, la police, l'agence nationale de renseignements) ; sur des populations que nous considérons comme « lambda » (*random selection*) incluant des creuseurs, des agriculteurs, des enseignants etc. Par ailleurs, la relation avec la problématique sécuritaire primait sur le genre des personnes interviewées si bien que, nos cibles respectaient les critères d'inclusions des deux personnes de sexes différentes (hommes et femmes).

Vu que les populations vivent avec ces groupes armés, ils peuvent appuyer leur lutte ou, au contraire, leur résister. Les agents étatiques accompagnent les combattants dans leur

⁵⁶ La plupart des correspondances adressées aux autorités, tant nationales que provinciales par les populations et/ou les représentants de l'administration (chefs coutumiers), sont gardées aux archives de chaque groupement et entités territoriales (Décentralisées ou déconcentrées). Nous les avons consulté afin de renforcer notre empirie mais aussi de recouper les informations collectées sur terrains.

réinsertion ; les militaires sont ceux qui les démobilisent, les regroupent dans leurs centres de regroupement, les forment.

Les points de vue des organisations de la société civile et d'autres structures citoyennes sur la gouvernance rebelle étaient aussi enrichissants. Cette étude ne veut pas se limiter à analyser froidement les faits, mais, également, appréhender la problématique à partir des différentes perspectives des acteurs principaux du milieu.

Néanmoins, cette démarche méthodologique contient certaines limites que nous aimerions soulever. Notons la crédibilité variable des acteurs rencontrés et la difficulté à saisir la vérité à travers les discours fluctuants des acteurs armés. Ainsi, certains points de vue n'auront pas pu être intégrés dans cette étude par manque de crédibilité ou de pertinence dans le temps.

La section suivante concerne la présentation de l'éthique de recherche sur les groupes armés et la démobilisation. Autrement dit, elle se focalise sur « ce qu'il convient de faire et ne pas faire » quand nous effectuons une recherche sur et avec les groupes armés ou des ex-combattants.

2.2 Ethique de recherche, groupes armés et démobilisation

Morange & Schmoll (2016) estiment que le problème lié à l'éthique de terrain est un problème plus large qui concerne toutes les démarches de la recherche. Elles postulent l'éthique de terrain comme

« une réflexion sur ce que la recherche devrait faire, sur la manière dont elle devrait le faire ».

Les auteures poursuivent en soulignant que : *« l'éthique procède d'une interrogation sur le cadre normatif qui fonde l'analyse. Elle se distingue de la morale en ce qu'elle est concrète et liée aux pratiques de la recherche sur le terrain ; elle engage les sens que prennent les actes de l'enquêteur pour lui-même et pour les autres »* (Morange & Schmoll, 2016).

Quels sont ces actes que nous avons pris dans le cadre de notre étude à la fois pour nous et nos interlocuteurs ? Cette section aborde trois points essentiels de manière réflexive. Au premier plan la politique du terrain et les stratégies d'accès ; en deuxième plan les risques sécuritaires et les différentes collaborations et, en troisième plan, les attentes et la protection des interlocuteurs et le questionnement sur la rédévabilité dans les zones occupées par les groupes armés.

Marqué par la présence des groupes armés en marge de grandes villes, les provinces du Nord et du Sud-Kivu sont caractérisées par un contexte d'insécurité. Les grandes villes ne sont pas non plus épargnées parce que le contexte politique peut aussi impacter négativement ou positivement les recherches sur terrain. Les zones contrôlées par les groupes armés présentent en elles-mêmes aussi des facteurs susceptibles d'impacter les recherches : l'accessibilité et la praticabilité des routes. Faire de la recherche sur et avec les groupes armés, exige donc un maximum de préparation du terrain. La prochaine section est dédiée à la politique du terrain mise en place au cours des années d'investigations dans les trois zones de recherche.

2.2.1 *Politique du terrain et stratégies d'accès « la politique des cachets »*

Selon Olivier de Sardan (2008 :76), la politique du terrain est « *une expression qui évoque les stratégies du chercheur sur terrain et sa gestion de la production de connaissances* ». Dans le cadre de cette étude, plusieurs stratégies, y compris les stratégies d'accès, ont été déployées sur le terrain afin de collecter les données tout en assurant notre propre sécurité.

Plusieurs travaux montrent qu'il existe diverses formes d'accès aux terrains difficiles et conflictuels (Bonilla, 2014 ; Vlassenroot, 2006). Parmi ces formes on cite l'immersion dans une ONG ayant une légitimité dans la zone, l'accès à travers des intermédiaires qui ont des liens avec les acteurs armés, ou bien l'accès direct aux acteurs armés eux-mêmes. Par contre, ces études n'ont pas exploré la navigation entre deux espaces sécuritaires complexes (Musamba, à paraître). Il est nécessaire, avant tout, d'obtenir l'aval des autorités militaires tant que civiles, menant à la « politique des cachets » (Vogel & Musamba, en préparation)⁵⁷ sur les ordres de mission afin de se rendre sur terrain même si parfois, ces autorités déclinent leur responsabilité à nous sécuriser dans ces zones.

Sur terrain, muni avec l'ordre de mission et des carnets, nos premiers pas furent d'entrer en contact⁵⁸ avec les groupes armés et les personnes liées avec eux. Ceci nécessita une

⁵⁷ Cette autorisation est procédurale car faire des recherches dans le domaine d'économie peut être tolérée mais lorsque nous faisons des recherches sur la question de sécurité, en plus les groupes armés, il devient de plus en plus sensible et prêtes en confusion et des soupçons.

⁵⁸ Nous utilisons soit les messagers ou des lettres (une stratégie moins sécurisante). Les FARDC pouvaient tomber sur ces lettres et rendre la vie difficile aux chercheurs. Ce moyen de communication

préparation en adéquation avec les acteurs respectifs ainsi que de s'adapter à leurs différents comportements.

Les recherches sur les groupes armés exigent du chercheur d'avoir des contacts qui le crédibilisent auprès d'eux. En 2013, nous sommes allés voir les Raiya Mutomboki à Kigulube et à Isezya. Nous avons utilisé un ancien de leurs leaders politiques locaux pour créer un lien de contact. A peine arrivés, on passait des barrières où l'intermédiaire était connu étant donné qu'il fut arrêté pour la cause des Raiya Mutomboki. Arrivés à Isezya, où se trouvait le quartier général, il a fallu présenter les civilités auprès du « président » Daniel Meshe et de ses collaborateurs, notamment le « général » Albert Kahasha Murhula dit 'Foka Mike'. Cette introduction a facilité un entretien improvisé avec Meshe et Foka Mike ainsi que l'émission d'ordres aux combattants de nous accompagner et de nous escorter à cause de l'insécurité.

Dans le groupement de Waloaluanda, nous ne connaissions personne au départ. Notre capacité personnelle à créer un capital social a été ici d'une grande importance. Nous sommes arrivés dans le village Chambucha, pour rencontrer le chef de groupement ou son secrétaire. C'est l'ordre de mission et la carte d'électeur qui ont crédibilisé cette demande et permis au secrétaire de groupement de nous accorder son hospitalité. Sans offrir une sécurité absolue, cette option nous sembla être la moins dangereuse. Dans ce cas, la priorité à notre sécurité l'emporta sur les biais que cette approche engendre inévitablement et dont nous étions bien conscients ?

C'est ainsi que nous rencontrions « Mzee wa vita 3 » commandant des Mai Mai Kifuafua dans ce village qui nous accorda exceptionnellement une interview. Ensuite, ne connaissant pas les voies dans les forêts, nous avons dû solliciter une personne guide. Cela coïncida avec le départ des certains combattants vers Lukaraba. On décida de partager ensemble la route avec eux. C'était le moment idéal pour observer leur encrage social et l'ampleur de liens et réseaux sociaux ainsi que des gens qui les appuient dans le groupement.

était fréquent lorsque les entreprises de télécommunication n'avaient pas encore installé des antennes-relais dans les villages de l'intérieur de la plupart des groupements à Shabunda. De même que Waloaluanda et certains endroits de Bakano. Il y avait des endroits où les gens allaient chercher le réseau de téléphone pour envoyer des messages ou appeler leurs correspondants. Le deuxième moyen de contact que nous utilisions était le contact téléphonique soit à travers le message ou des appels directs avec tous les risques de se faire tracer par les services de renseignements.

Enfin, dans le groupement Bakano, en fait l'ordre de mission et nos origines tribalo-ethniques ont facilité l'accès. Les démarches citées ci-dessus nous ont amené vers les autorités tant civiles que militaires dans les zones concernées. Nous sommes nous rendus préalablement dans la ville de Goma, rencontrer le directeur de cabinet du Ministre Provincial de l'intérieur pour l'informer de nos recherches et obtenir son cachet. Ayant obtenu son autorisation, nous avons pu effectuer des recherches sur le terrain à Hombo-Nord puis dans le groupement Bakano en général.

La même stratégie (politique des cachets) a permis d'avoir accès aux villages, dans le centre d'Itebero et à Isangi. Cette fois, nous nous faisons toujours accompagner par un guide⁵⁹ afin de trouver les routes et les chemins dans les forêts ombrophiles de cette zone. Une précaution indispensable au regard de l'inaccessibilité dans les zones occupées par les groupes armés. Parfois, il a fallu marcher des dizaines de kilomètres pour atteindre un village ou une agglomération. Ainsi, la gestion de l'impraticabilité de la route rentre dans les aspects de la sécurité personnelle du chercheur et de son co-chercheur.⁶⁰

Considérant le prix de location d'un véhicule tout-terrain, la location d'une moto semble d'emblée être le moyen local de transport adéquat. Parmi les avantages, on dénombre la rapidité ainsi que leur disponibilité. En cas de crevaison, il est possible d'échanger ou de réparer une moto pour continuer le voyage. Malheureusement, la moto n'est pas totalement sécurisée sur le plan personnel car les passagers roulent sans casque, ce qui constitue un risque sécuritaire évident dans les conditions de circulation et l'état des routes ou pistes locales.

Retournons à la politique du terrain comme nous l'avons souligné dans l'introduction de ce chapitre. Dès que l'on accédait au terrain, la première stratégie fut d'introduire l'objet de la mission auprès des autorités politico-militaires, aux chefs coutumiers ainsi que les « autorités publiques » et parfois les leaders de la société civile. Cette stratégie fut importante pour éviter la mésinterprétation du travail de recherche et pour assurer

⁵⁹ « La politique du guide » : le guide peut être un civil ou un combattant armé ; cela dépendait de la façon dont nous étions accueillis sur terrain et du genre de relations que nous avions avec les chefs coutumiers. Cela dépendait aussi de la réceptivité de projet de recherche et l'implication des sujets étudiés. La mesure de leur disponibilité à répondre aux rendez-vous, à partager des informations ou leur volonté à faire entendre leurs voix à travers le chercheur. Nous allons y revenir quand nous parlerons dans la positionnalité et attentes des interlocuteurs.

⁶⁰ Terminologie nouvelle dans le cadre des recherches surtout sur le plan des relations entre chercheurs du nord et ceux du Sud jadis connus sous les appellations des 'assistant de recherche ou de terrain'

l'indispensable transparence. Trois points seront abordés ici : la triangulation, les « allers-retours » et la saturation (Olivier de Sardan, 2008 : 76–104).

La triangulation consiste à vérifier les informations en comparant les discours des acteurs ainsi que de les confronter à d'autres sources d'informations indépendantes, autant écrites qu'orales. Par exemple, dans le groupement de Waloaluanda nous avons pu parler avec des acteurs armés et des victimes de leurs abus ; parler avec des partisans de et des opposants à la cause de la violence armée. Cette démarche nous a donné la possibilité de soumettre les informations à la rigueur du recoupement avec des sources villageoises indépendantes. Selon les thématiques de notre étude, nous avons pu nous concentrer sur des conflits entre autorités et groupes armés ou sur l'opposition des groupes armés à se rendre.

Les « allers-retours » sont une stratégie de production de connaissance locale qui se concentre sur une exploration du terrain basée sur des mouvements (Olivier de Sardan, 2008). Par exemple, certains interlocuteurs nous accordaient des entretiens dans leurs maisons et nous guidaient auprès d'autres interlocuteurs, selon leur disponibilité. Comme nous passions beaucoup de temps dans un village, il devenait de plus en plus possible d'avoir de bonnes relations avec les villageois ; de se mouvoir dans le village, d'assister aux cérémonies et d'observer la vie autrement.

Enfin, pour limiter les effets de saturation, nous avons cherché à limiter la répétition des mêmes informations en diversifiant les groupes stratégiques. Ces derniers étaient constitués des membres partageant tantôt un même point de vue, tantôt des points de vue divergentes par rapport à la présence des groupes armés. Nous avons également cherché à équilibrer l'échantillon en fonction de catégories socio-professionnelles. Le plus souvent, nous parlions avec certains commandants de groupes armés et/ou des combattants de rang. Ces derniers ont des perspectives différentes de celles de leurs chefs, car une fois rassurés de la confidentialité, ils sont très ouverts. Il est important de ne pas perdre de vue que les recherches avec les groupes armés comportent des risques aussi bien sur la recherche elle-même que sur les chercheurs. C'est pourquoi, nous avons décidé de rendre anonyme, les entretiens, les noms de nos interlocuteurs et les lieux des interviews. La section suivante aborde plus en détail les risques encourus sur le terrain et leur gestion.

2.2.2 Risques sécuritaires et collaboration

Ce point est essentiellement focalisé sur les risques sécuritaires ainsi que les formes de collaboration avec d'autres acteurs (chercheurs ou guides). Une recherche sur le terrain a été faite en collaboration avec deux chercheurs français. Pour les autres, nous avons recouru soit aux services de guides locaux ainsi bénéficier de leurs expériences dans la zone mais aussi nos superviseurs. Les risques sécuritaires sont localisés à trois niveaux : la sécurité individuelle du chercheur et de ses collaborateurs, les risques indépendants du chercheur comme l'état routier et le contexte sécuritaire local.

La sécurité individuelle du chercheur touche à son intégrité physique et à celle de ses documents (carnets, ordres de mission, outils). Les zones occupées par des groupes armés ne sont pas « *sécurisées* » selon le narratif dominant. On peut craindre des arrestations, des tueries, des kidnappings, des extorsions, des attaques et embuscades – mettant en péril le chercheur (Vlassenroot, 2006). Par exemple, la première fois que nous sommes allé dans le groupement de Bamuguba-Sud, arrivés à une position militaire, un agent du renseignement nous déclara clairement qu'il ne pouvait pas assurer notre sécurité si nous nous retrouvions dans la zone contrôlée par les Raiya Mutomboki. De même, sur la route vers Isangi, alors que nous nous déplaçons à pied, notre guide nous rappelait continuellement que, dans certains endroits, les Raiya Mutomboki Elenge kidnappaient les passants. De la même manière, dans le groupement Waloaluanda, quand il s'agissait de marcher seul, nous courrions le risque de se faire piller par des combattants qui ne connaissent pas notre qualité de chercheur.

Pour contourner ces risques, on se faisait soit accompagner par un autre combattant ou un fils du chef de village, avec son consentement. Pour ce qui est des risques de se faire piller, on avait parfois l'option de se faire passer comme un habitant local. Dans les trois groupements, nous avons instruits nos collaborateurs de maintenir la stricte confidentialité. En outre, notre attachement aux institutions universitaires facilitait l'accès au terrain – minimisant les soupçons des groupes armés et des populations locales. Certains combattants avaient des membres de leur famille qui étudiaient dans ces institutions et lorsqu'on en faisait référence à nos fonctions de chercheur ou d'enseignant dans une université, le contact et l'accès étaient facilités.

Les aspects physiques et infrastructurels sont des indicateurs plus objectivement vérifiables de la sécurité du chercheur. Ces risques ne sont pas liés au chercheur, ils dépendent des conditions météorologiques, de la praticabilité de la route ou de l'état du

motard et de sa moto, les accidents étant fréquents sur le terrain. Par exemple, au retour de la localité d'Isangi et après deux heures de marche dans la forêt, une pluie diluvienne s'est abattue rendant la progression très dangereuse. Sur le chemin de Walungu, quand on se rendait à Shabunda, il avait tellement plu que les mototaxis acceptassent de prendre la route à cause de la boue.

Le contexte sécuritaire est ainsi volatil et incertain dans ces zones. Le chercheur ne sait pas à quel moment les groupes armés s'affronteront entre eux. Les opérations militaires contre les groupes armés constituent un autre facteur d'insécurité. Par exemple, nous n'avons pas eu la possibilité d'aller à Nyabiroku, les FARDC d'Isangi, attendant les ordres pour lancer des affrontements contre feu le « Général » Kaluba Elenge Heritier, nous avons décidé de retourner. Lorsque nous étions en chemin vers Kabalo (quartier général de « Mirage », la confirmation de l'information sur le déploiement militaire a contraint d'arrêter notre déplacement avant d'atteindre notre but.

Faisant face aux multiples risques⁶¹, nous avons mis en place un système de minimisation. Ce système fonctionnait à travers différents contacts avec certaines autorités militaires, des chefs coutumiers et des contacts locaux mais aussi sur base des instructions de nos supérieurs hiérarchiques et des recommandations d'autres collègues chercheurs.

Nous avons travaillé en partie en collaboration avec des chercheurs étrangers en tant qu'assistant de terrain et nous-mêmes avons travaillé avec des guides sur le terrain. En tant qu'assistant de terrain, nous avons participé au projet de recherche sur les groupes armés et leurs perceptions de l'aide humanitaire. Ce projet, conduit par Christoph Vogel et Justine Brabant, nous a conduit vers l'axe Burhale-Shabunda. Bien que portant sur d'autres aspects, cette recherche fut d'une utilité méthodologique s'agissant de cette étude. Pour éviter que l'on nous perçoive comme des évaluateurs humanitaires, aussi bien que des agents des ONG, nous avons dû proposer un intermédiaire étant donné son niveau de légitimation auprès des Raiya Mutomboki. Malgré tout, nous étions confondus.

Dans le groupement Bakano par contre, nous étions sans collaborateurs. Cependant, après avoir travaillé dans deux localités⁶², nous éprouvions le besoin d'avoir un guide

⁶¹ Danger ou risques sur soi les risques

⁶² La localité ou sous-village.

comme nous devrions aller à Isangi. C'est ainsi que nous avons cherché une guide suivant les conseils des chefs coutumiers et des notables du milieu.

Enfin, dans le groupement Waloaluanda, nous avons parfois utilisé des guides selon le contexte du milieu. En quittant le village Busurungi, chef-lieu du groupement, nous avons été guidés par un jeune du village même si, pour nous rendre à Busurungi, les concours d'un combattant Kifuafua était nécessaire pour plusieurs raisons.

Etant donné les différences inévitables entre la réalité du terrain et les guides éthiques concernant le traitement des collaborateurs, ce mémoire soutient, dans la section suivante, l'approche réflexive. Comment les chercheurs congolais (mais aussi étrangers) se comportent-ils sur le terrain et envers leurs collaborateurs ? Quelles sont les attentes des collaborateurs, leurs questionnements et quelle est la rédevabilité du chercheur et son devoir de protéger ses collaborateurs ?

2.2.3 Attentes, protection des interlocuteurs et rédevabilité du chercheur

Gérer les attentes, la protection des interlocuteurs et restituer des résultats aux individus ayant accordé leurs temps et des informations, constituent des exigences académiques légitimes (Pels, 2018 ; Naidu & Prose, 2018).

Les attentes des interlocuteurs varient en fonction de la qualité des personnes auxquelles ils font face : ONGs, journalistes, chercheurs nationaux ou étrangers et bien d'autres questions (Carvallo, 2019). Dans un pays où foisonnent les « associations sans but lucratif » qui enrichissent les gens, les populations locales ont tendance à considérer que le collaborateur vient pour des projets humanitaires ou de développement. A Bakano, par exemple, nous avons été approchés parce que les gens pensaient que nous venions faire une évaluation humanitaire.

D'autres nous perçoivent comme des Businessmen à la recherche de minerais et on en propose de temps à temps. Ces attentes sont démesurées car elles renvoient plutôt à une image externe de l'étranger sans commune mesure avec les objectifs d'un chercheur. Lorsque nous nous retrouvions sur le terrain, les entretiens commençaient souvent avec des questions telles que : « ton travail, que va-t-il changer ? Qu'est-ce que nous allons gagner dans ce travail ? ». Nous leurs répondions poliment que cette étude est comparable aux mémoires de fin d'études universitaires de leurs enfants (étudiants), qu'elle ne va rien apporter dans l'immédiat mais que nos articles, vont contribuer à faire

connaître les conditions de vie dans cette zone et déconstruire les narratifs trop simplistes.

Une autre catégorie d'attentes des populations est centrée sur la considération des chercheurs comme moyen de faire passer un message. Certains groupes armés développent de telles attentes, percevant le chercheur comme un courtier, un « broker » (Vogel 2018). Les Kifuafula, par exemple, y voyaient certainement une occasion de faire passer leurs messages. Quand nous rencontrâmes le « général » Mzee wa vita 4 à Waloaluanda, entouré de ses gardes de corps, nous lui avons demandé de voir son « cahier de charge⁶³ » afin d'avoir un document objectif dans lequel il exige des récompenses comme il nous en avait parlé. Un de ses gardes du corps disait « *ce sont des chercheurs, ils peuvent aussi écrire sur vous et le message va être répondu* »⁶⁴. Il affirmait avoir remis ledit cahier à un politicien alors qu'il n'avait jamais eu de réponses.

Des attentes financières comme « *récompense du temps accordé* » sont possible quand on fait des études sur les groupes armés ou les questions de sécurité, surtout dans les zones en conflit. A cause du stigmat des « *zones rouges* », la fréquentation des chercheurs et d'acteurs humanitaires diminue rapidement dans ces zones, augmentant d'autant la pression sur ceux qui s'y rendent effectivement.

La plupart des gens, nous considéraient comme des étrangers. Ce n'est que quand nous nous introduisions qu'ils réalisaient que nous faisons de la recherche pour écrire '*kitabu*'⁶⁵ comme leurs enfants qui étudiaient dans les universités de Goma ou de Bukavu. Cependant, nous ne pouvions pas échapper aux attentes pécuniaires de la part de certains interlocuteurs. Le débat sur l'éthique de terrain oppose deux courants autour de cette question.

Au-delà des normes éthiques souvent théoriques, nous pensons que les réalités locales devraient guider les chercheurs. Dans certaines sociétés de la forêt, pour discuter d'un sujet, les vieux sages le font dans le Barza⁶⁶, le plus souvent, discutant autour d'un verre de bière locale. Dans ce cas, les chercheurs, liés par les règles éthiques mais évoluant

⁶³ Cahier de charge est un document dans lequel le groupe armé énonce ses exigences mais aussi les motivations de sa création.

⁶⁴ Mes discussions avec Mzee wa vita 4 à Waloaluanda

⁶⁵ Sens local pour situer le Travail de fin de cycle dans l'Est de la RDC.

⁶⁶ Barza : un lieu où les conflits sont tranchés dans un village, où les hommes se rencontrent, où ils prennent des décisions importantes. Dans ces zones il existe des Barza coutumiers et des Barza des familles. Il est important de savoir que les Barza coutumiers sont plus puissants que les Barza individuels.

dans la réalité locale, se doivent également de respecter les règles et coutumes du milieu.

Indépendamment du lieu de recherche, lorsqu'on invite des interlocuteurs autour d'un verre pour échanger, ne brise-t-on pas déjà des règles éthiques ? Il paraît important de souligner que, loin de faire l'apologie des transactions monétaires pour avoir des informations et du temps, un chercheur développe une dette morale par rapport aux gens qui ont accepté de donner de leurs temps. Nous étions enclins à accorder une boisson après certains entretiens afin d'observer la tradition du milieu. Mais comment se démarquer du phénomène de « ONGisation de la recherche » (BukavuSeries, 2019) observé dans les Kivus ? C'est cette question que nous voulons mettre au centre d'un débat réaliste et public entre scientifiques.

Parallèlement, comment avons-nous protégé les interlocuteurs sachant que leur propre sécurité est mise en cause ? Comment définissent-ils eux-mêmes la confidentialité requise ? (Sumiak, 2018)

La protection des interlocuteurs ayant consenti à échanger s'impose. Cette protection concerne tout interlocuteur – combattants, ex-combattants ou habitants lambda. Les stratégies de protection commencent par l'anonymisation des entretiens à travers l'encodage. Ainsi, les noms des interlocuteurs ne sont révélés qu'aux superviseurs pour de raison de confirmation et de transparence. Une deuxième stratégie était d'augmenter le nombre de sources pour protéger l'individu. Les entretiens collectifs, par contre, risquent d'exposer les individus. Néanmoins, la plupart des interlocuteurs ne nous ont pas appelés pour nous communiquer leurs craintes.

La protection des sources inclut aussi bien les « Mzée wa vita » que les combattants. Quand nous revenions des zones occupées par les groupes armés, nous ne communiquions pas d'informations aux FARDC. Il était exclu de partager les contacts ou positions du groupe armé alors que nous leurs avions assuré la confidentialité. La protection des conversations entre chercheurs et combattants est une des stratégies de crédibilisation du chercheur, elle conditionne un retour dans la zone. Une erreur à ce sujet pourrait l'exposer aux arrestations. Nous avons gardé beaucoup de données sur les groupes armés dans les trois groupements pour assurer la poursuite des recherches dans la continuité.

Malgré toutes ces stratégies, le chercheur parfois peut être dépassé par des réalités de terrain. En mars 2017, dans nos collaborations, nous avons perdu deux de nos collègues

chercheurs travaillant pour l'UNGoE : Michael Sharp et Zaida Catalan. Nonobstant les précautions prises, ils sont tombés dans une grande conspiration, sacrifiant ainsi leurs vies et nous infligeant des douleurs émotionnelles, difficiles à effacer de notre vie au quotidien.

En conclusion, la politique du travail de terrain est importante dans la quête de la vérité. Tout en reconnaissant la nécessité des règles éthiques pour les enquêtes de terrain, néanmoins leurs applications doivent aussi être adaptées aux contextes réels de terrain. Suite aux multiples réflexions sur la rigueur méthodologique et l'approche éthique au terrain, la rigueur analytique demande une discussion approfondie sur le cadre théorique de ce mémoire et les concepts et terminologies qui ont guidé cette recherche. Cet aspect forme le noyau du chapitre suivant.

3. CADRE CONCEPTUEL : CHAMP ET CAPITAL DE SECURITE

Après avoir contextualisé la situation socio-sécuritaire de la RDC (chapitre 1), présenté la méthodologique et l'éthique de la recherche (chapitre 2), le présent chapitre est construit autour de deux points centraux. Le premier circonscrit les concepts théoriques (champ, capital, conversion et taux de conversion) à la lumière Bourdieusienne. Le deuxième point associe les concepts à la réalité de terrain.

3.1 Champ et capital de sécurités dans l'Est de la RDC

Le présent chapitre s'intéresse aux concepts 'champ et capital' tels que théorisés par Pierre Bourdieu d'abord, tout en s'inspirant des autres auteurs qui s'intéressent aux guerres civiles (Baczko & Dorronsoro, 2018 ; Rigaux, 2011 ; Vlassenroot & Hoffman, à paraître) à travers une grille de lecture Bourdieusienne. Conciliant la résistance des groupes armés à la démobilisation, la deuxième partie se focalise aussi bien sur les concepts des « conversion des espèces de capital » que la problématique du « taux de conversion » (ou taux d'échange).

3.1.1 Concept théorique du « champ » Bourdieusien

Nous utilisons le concept du 'champ', selon la définition proposée par Bourdieu (1979 ; 2012 ; 2015 ; 2016 ; 2017). Exposant sur la bureaucratie, il affirme :

*« Le champ se présente comme un espace relativement autonome des forces possibles qui s'exercent sur tous ceux qui y entrent [...] le champ est aussi un champ d'actions possibles et en particulier un champ de luttes visant à conserver ou à transformer le champ des forces. Autrement-dit, le champ en tant que réseau de relations objectives entre des positions de force, fonde et oriente- les stratégies que les occupants de ces positions, agents singuliers ou groupes d'agents, engagent à compte propre ou au nom d'une institution, dans leurs luttes (patentes ou latentes) pour défendre ou améliorer leur position et, en retour, les luttes par lesquelles les agents s'efforcent de conserver ou de transformer le réseau de relations objectives ».*⁶⁷

⁶⁷ Bourdieu., P. (2015). *Sociologie Générale : cours au Collège de France*. Vol 1. Paris, Seuil, 714

Discutant de la structure en chiasme afin d'expliquer le contenu du champ littéraire, Pierre Bourdieu (2015 :593) revient sur le concept « champ » par son fonctionnement, en l'énonçant en ces termes :

« Le champ littéraire est un sous-espace relativement autonome inséré dans un espace englobant que j'appelle champ de pouvoir, lui-même inséré dans un espace englobant que j'appelle «champ de rapport des classes» ou «champ social». [...] Le « champ social » est en même temps un champ de luttes entre les classes. Le champ de pouvoir, lui est grossièrement le champ des luttes pour le pouvoir entre détenteurs de capital donnant des chances dans les luttes pour le pouvoir ; si l'on veut c'est la « classe dominante », mais je préfère parler de « champ du pouvoir », les différentes fractions de la classe dominante étant des sous-champs qui sont eux-mêmes le lieu des luttes mais qui luttent entre eux pour le pouvoirs »⁶⁸.

La théorie Bourdieusienne sera capitalisée dans cette étude à travers la création de l'espace des positions. Le champ de pouvoir avec ses nombreuses dynamiques sera considéré car dans l'Est de la RDC, ceux qui détiennent des ressources qui structurent la hiérarchisation, luttent entre-eux et/ou collaborent entre-eux pour le maintien de la sécurité dans les zones rurales et urbaines. Nous ferons, le plus souvent recours à la théorie de champ pour expliquer les luttes dans la dynamique de concentration des ressources entre sous-espaces de sécurité. C'est pourquoi, après avoir circonscrit le concept de champ tel qu'il sera opérationnalisé dans l'étude, il est important de discuter du « capital ». Ce dernier a fait l'objet de plusieurs études⁶⁹, raison pour laquelle nous avons consacré essentiellement quelques lignes à le présenter dans les lignes suivantes. L'ambition n'est pas de discuter du concept, mais de montrer qu'il reste l'élément d'hiérarchisation dans le champ de sécurité.

3.1.2 Capital et espèces de capital

Le concept de « capital » est aussi bien important dans la littérature que dans cette étude. Quelques auteurs ont attiré notre attention, il s'agit de Bourdieu, Rigaux et Dorronsoro. Bien que les deux derniers aient apporté leurs contributions significatives

⁶⁸ Bourdieu (2015 : 593)

⁶⁹ Voir Dorronsoro, G., & Gourisse, B. (2015). L'armée turque en politique. *Revue française de science politique*, Vol. 65(4), 609-631. ; Baczko, A., Dorronsoro, G., & Quesnay, A. (2016). Le capital social révolutionnaire. *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 211-212(1), 24-35; Driessens, O. (2013). Celebrity capital : Redefining celebrity using field theory. *Theory and Society*, 42(5), 543-560. Mulone, M., & Dupont, B. (2008). Gouvernance de la sécurité et capital : Les gestionnaires de la sécurité privée. *Deviance et Société*, Vol. 32(1), 21-42. Et aussi Vlassenroot & Hoffman, 2019)

dans les trajectoires conceptuelles, pourtant largement inspirées de Bourdieu dont ils se démarquent. Pierre Bourdieu (1979), définit le concept « capital » en tant que

« rapport social »⁷⁰ et de « force qui a cours dans un certain espace, il y produit des effets - en particulier des effets de différenciation - et la différenciation liée à la distribution inégale du capital est le principe de la structure du champ [...] La structure du champ est essentiellement la structure des écarts entre les capitaux présents et la structure est du même coup le moteur du champ [...] ».⁷¹

Bourdieu souligne l'existence d'autant des capitaux que des champs dont les trois principales espèces de capital suivantes : capital économique, social et culturel y compris le capital symbolique. Par contre Rigaux, entend le concept 'capital' comme

« tout type de ressources qui, mis en œuvre dans les pratiques des agents, peut avoir des effets utiles pour lui dans un champ déterminé. P. Bourdieu l'utilise de façon analogique pour nommer toute ressource, dans n'importe quel champ, pouvant s'accumuler, se transmettre et permettre de tirer des profits pour son possesseur ».⁷²

Alors qu'à travers une importante œuvre au sein de l'espace des positions sociales, dans sa version simplifiée, elle apporte une contribution sur les classes⁷³, en montrant l'existence d'une quatrième classe que celles analytiques Bourdieusiennes. Baczko, Dorronsoro & Quesnay (2017), pour leur part, travaillant sur les guerres civiles au Moyen-Orient, proposent une perspective particulière en élargissant d'autres typologies d'espèces de capital. Les auteurs, tout en se référant à Sewell (1992), notent que

« le capital qui ne renvoie pas nécessairement à un champ, doit être considéré comme une ressource potentielle: le capital est la valeur anticipée d'une ressource. Les ressources sont l'instrument utilisé par un acteur en fonction des schèmes de pensée et d'un contexte, pour atteindre une fin. La dynamique des systèmes sociaux tient notamment au fait que les schèmes de pensée sont multiples, contradictoires, que les acteurs les utilisent de façon créative ».⁷⁴

En conceptualisant le capital social révolutionnaire, contrairement à Bourdieu, les auteurs innovent en montrant que le capital social révolutionnaire :

⁷⁰ Bourdieu., P. (1979). *La Distinction : critique sociale du jugement*, Sens Commun, Paris, Les Éditions de minuit, 127.

⁷¹ Bourdieu., P., Op Cit, 2016, 35.

⁷² Rigaux., N. (2011), *Introduction à la sociologie par sept grands auteurs*, 'Ouvertures sociologiques', Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 25.

⁷³ Elle estime qu'il y aurait quatre classes : la classe supérieure, la classe moyennes, la classe populaires et celles des lumpen-prolétaires.

⁷⁴ Baczko., A., Dorronsoro., G., & Quesnay (2016), Op Cit, 24-35.

« décrit à la fois un capital social mobilisable par un agent ou par le groupe et un aspect de la mobilisation protestataire dans laquelle il se forme et qu'il participe à produire. [...] La détention d'un capital social révolutionnaire conditionne de fait l'accès aux nouvelles positions électives ou administratives une fois acquis le retrait de l'Etat des zones insurgées [...] »⁷⁵.

Comme notre étude se construit à partir de la théorie de champ, il en va de même pour le concept capital. Ainsi, il existe une formule très célèbre qui combine à la fois le capital et l'habitus afin de composer un champ. Pour l'instant, notre étude nécessite une ressource spécifique de différenciation entre espèces de capital dans le champ de sécurité. Néanmoins, le capital de sécurité reste fragmenté autant que les sous-espaces dans le champ de sécurité englobant.

Les trois espèces classiques du capital existent dans cet espace : capital économique, capital culturel (coutumier, scolaire) et le capital social. Par ailleurs, le capital de sécurité est une des critères d'hiérarchisation qui ne suffit pas de rendre compte de la dynamique comme nous l'avons observé. Ces espèces de capital peuvent se concentrer ou s'accumuler, se transférer ainsi que s'étalonner ou s'échanger. Ainsi, deux espèces d'un même capital sont observables dans ce champ. Pour des finalités analytiques, nous avons décidé de les scinder en deux, nous démarquant de la conception de Baczko et Dorronsoro⁷⁶. Notre terrain montre que les logiques des guerres civiles dans certains Etat co-évoluent avec des groupes armés, parfois confirmant ou infirmant les thèses Bourdieusiennes. Ces thèses montrent que l'Etat, aussi bien que la coutume, fonctionnant comme des ordres sociaux dont le degré d'autonomie⁷⁷ ou d'hétéronomie⁷⁸ devraient faire l'objet d'études scientifiques.

C'est pourquoi, nous mobilisons le concept du capital de sécurité dans le but de montrer que les ressources dont disposent certains groupes armés (ressources en termes de combattants les armements ; les ressources magico-mystique⁷⁹ leurs propres 'bureaucratie') facteurs de classement dans le champ de sécurité dans l'Est de la RDC. Lorsque l'on procède aux conversions collective ou individuelle vers un autre champ, il

⁷⁵ Ibid., 26

⁷⁶ Dans un article à paraître (Baczko & Dorronsoro), mobilisent le concept du capital militaire comme un ensemble des ressources accumulées, notamment les compétences bureaucratiques et les financements qui permettent l'exercice d'une violence organisée.

⁷⁷ Le champ est relativement autonome, mais il faut étudier le degré d'autonomie car il va varier en fonction des dynamiques internes et externes au champs, des mobilités des agents aussi

⁷⁸ De même que le degré d'hétéronomie.

⁷⁹ Le Dawa (amulettes et d'autres procédures) souvent, est une culture en vogue dans le sous-champ de groupes armés.

est important de tenir compte de défis, des limites ainsi que du taux de conversion qui semble être à la fois l'enjeu de lutte et de résistance dans le champ de sécurité comme nous le conceptualisons. C'est pour quoi, entièrement réservé à la conversion des espèces de capital et au taux de conversion, le point qui suivant vient éclairer notre argument de résistance à la démobilisation.

3.1.3 Conversion et taux de conversion d'espèces de capital

« A un certain moment il existe donc une sorte de taux de change entre les différentes espèces de capital, qui définit la structure des rapports des forces entre les détenteurs des différentes espèces de capital. L'un des enjeux des luttes à l'intérieur du champ de pouvoir est de changer le taux de change... »⁸⁰

Si les deux premières sections ont focalisé leurs centres d'intérêts sur les concepts Bourdieusiens (champ et capital), ce troisième point expose les concepts théoriques suivants : conversion et taux de conversion d'espèces de capital. Dans ses cours au collège de France, Bourdieu exposait sur la conversion d'espèces de capital tout en insistant sur le fait qu'il y ait un problème de conversion entre espèces parmi tant d'autres. Le sociologue questionne à nouveau les concepts théoriques centraux ou ses facteurs explicatifs en posant la question différemment. Pour comprendre la conversion, nous préférons introduire notre propos à travers cette interrogation Bourdieusienne : A quelle dépense d'énergie (et quel type d'énergie) le capital économique peut-il se transformer en capital culturel ?⁸¹ L'auteur montre que la réponse à cette question, est à chercher dans les lois de transformation du même type notamment :

« les droits d'entrées, le passage dans les champs connexes vont impliquer un travail de conversion qui évidemment, va beaucoup dépendre de la position relative des champs considérés; le travail de conversion prendra des formes toutes à fait différentes et sera plus ou moins long, plus ou moins facile selon par exemple qu'il s'agit de convertir du capital économique en capital culturel ou en capital des relations[...] »⁸².

La conversion peut être collective ou individuelle⁸³ selon les cas et les propriétés du champ comme Bourdieu le souligne ici en notant la difficulté de passer d'un champ vers

⁸⁰ Idem

⁸¹ Bourdieu., P. (2016).,

⁸² Bourdieu., P. (2016)., 525-528

⁸³ Bourdieu., P. Idem, 666, 629,

l'autre sans souffrir des couts supérieurs de reconversion.⁸⁴ A travers cet argument, l'auteur fait ressortir les exigences et conditions de conversion :

*« Ce passage d'un capital spécifique⁸⁵-par exemple un capital de grand mathématicien ou de grand historien à un capital spécifique d'épistémologue - est relativement facile mais n'est pas automatique : ce transfert, cette conversion de capital suppose une reconversion, du travail, du temps, un certain nombre des conditions ».*⁸⁶

Le concept théorique Bourdieusien de conversion des espèces de capital est entendu dans cette étude comme étant : « le processus par lequel, **le capital de sécurité**, est transformé individuellement ou collectivement, avec ou sans la volonté de son détenteur vers une autre espèce de capital dans un même espace social. Pratiquement, il est objectivé à travers une institution dans le champ de pouvoir (UE-PNDDR : Unité d'exécution du programme nationale de désarmement, démobilisation et réintégration)⁸⁷ et ses multiples secteurs dont le pilotage du processus est concentré entre agents du champ politique (Ministère de la défense et des anciens combattants), bureaucratique et par les Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC).

Le processus de conversion des espèces de capital est consensuel parfois brutale dans la plupart des zones. Les négociations sont nombreuses entre agents, des partis politiques et bureaucratique congolais afin de convaincre les groupes armés à la démobilisation. Le plus souvent, elle débouche soit à une conversion collective ou individuelle. Parfois, on assiste aux phénomènes de reddition⁸⁸ individuelle ou collective, qui sont des manifestations objectives confirmant le début de processus de conversion.

Par ailleurs, le taux de conversion (taux d'échange ou taux de reconversion) est le concept mobilisé pour analyser les enjeux de la résistance à la démobilisation. En parlant de variation du taux d'échange et de mouvement des espèces de capital dans le champ du pouvoir, Pierre Bourdieu montre la prééminence du capital économique comme dénominateur commun ou unité de mesure en ces termes :

⁸⁴ Bourdieu., P. Idem, 241

⁸⁵ Bourdieu affirme que, « pour exister dans un champ il faut produire un minimum de capital spécifique nécessaire afin de produire des effets. Comme je le dis plusieurs fois, l'important dans l'expression de capital « spécifique » c'est « spécifique »: on ne peut pas réussir dans un champ si on y apporte un capital qui n'y a pas cours, bien qu'il puisse avoir cours ailleurs» (Bourdieu, 2016: 241)

⁸⁶ Bourdieu., P. Idem

⁸⁷ Voir Vlassenroot, Mudinga & Musamba, 2019 a paraître, Vogel & Musamba, 2016, Carayannis & Pangburn, 2018.

⁸⁸ La récente reddition des combattants du « général autoproclamé » Mzee wa vita (5), rencontré dans le camp militaire de Nyamunyuni.

« Le champ du pouvoir est donc cet espace dans lequel s'affrontent des détenteurs d'espèces de capital différents, des pouvoirs différents, un enjeu de leur affrontement étant de déterminer la hiérarchie entre les pouvoirs qui s'affrontent. Pour employer des métaphores un peu dangereuses, on pourrait dire qu'à chaque moment les différentes espèces de capital sont dans des rapports de force. Par exemple, dans le champ du pouvoir aujourd'hui, le capital économique est l'espèce dominante de capital. Parmi les indicateurs dont on dispose pour essayer de définir la hiérarchie entre les espèces de capital ou la hiérarchie entre les champs fondée sur le primat de l'une ou de l'autre espèce de capital, il y a les mouvements, c'est-à-dire les flux d'un champ à l'autre : par exemple qui, au cours de sa vie, ou d'une vie à l'autre, passe du champ universitaire au champ administratif, du champ administratif au champ politique, du champ politique au champs des affaires ? »⁸⁹

Dans ses cours antérieurs, Bourdieu expliquait et démontrait les plus souvent, que le seul quantificateur entre différentes espèces de capital c'est la monnaie en parlant de l'espace des disciplines scientifiques :

« [...] pour comprendre l'espace des disciplines, j'avais fait intervenir tacitement la distinction entre le capital littéraire et le capital scientifique et du même coup, j'avais posé implicitement le problème de rapports entre ces deux espèces de capital, de leurs convertibilités, de l'évolution de taux de conversion à des époques différentes, un capital dominant ayant un taux de conversion meilleur qu'un capital dominé, [...]. Evidemment les mesures et le calcul du taux de conversion sont relativement simple pour le capital économique, parce qu'il y a un quantificateur : la monnaie ».

Nonobstant que cette étude, se construise autour des acceptions Bourdieusiennes, il est important de souligner sa démarcation par rapport au contexte. Dans un élan de concision, le taux de conversion (ou taux de change ou convertibilité), exprime la valeur en contrepartie de la transformation des ressources physiques, organisationnelles (la coercition⁹⁰) dont disposent les combattants et les groupes armés en valeur monétaire ou en biens (montant ou des investissements ; soit le capital scolaire de récupération, capital scolaire de métiers etc.). Cette valeur peut être mesurée en monnaie (l'argent reçu collectivement ou individuellement par les ex-combattants), soit aux kits de réinsertion qu'ils reçoivent ou bien un fond de démarrage d'une activité socio-économique. En plus, on observe, que dans le passé, on accordait des positions aux leaders des groupes armés et à leurs combattants dans les institutions politiques, les

⁸⁹ Bourdieu (2016 : 1090)

⁹⁰ Capital physique coercitive est opposé au concept Bourdieusien de capital physique militaire. Pour des raisons d'analyse et aussi afin de cerner les agents dans l'espace espace sécuritaire, nous avons du séparer les combattants des groupes armés des militaires. Ils ne concentrent pas les mêmes espèces de capital, ou des habitus de départ sont différemment construits, autant que l'habitus inculqué dans leurs trajectoires.

institutions de pouvoir ainsi que dans certains sous-champs de sécurités comme la Police nationale Congolaise et les Forces armées de la république démocratique du Congo). En conclusion partiellement, notre ambition, pour cette section, fut de clarifier les concepts Bourdieusiens (champ, capital, conversion et taux de conversion) afin de jeter les bases théoriques de notre étude. En outre, nous annonçons que la section suivante opérationnalise les concepts ci-haut précisés dans l'Est de la RDC.

3.2 Champ et capital de sécurité dans l'Est de la RDC

Cette section opérationnalise les concepts tels qu'exposés ci-dessus. Dans un premier point nous conceptualisons le champ de sécurité dans l'Est de la RDC, alors que, nous revenons sur celle des espèces de capital répertoriées, dans le second. La présentation du « processus de conversion d'espèces de capital » et les dynamiques de résistance résultant de l'application d'un taux de conversion (taux d'échange) inférieur aux attentes des groupes armés, ou une conversion forcée sans contrepartie, concluent cette partie.

3.2.1 Le champ de sécurité dans l'Est de la RDC

L'Est de la RDC est un espace social militarisé dans ses aspects. Certaines communautés entre-elles et des groupes armés contre l'armée nationale, vivent dans une concurrence, une compétition de monopolisation de la sécurité humaine. Ainsi, certaines zones présentent des déficits considérables en termes d'agents Étatiques. Comme souligné dans le chapitre contextuel, les guerres (internes ou internationalisées) et des conflits (inter ou intra-communautaires), seraient à la base de la violence (organisée ou inorganisée) dans certaines régions de l'Est de la RDC (Vlassenroot et al, à paraître, International Alert, 2019). Cette violence, semble présenter des dimensions de sécurisation au point de la qualifier d'une violence sécurisante.⁹¹

⁹¹ Par violence sécurisante nous entendons une mobilisation armée dont originalement a pour objet de sécuriser les communautés exposées aux menaces des autres groupes armés dans un contexte de vide sécuritaire. C'est ainsi que le cas des Raiya Mutomboki en donne un cas d'étude exemplaire, celle des Mai Mai Kifuafula et de nombreuses forces d'autodéfenses.

Avant d'entrer dans le vif de notre section, nous préférons situer l'espace social local dans l'Est de la RDC. Espace de luttes entre classes⁹², il est constitué d'agents occupant des positions et en lutte pour le contrôle du monopole de la sécurité légitime. Cet espace, objectivement, est localisé dans l'espace social national congolais. Espaces sociaux relativement autonomes, le champ local de sécurité se présentent comme des espaces de positions ; dans lesquels le capital de sécurité est concentré par certains agents collectivement ou individuellement (FARDC, Police Nationale Congolaise, les services de sécurité y occupent des positions dominantes).

Cet espace, contient trois grands champs relativement autonomes, traversé par des agents du champ de pouvoirs : champ de sécurité, champ de pouvoir, champ bureaucratique, champ social, champ économique et le champ coutumier. Entretemps, plusieurs sous-champs de sécurité sont insérés dans ce grand champ de sécurité ;

Par ailleurs, les sous-champs de sécurité sont objectivés à travers les institutions répressives étatiques (FARDC ; la police nationale du Congo, l'agence nationale de renseignement, la direction générale des migrations) autant que les groupes armés. Alors que les groupes armés constituent un sous-champ local de sécurité présentant les caractéristiques du champ englobant : Des luttes de positionnement, d'autonomisation ou d'hétéronomisation entre groupes armés). C'est ainsi que l'on rencontre des groupes armés antagonistes, se disputant des territoires, au plus le monopole de sécurité, insécurisent davantage. Il en existe qui sont en compétition entre eux, mais aussi ceux et en compétition contre l'armée nationale congolaise.

Mobilisé différemment dans les sous-espaces sociaux « groupes armés », le capital de sécurité peut être mesurés ou quantifié à partir des individus ou des groupes d'individus, à partir de nombres d'action de protections menées pour mettre les communautés à l'abri. Profitant de processus de régimentation des FARDC, et suite à un vide sécuritaire (Vogel 2014), alors que les FDLR imposaient leur violence, un groupe des jeunes associés déserteurs créèrent un groupe armé⁹³ dans l'Est de la RDC qui a traversé les limites de son foyer de création. Stearns et al., (2013), révèlent que l'objectif était de

⁹² Les classes proposées par Le Roux sont le reflet de la réalité congolaise : les classes supérieures, les classes moyennes, populaires et prolétaires.

⁹³ Stearns, J. K. (2013). *Les Raïa Mutomboki : Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Rift Valley Institute. 15-23

sécuriser la communauté contre l'arbitraire et les violences commises par les rebelles des Forces Démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Bien que certains groupes armés soient totalement autonomes, l'espace social national congolais est dominé par le champ du pouvoir. Ainsi, certains groupes armés sont totalement autonomes des FARDC alors que d'autres sont en hétéronomie. Tout en clamant leur autonomie des gestions, de financement, les groupes armés, la réalité est autres. Si les groupes armés, n'ayant pas d'alliance opérationnelle avec les FARDC, peuvent se vanter de leur autonomie relative sur le plan financier, par contre, ils ne le sont pas par rapport aux autres espaces sociaux dans le champ économique. Voilà pourquoi, nous postulons que le degré d'autonomie est trop petite pour certains groupes armés alliés aux FARDC. Les données de terrain montrent que les FARDC et la police nationale, tout en subissant les effets externes des autres sous-champs (groupes armés nationaux comme étrangers), ces deux institutions ne sont pas complètement fermées, non plus.

Des mouvements se font de deux cotés en termes de circulation entre sous-espaces. Les frontières⁹⁴ entre ces deux champs sont clairement définies. Elles sont rigides dans les sous-champs FARDC, police nationale congolaise que dans les sous-champs de sécurité (groupes armés). En marge de la conception limitée, les frontières dans les groupes armés sont aussi moins rigides que nous les pensions. Moins restrictives, sauf pour les exigences des rituelles traditionnelles pour entrer, les conditions d'entrée ne sont pas si rigides que nous les ayons imaginés.

Néanmoins, dans l'espace social local, des agents de sécurité occupent différentes positions selon la concentration du capital de sécurité. Dans le contexte d'occupation effective de l'espace géographique congolais, doublé de la conception Wébérienne du monopole de la violence physique, le champ du pouvoir (les agents disposant des ressources de décision, juridique pour voter des lois, de contrôle et d'imposition), occupe des positions dominantes. Viennent, ensuite, les bureaucraties dont les fractions luttent pour le pouvoir entre eux. Tout en ayant pas assez de marge de manœuvre due aux revendications de l'autonomie opérationnelle par les FARDC, les administrations locales notamment division provinciale de l'intérieur et sécurité, décentralisation et

⁹⁴ Les frontières sont des barrières, des exigences, des rites de consécration, des droites d'entrée dans le champ. L'imposition d'un type de capital scolaire militaire et des compétences de plus.

affaire coutumière, censées représenter l'autorité, n'interviennent que pour avaliser les plans de sécurisation ou mettre en pratique ses décisions.

Malgré qu'ils occupent des positions instables dans le champ local de sécurité, les groupes armés et/ou d'autres agents sociaux (urbains dans les villes de l'Est de la RDC), développement des relations entre eux; avec des groupes armés étrangers ou les forces armées de la république démocratique du Congo⁹⁵ Alors que leurs positions dans le champ de sécurité, comme souligné, soit instable, parfois ils se positionnent comme dominants ou dominés en fonction de la concentration du capital de sécurité et du capital symbolique. L'accumulation et la concentration du capital économique, social initial et celui qui se construit à travers la création du groupe armé (à l'image d'un capital social révolutionnaire⁹⁶) ainsi que le capital culturel coutumier⁹⁷, constituent des facteurs majeurs d'analyse du champ de sécurité et de la mobilité des groupes armés dans ce champ.

Outre, le fait de répliquer des schèmes de comportement observés dans les autres champs, les influences externes sont toujours présentes. Dorronsoro et Gourisse (2015) montrent qu'un champ peut s'autonomiser complètement du champ de pouvoir ou du champ politique à travers la production des crises, la diversification des ressources, la création d'un fond, financé par de taxes, qui facilite des contrats avec les institutions dans le travail d'autonomisation institutionnelle, la formation des coalitions sociales et production des crises, à partir de l'implication de l'armée dans le champ politique en Turquie. En fait, cette étude, montre bien les différentes conversions du capital militaire turc vers un capital économique de banque ou d'entreprise.

⁹⁵ Nos propres observations sur terrain dans le centre de Remeka, groupement Ufamandu, territoire de Masisi. Nous avons observé la cohabitation entre Mai Mai Kifuafua la police nationale congolaise, à travers la taxation des activités économiques.

⁹⁶ Voir (Baczko & Dorronsoro, Ibid.) à propos du capital social révolutionnaire.

⁹⁷ C'est une forme de capital culturel existant à l'état incorporé, objectivé et institutionnalisée. A l'état incorporé, il est inculqué dans les familles traditionnelles et dans à travers différentes pratiques. Ce capital est localement institutionnalisé par des titres alors qu'il est objectivé, des rites d'initiations, les rites d'intronisation etc.

3.2.2 *Le capital local de sécurité⁹⁸ dans l'Est de la RDC : contenu et nature*

Le capital tel que conceptualisé dans le champ local de sécurité, désigne l'ensemble des ressources (physiques en termes de combattants enrôlés ou à enrôler qui apportent leur force physique armée), mobilisés volontairement ou involontairement par des groupes armés ou l'armée loyale, dotés de capacités de défense communautaire. Ce capital est déployé en cas des menaces aux conflits armés à travers la lutte armée armes conventionnelles ou conventionnelles dont l'objectif est de sécuriser conjonctuellement ou en permanence les communautés. Ce capital local de sécurité est objectivé autant par le nombre de personnes mobilisées dans les groupes armés, au sein de l'armée, de la police nationale que par la capacité de coercition dont détiennent les agents dans les sous-champs:(nombres d'armes de guerre, niveau de légitimation communautaire). Enfin, il est institutionnalisée à travers les sous-champs FARDC, Police Nationale et l'agence nationale de renseignement que par des groupes armés et des forces d'auto-défenses communautaires.

De manière opérationnelle, le capital local de sécurité dans l'Est de la RDC est reconnu à la fois aux groupes armés justifiant leur présence à travers les « crises ». Les Raiya Mutomboki sont parvenus après une crise alors que les Mai Mai Kifuafua justifient leur présence par des menaces contre leurs populations à cause du vide sécuritaire. Les deux groupes armés, ont mobilisé des ressources physiques coercitives (groupes des populations, enrôlés dans les trois groupes armés) avec le concours des autorités coutumiers, de familles et de leurs clans (Vogel, 2014), pendant que d'autres combattants se sont vus enrôlés par forces.⁹⁹ Le mode d'acquisition des armes de guerre reste très problématique aussi longtemps que cet espace social local reste militarisé. C'est comme considéré des individus ou groupes d'individus détiennent les armes. D'autres, canaux provision d'armements sont connus.

Par ailleurs, la concertation du capital de sécurité en RDC est instituée, elle se fait sur base de différents sous-champs sécuritaires. Les lois consacrant le fonctionnement et l'organisation des FARDC, définissent clairement les procédures de concentration des forces physiques armées (les militaires) ou la loi qui organise aussi la police y compris

⁹⁸ Ce type de capital serait en intersection entre ce que Bourdieu appelle « capital de force physique » et celui de coercition en citant Tilly, qui appellent à l'accumulation du capital symbolique (Bourdieu, 2012 : 316-317)

⁹⁹ Entretien avec ex-combattants, Bamuguba-Sud, juillet 2018.

celle des structures de renseignements. C'est pourquoi, le capital local de sécurité est autant institué qu'institutionnalisé. De même que l'armée doit montrer sa capacité de coercition, les armes nécessaires, lui permettant de faire régner ce monopole de la violence légitime organisé, viennent des autorités politiques ou des institutions politiques.

Elle n'est pas totalement autonome par rapports à certains attributs qui lui sont reconnus. La constitution, reconnaît à l'armée le pouvoir de défense et sécurisation légitime du territoire en cas des menaces et des attaques autant pour la police nationale le pouvoir d'assurer la protection des civiles et de leurs biens. Malgré ces rôles reconnus continuellement, certaines zones de la RDC, ne sont pas couvertes par la présence des armées et de la police. Les populations ne vivent qu'avec leurs coutumiers et/ou des représentants du pouvoir bureaucratique congolais.

C'est pourquoi, dans l'Est du Congo, outre des groupes armés créés comme de mercenaires, des groupes privatisés, il existe ceux qui l'ont été à travers un agenda communautaire afin d'assurer la tranquillité d'ordre physique et psychologique des populations. Ayant acquis un certain pouvoir symbolique, certains d'entre eux se sont retournés contre les populations au point de voir leur capital social de départ même celui révolutionnaire subir des ruptures ou encore s'agrandir¹⁰⁰ davantage. C'est ainsi que les Raiya Mutomboki de Shabunda, ceux de Bakano ainsi que les Kifuafua, sont caractérisés différemment selon leurs trajectoires à partir de l'accroissement du capital social et/ou sa perte effective. Comment passer se présente le passage d'un type de capital de sécurité vers une espèce différente ? Quelles en sont les limites et y compris des résistances (considérés comme des effets de champ) ? Comment les repérer et y apporter de solution ? Le point suivant va devoir clôturer notre démonstration.

3.2.3 Conversion, taux de conversion des espèces de capital et résistance

La conversion et le taux de conversion des espèces de capital sont deux concepts différents mais liés l'un à l'autre. La conversion d'une espèce de capital d'un champ vers un autre s'accompagne le plus souvent d'un taux de conversion consensuels ou pas.

¹⁰⁰ Le capital social des combattants peut se transformer avec des situations de crises, Dorronsoro & Baczko ont déjà démontré pour le cas de la Syrie mais on ne sait pas comment peut conceptualiser celui qui se voit localement.

On ne peut pas les séparer parce qu'il se peut que le taux soit fixé et rien n'est versée en contrepartie. Comment opérationnaliser la conversion et le taux de conversion dans cette étude ? Ce point, discute de la conversion dans un premier temps en montrant les différentes structures mises en place ensuite décortiquer les acceptions, les attentes par rapport aux conversions avant de parler du concept de la résistance contre les processus de conversion de capital de sécurité.

En marge des processus de conversion ayant lieu en République démocratique du Congo, de façon opérationnelle, il exprime le fait de transformer un individu ou groupe d'individus, un agent ou groupe d'agents détenant un capital local de sécurité dans un espace social (champ de sécurité) individuellement ou collectivement moyennant une contrepartie négociée ou pas. Cette contrepartie est mesurée en termes d'argent pour la réintégration mais aussi pour la reprise des activités économico-scolaires pendant le temps de la conversion. Les activités économico-scolaire sont celles attachées à la formation des ex-combattants au métier soit de pêcheurs, mécaniciens, maçons, et de l'octroi des maigres fonds de démarrage des activités économiques. Une des dimensions moins améliorées est celle de travailler pour la réintégration (reconversion) des ex-combattants dans le champ social local ou villageois.

Ces conversions sont observées de deux côtés : du côté des actions de luttes dans les champs et des actions négociées ou pas des groupes armés. Les différents affrontements entre FARDC et groupes armés sont à la base des petites conversions ainsi que des actions politiques qui peuvent produire des conversions collectives (le cas de Kamuina Nsapu, Mai Mai Kabihula/Ngubito et Nyatura Kavumbi. Ces conversions, non seulement, elles sont observées par des FARDC mais aussi par des autorités politiques congolaises et une structure créée spécifiquement. Alors qu'une institution est statutairement instituée pour piloter le processus de conversion de capital local de sécurité des groupes armés vers d'autres espèces de capital (économique, de petites ou moyennes entreprises, culturel scolaire ou de capital social des métiers), d'autres acteurs privés les font autrement avec des adultes comme des enfants pour les mêmes finalités.

Souffrant de l'inefficacité, les conversions dirigées, produisent des conséquences nombreuses : le manque de moyens et des défis énormes concernant les frontières entre champs ; les droits d'accès dans les autres champs. C'est par exemple, le sous-champ des entreprises est inséré dans le champ économique. Ainsi, transformer un combattant ou un groupe de combattants (issu d'un groupe armé) en 'opérateur économique' (dans

le sous-champ économique), ne se résume pas à les former dans un centre sans avoir levée des barrières à l'accès dans le champ des entreprises. Le cas des ex-combattants Raiya Mutomboki Maheshe¹⁰¹, qui ont une boulangerie communautaire et un petit restaurant de fortune. La plupart d'entre eux ont du mal à nourrir leurs familles respectives. Au-delà, des taxes sont là et des agents vont les tracasser.

Néanmoins, certains groupes armés dans l'Est de la RDC se sont inscrits dans la logique d'adhésion au processus de conversion de leur capital de sécurité alors que les autres ont refusé en signe de résistance contre la conversion, exigeant ainsi, des taux de conversion favorables à leurs attentes. C'est entre-autre la situation qui se présente dans le Sud-Kivu pour la plupart des groupes armés y compris les Mai Mai Kifuafua et les Raiya Mutomboki. Ces groupes armés, depuis 2012, exigent des taux de conversion de leur capital local de sécurité en opposant au gouvernement congolais sa défaillance et son absence pendant des moments où les populations avaient grandement besoin de l'Etat congolais. Quatre grandes contreparties sont exigées par ces groupes armés : la conversion du capital physique de force armées dans le sous-champ FARDC et police nationale ; l'indemnisation de certains combattants en signe de reconnaissance à travers l'octroi du « *savon et quelque chose* » mais aussi des grands projets des transformations rurales.¹⁰² Effectivement, les dialogues furent amorcés entre parties sans que des résultats palpables fussent visibles. On a observé des conversions individuelles sans suivis et récemment des conversions politisées sans encadrements.

Ainsi donc, depuis 2012 à nos jours, deux des groupes armés ont résisté sans que leurs exigences ne soient répondues, ils sont décidés à ne pas se rendre ; une (la branche de Raiya Mutomboki de Bakano) avait résisté pendant quatre année durant, mais à la fin elle fut contrainte à la reddition. Le groupe Raiya Mutomboki originel (Raiya Mukombozi), pilotant la coalition FPP¹⁰³, stationnerait dans un centre à Katusi (groupement Bamuguba-sud) en vue d'attendre le processus de la démobilisation avec la MONUSCO moins qu'avec les FARDC. Les Kifuafua, après avoir résisté au processus au mois d'Avril 2019, ont sollicité les bons offices de la MONUSCO pour la

¹⁰¹ Raiya Mutomboki Maheshe : Il fait partie de la nébuleuse Raiya Mutomboki mais a gardé son indépendance et son autonomie vis-à-vis des autres groupes armés.

¹⁰² Par projets de transformation rurale, nous voulons exprimer : La modernisation des infrastructures routières et sociales, sanitaires et éducatives, bref des projets de développement local.

¹⁰³ FPP : Front Populaires pour la Paix,

facilitation d'un dialogue¹⁰⁴ avec le gouvernement Congolais après l'appel à la démobilisation, lancée par le chef de l'Etat aux groupes armés nationaux.

Pour conclure partiellement, nous avons parlé des concepts théoriques Bourdieusiens afin de situer notre étude dans les courants de la sociologie pratique. Nous avons présenté les différents courants conceptuels comme les concevait Pierre Bourdieu par rapport au champ de sécurité en RDC et la résistance au processus de la démobilisation. Ce chapitre a le mérite d'avoir situé une ligne rouge par rapport à notre argument théorique et contextualiser les quatre concepts dans l'Est de la RDC. Un autre exercice a été celui de situer le champ de sécurité dans l'Est de la RDC, le type de capital qui y est dominant, son équivalent de conversion et les processus de résistance à la conversion d'un champ vers les autres. Le chapitre suivant, va alors présenter trois cas d'études et marier notre théorie au terrain. Il s'agit de présenter le champ de sécurité dans l'Est et les cas de groupes armés ayant résisté à la conversion (transformation de leur capital de sécurité) vers d'autres espèces de capital puisque la contrepartie proposée (taux de conversion ou de change), serait moins proportionnelle par rapport à leur capital, mais aussi la conversion de capital de sécurité rencontre des défis majeurs lorsqu'il s'agit des combattants ont perdu par des pratiques de violences sur les individus dans leurs environnement.

¹⁰⁴ Delphin Mbaende Musa, *Demande de Dialogue avec le Gouvernement*, Hombo-Est, 06 Avril 2019. Cette lettre est adressée à l'intention du Directeur des Affaires Politiques de la Monusco à Goma.

4. DESCRIPTION DES ETUDES DE CAS ET ANALYSES

Ce chapitre s'articule sur le niveau empirique et analytique de notre étude. Le premier niveau fait beaucoup plus référence à notre travail sur le terrain qu'à travers la description des études de cas parce que faisant recours à nos entretiens et observations effectués sur le terrain avec les combattants armés, chefs coutumiers, chefs de village etc. Le deuxième niveau est consacré spécialement à l'analyse dans le cadre de la littérature illustrée par des cas de terrain pour en tirer des constats généraux par rapport aux différentes descriptions des études de cas.

Les trois études des cas ont été identifiées à travers trois groupements : Bamuguba-Sud, Waloaluanda et Bakano. Si les Raiya Mutomboki de Bakano ont vécu sous tension quotidienne avec les autorités militaires, les Kifuafua ont attiré notre attention par la durée de plus d'une décennie du mouvement dans la lutte armée. De plus, leurs « discours sécuritaires¹⁰⁵ » légitimant leur présence dans ces zones, même après l'éloignement des menaces évoquées, peuvent également être considérés comme des éléments de mesures. Enfin, parce que les actions de sensibilisation qui ont été faites afin de persuader ces groupes de rejoindre les programmes de démobilisation, ne se sont soldées que par des maigres succès.

Notre méthodologie de description des études de cas tire son inspiration des écrits d'Olivier de Sardan (2008). Cet auteur conseille que la description par études de cas doit être au moins complète, révélatrice, descriptive et indicative. Nous avons choisi ces études de cas parce que nous y voyons des faits révélateurs des discours de résistance contre la démobilisation à travers les relations entre groupes armés et acteurs institutionnels étatiques. Cela nous a conduit à observer ce qu'Olivier de Sardan appelle

« le jeu de logiques sociales, les normes pratiques, les stratégies récurrentes, le poids des contraintes exogènes et les effets des forces ou mécaniques extérieures. »¹⁰⁶

¹⁰⁵ « Discours sécuritaire » veut dire que, malgré les intentions de défendre ou de protéger les communautés, il y a des dérapages dans leur pouvoir de coercition. Les groupes armés véhiculent ces genres de discours.

¹⁰⁶ Olivier de Sardan., J., P. (2008) *La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-la-Neuve. Academia-Bruylant, 76.

4.1 Description des études de cas

La description des études de cas, présentée dans cette partie, comprend les trajectoires dans l'espace social local en adoptant une approche historique. Ensuite, elle expose les stratégies de sécurisation ainsi que les modèles de circulation entre sous-champs (juridique, coutumier, foncier, économique et social). Enfin, les stratégies de résistance à la conversion du capital de sécurité au sein des espaces sociaux locaux sont analysées dans cette partie.

S'agissant de la description des études de cas, quelques éléments ont été mis en exergue, notamment : les discours sécuritaires de légitimation et de résistance¹⁰⁷ au processus DDR, les forces externes à l'espace social local relativement autonome, le grandes (ou petites) conversions, le degré d'autonomie des espaces sociaux (sous-champs), le rapport aux droits d'accès entre sous-champs et, enfin, la perte des liens sociaux entre combattants et communautés locales.

4.1.1 De Mutomboki à Mukombozi, une trajectoire socio-sécuritaire (cas premier)

Dans la collectivité Wakabango I, groupement Nkulu et Basitabyale, territoire de Shabunda, dans les années 2004 et 2005, est apparue une mobilisation armée sous l'appellation de Raiya Mutomboki (citoyens en colère). Dirigés par Jean Musumbu Muchecho¹⁰⁸, des villageois mobilisés contre un groupe armé étranger¹⁰⁹, les FDLR, se libérèrent après plusieurs mois de souffrance. Emigrés à travers le groupement de Shabunda vers d'autres territoires du Sud- et du Nord- Kivu, profitant de l'éloignement, les FDLR s'illustrèrent par des tueries, des pillages y compris des viols et des vols. En l'année 2010, on constate la résurgence d'une fraction armée contre les mêmes menaces dans le groupement Bamuguba-Sud (Stearns, 2013). Il existe différentes versions¹¹⁰ de

¹⁰⁷ Il s'agit d'analyser les pratiques et stratégies récurrentes des groupes armés

¹⁰⁸ De son vrai nom Jean Musumbu Muchecho, un prêtre Kimbanguiste sans expérience militaire, qui parvint à mobiliser des chefs locaux et la jeunesse pour lutter contre les menaces sécuritaires humaines attribuées aux FDLR (Entretien avec Teclès, Bukavu, 2019).

¹⁰⁹ Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda : Créé en RDC, ce groupe armé a été utilisé de plusieurs manières et à différentes finalités tant par les autorités congolaises que par les autres espaces sociaux (ethniques ou clans) y compris l'armée Congolaise.

¹¹⁰ Par exemple Kengwa Omari Donnat, dans ses écrits sur le changement des opérations « Kunguli à Kalamo Ka Bolele », montre que le groupé a cessé de rester civils fâchés plutôt, ils sont devenus Raiya Mukombozi (veut dire les civils libérateurs). Voilà qu'il a surnommé ce groupe ainsi. Pratiquement les populations ne font pas cette différence (Voir l'historique écrit de ses propres mains : Kengwa Omari, 2012 : p...)

la brève histoire de cette mobilisation armée dans le territoire de Shabunda. Quelques grandes étapes peuvent néanmoins aider à résumer l'histoire de Raiya Mutomboki au Nord- et au Sud-Kivu. Trois grandes étapes serviront à retracer la trajectoire socio-sécuritaire du groupe : de 2010 à 2012, période de succès et d'expansion ; de 2013 à 2015, période des turbulences, d'alliances et de mésalliances puis, de 2015 à nos jours, période de déclassement.

Raiya Mukombozi et discours sécuritaires de légitimation

Souvent présentés comme facteurs majeurs, les discours sécuritaires sont mis en avant par le défenseur de la mobilisation armée pour justifier la présence des Raiya Mutomboki dans le territoire de Shabunda. Le contexte général de la province du Sud-Kivu, particulièrement à Shabunda, a été caractérisé par la présence des rebelles Rwandais et leurs dépendants. Les pillages, tueries, vols et massacres des habitants résistants par les FDLR ont aggravé encore davantage, la situation sécuritaire. Comme le souligne un des dirigeants Raiya Mutomboki :

*« Dans le groupement Bamuguba-Nord à Nyambembe, précisément à Matamba, ils (FDLR) ont égorgé 36 personnes au vu et au su de la force gouvernementale ; dans le groupement de Bamuguba-Sud (village Ndese) des maisons furent brûlées ; des enfants brûlés vifs dans des maisons ; dans le groupement de Baliga vers Mulungu, des femmes violées, la population massacrée et pillée sans assistance aucune ».*¹¹¹

Ce discours de justification est relayé par un ancien combattant Raiya Mutomboki, qui a montré sa détermination à adhérer au groupe armé à Kigulube :

*« Les FDLR ont tué mon père, après j'ai eu la colère parce que dans la carrière minière Kamingazi on m'avait extorqué 6 Grammes d'or. On disait qu'il y avait un groupe qui ne mourrait pas. J'avais rejoint les Raiya Mutomboki Sisawa (Kindo Sisawa) comme j'étais dans un groupement différent ».*¹¹²

Cet ex-combattant justifie sa mobilisation comme étant une résultante de la colère d'abord contre la mort de son père ensuite les extorsions de ses biens. D'un autre côté, une des autorités, qui a travaillé longtemps dans les zones contrôlées par les Raiya

¹¹¹ Kengwa Omari Donnat, *Genèse de Raiya Mukombozi*, Maquis de Shabunda, 2012 ; voir aussi Stearns, J.K. (2013).

¹¹² Entretien avec Ex-combattant, Bamuguba-Sud, 29 Juillet 2018

Mutomboki, confirme le déclenchement de la mobilisation armée à cause des exactions commises par les FDLR :

*« Avant les élections de 2006 on disait qu'une partie de la terre de Shabunda leur appartenait (...), on a dit que la province du Kivu fut octroyée aux Hutu. Alors, la population a trouvé vrai, parce que les menaces Hutus, les FARDC comme la police n'y répondait pas ; les Hutu ont commencé à faire des taxations, tuer les chefs locaux et les intellectuels. On a réalisé qu'on allait perdre les traces, le groupement fut occupé par les Hutu. En 2010, Kyatenda avait attaqué, les Hutu ont répondu en incendiant les maisons à Lumba. A Tchombi et Kagolo, ils ont pillé 2500 Tolas d'or... ».*¹¹³

Par contre, les motivations diffèrent selon les circonstances et les objectifs des combattants. Certains villageois furent forcés ou décidèrent par refus du mépris, de se mobiliser dans les troupes Raiya Mutomboki. Un ex-combattant, tout en attestant avoir été arrêté, puis forcé de rejoindre les troupes Raiya Mutomboki, montre aussi sa capacité à décider par lui-même et l'importance qu'accordent les combattants à la possession d'une arme :

*« Je suis entré dans les Raiya Mutomboki à cause du mépris. J'étais opérateur Radio à Bimpanga chez Kibaza. Après je suis allé travailler chez mon vieux. Je dormais différemment. Les Raiya Mutomboki m'ont trouvé à l'antenne ; ils ont commencé à tabasser (le papa de X). Ils m'ont torturé, frappé et après je décidai de leur donner la phonie, les panneaux solaires et la batterie. Ils m'exigèrent de donner de l'argent. Ils m'ont ligoté à un arbre et ils sont partis. Au retour, ils sont revenus et ils m'ont emmené avec eux dans une forêt immense vers Idunga chez Eyadema. Dans cette colère, je ne devais pas rentrer et j'ai adhéré dans le Raiya Mutomboki. Arrivé à Katusi, J'ai trouvé mon oncle paternel Bifuko Manigwa et c'est à ce moment que j'ai déserté, puis je suis allé à Nzovu où j'ai trouvé Ngandu. La fierté de porter une arme m'a poussé à rejoindre les Raiya Mutomboki du général Ngandu. »*¹¹⁴

Ces nombreux discours, tenus par des combattants aussi bien que des ex-combattants que des villageois lambda, ont servi de ligne de défense pour se faire accepter et pour légitimer le groupe armé suite au vide sécuritaire laissé par les FARDC en plein processus de régimentation. Comme soulevé dans les pages précédentes, les Raiya Mutomboki ont contrôlé plusieurs villages et la cohésion du groupe ne fut pas toujours conforme aux attentes. Même si la fragmentation a caractérisé ce mouvement, par rapport aux objectifs et aux approches divergentes concernant le contrôle territorial et

¹¹³ Entretien avec Teclès, Bamuguba-Sud, 31 Juillet 2018

¹¹⁴ Entretien avec Teclès, Bamuguba-Sud, 29 Juillet 2018

les attitudes envers les autres acteurs dans leurs zones, le groupe armé a réussi à s'exporter dans plusieurs territoires du Sud- et du Nord- Kivu à la poursuite des FDLR.

Autonomie et circulation inter-champs au niveau local

Occupant des positions au niveau local (villages, clans, coutumiers), les combattants Raiya Mutomboki, pour la plupart, viennent d'espaces sociaux. Ensuite, mobilisés dans un champ local de sécurité, ces combattants forment un sous-champ local de sécurité autonome par rapport aux membres du village, en opposition aux ou en alliance avec les autorités étatiques ou coutumières. Comme le soulignent certains combattants :

*« A (Centre minier X), les jeunes cultivateurs et des mineurs ont été les plus nombreux à adhérer aux Raiya Mutomboki... Pour la première fois, l'adhésion était volontaire à cause des effets des FDLR, quand ils ont fini, ils ont dit que leur but était atteint, certains ont déposé les armes et d'autres ont été forcés de rester dans les Raiya Mutomboki. »*¹¹⁵

L'adhésion était communautaire lorsque les classes en opposition (les dominants comme les dominés) furent contraintes à militer contre l'insécurité. En accord avec leurs familles, comme l'affirme ce leader local, toutes les catégories des jeunes se mobilisèrent volontairement dans les Raiya Mutomboki :

*« Les catégories des jeunes qui ont rejoint les Raiya Mutomboki à cette époque ce sont les jeunes toutes les catégories...L'enrôlement des jeunes était volontaire dans Raiya Mutomboki, il y a des jeunes qui sont entrés ici et toutes les familles étaient en accord ... »*¹¹⁶

Pour marquer l'ampleur du mouvement, mêmes des chefs de villages, des pasteurs, des creuseurs, toutes les catégories des populations rejoignirent ce groupe et leur idéologie. Un opérateur économique du milieu confie les phrases suivantes :

*« Au début, tous les jeunes ont rejoint le mouvement, la plupart des jeunes y compris le chef de centre de Nzovu, s'est fut scarifier le Dawa. Pour les jeunes, il s'agissait de se protéger ; ceux qui allaient à Bukavu devaient se protéger, mais à la fin l'enrôlement était volontaire. Puis les Raiya Mutomboki ont commencé à exiger ; à tous les jeunes qui ont été scarifiés de s'enrôler dans le mouvement. Ceux qui ont préféré cette activité ont accepté de se ranger dans les Raiya Mutomboki et ceux qui ont refusé, ils ont été obligés de quitter la cité de Nzovu ou de se réfugier à Lulingu et les autres sont allés à Kamituga. »*¹¹⁷

¹¹⁵ Entretien avec Teclès, Bamuguba-Sud, 1 Août 2018

¹¹⁶ Entretien avec, Teclès, Bamuguba-Sud, 2 Août 2018

¹¹⁷ Entretiens avec Restaurateur, 2 Août 2018

S'agissant des règles internes consacrant l'autonomie entre espaces sociaux relativement autonomes, en dépit de la mobilisation, les groupes armés instituent leurs propres règles à suivre. Reposant sur les taxations ainsi que sur l'organisation du commandement interne, l'autonomie semble se dessiner à travers leurs propos de ce commandant interne, chez qui l'intrusion des autres espaces sociaux reste faible et floue :

*« Si le gouvernement nous tourne les canons, chez nous il y aura une guerre interminable. Nous voulons discuter avec le gouvernement central de Kinshasa et pas avec le gouvernement provincial. »*¹¹⁸

Un autre dirigeant renchérit par rapport à l'autonomie entre différents agents ou groupes d'agents dans le champ local de sécurité en termes des conditions d'adhésion dans un groupe et vice-versa :

*« ...Mzee wa vita n'est pas contre les autres tribus, il est exige que les autres se conforment aux règles de Raiya Mukombozi : accepter le vaccin traditionnel, pourchasser les FDLR et les Rwandophones, ne pas poursuivre le gouvernement... nous n'avons pas les mêmes visions qu'eux... »*¹¹⁹

Cette réaction fait suite à un conflit ouvert entre deux seigneurs de guerre se disputant le leadership de la coalition Raiya Mukombozi (CRM). Deux groupes se sont créés, le groupe de Kigulube et celui d'Isezya. Néanmoins, les combattants circulaient entre différents champs dans le groupement Bamuguba-sud. Plusieurs raisons peuvent expliquer la circulation entre espaces sociaux au niveau local : l'accès aux ressources économiques et l'implication dans la redéfinition des normes pratiques organisées dans certains champs. Ils se sont ainsi impliqués dans le champ de la production artisanale minière. Des études montrent que les Raiya Mutomboki furent impliqués dans ces champs à travers les stratégies d'accumulation du capital économique (Vlassenroot, Mudinga & Hoffman, 2016 ; Vogel 2014). Pratiquement, un autre habitant de Nzovu le souligne dans ce discours :

« A chaque travail fait, il fallait donner un 5% de la production par jour. C'était une gouvernance de la violence. Au marché ils demandaient 2 kg à chaque vache abattue. Pour les minerais, ils demandaient 1% de production, aux négociant et à la mine 1% y compris au SAESSCAM. Les creuseurs donnaient un effort de guerre aux carrières. Et si le puit avait un bon rendement, ils

¹¹⁸ Entretien avec Mzee wa vita, Bamuguba-Sud, 8 Novembre 2013,

¹¹⁹ Entretien avec Mzee wa vita, Bamuguba-sud, 7 Novembre 2013

l'expropriaient et l'utilisaient avec un agent de Raiya Mutomboki pour le contrôle de production minière à Nzovu... »¹²⁰

Mais comment les forces externes ont-elles impacté les Raiya Mutomboki dans leurs luttes puis contraint aux conversions individuelles ou (semi-)collectives ?

Forces externes et conversions individuelles /collectives forcées

Les négociations lancées par les FARDC en 2014, dans le but de convaincre les Raiya Mutomboki à convertir leur capital de sécurité, se soldèrent par un fiasco. Par après, d'autres phases de négociations débouchèrent sur une rencontre entre FARDC et les leaders¹²¹ de groupes armés dans le village de Kishadu, au Sud-Kivu dans le territoire de Kabare. Les termes des négociations ne furent pas harmonisés, par conséquent, il n'y eut pas de compromis. Par contre, un de groupes armés avait libéré certains candidats à la conversion du capital de sécurité à Kishadu. Pendant qu'une frange fut acheminée au centre de regroupement des combattants à Nyamunyuni, autour de la ville de Bukavu, avec comme destination suivante un centre au Nord-Kivu¹²² ; d'autres combattants abandonnèrent le processus dans ce centre par manque d'encadrement nécessaire.

En 2015 des opérations militaires furent lancées contre les groupes armés localisées dans le 'triangle de la mort' (Bamuguba-Sud, chefferie de Nindja et Groupement Mulamba). Si ces opérations militaires ont contribué à chasser les groupes armés de la route principale ; elles n'ont pas complètement neutralisé les différentes factions tantôt en alliance ou en conflits (Musamba, 2015 ; APC, 2018). Ces opérations poussèrent, par contre, ces factions à se reconstituer dans les zones où les FARDC et la police n'étaient pas présentes. En tant que forces externes, ces opérations militaires, ne déclenchèrent que de petites conversions. Pour illustrer cela, on marque ces témoignages des combattants et des membres de leurs familles :

« ...le Général Masunzu avait voulu déstabiliser les opérations DDR pour les Raiya Mutomboki à Shabunda entre Kishadu et Kibandamangobo. Le général a ordonné le combat contre les Raiya

¹²⁰ Entretien avec Tec , Bamuguba-sud, 7 Novembre 2013

¹²¹ Il y avait tous les seigneurs de guerres (Wazee wa vita) qui se réclamaient de la nébuleuse « Raiya Mutomboki-Mukombozi » notamment Donat, Ngandu, Maheshe, Ndarumanga, Lukoba etc. (Voir le plan DDR III où leurs noms sont expressément cités).

¹²² Entretien avec Teclès , Bukavu.

*Mutomboki à Mulungu (contre Charlequints etc. » [...] On a décidé les opérations contre les Raiya Mutomboki alors qu'ils sont partenaires et Makombo devrait se rendre... »*¹²³

Tout en appuyant ce combattant, un témoin souligne que certaines conversions se faisaient sur base des arrangements entre familles et militaires, entre ces derniers et les coutumiers. Ces attaques ont souvent déclenché de petites vagues de reddition :

*« Quand j'avais vu que nous avions chassé les Hutu, alors je devais revenir prendre soins de ma famille et mes enfants au lieu de mourir pour rien. J'ai vu que les gens mourraient inutilement pendant les affrontements de Tukumbi, où Wemba fut blessé (...). Ils (la famille) m'ont montré les effets de la guerre et je n'avais pas entendu la famille. La deuxième fois, ma famille m'a appelé et c'est à ce moment que Kikonge (Kadogo de Constant Ndindya) avait été brûlé vif ici. (X) m'avait envoyé un message au Mangene (cachette) pour retourner me rendre aux FARDC. »*¹²⁴

Si un nombre important de combattants Raiya Mutomboki s'est converti par contrainte, d'autres par contre, furent motivés individuellement par leurs ambitions personnelles :

*« Ce qui m'a poussé à quitter est qu'on avait pas de salaire, on ne pillait que des choses ; collecter aux marchés et je ne voulais pas être tué. Je voulais continuer les études et mes parents sont pauvres ...C'est fut pendant un affrontement, mon chef a été tué, moi on m'a poudré (tiré des billes sur une personne dans le jargon local) des cartouches et après je me suis rendu auprès des FARDC. »*¹²⁵

Ne voulant pas déposer les armes, en attendant la récompense exigée, certaines ailes des Raiya Mutomboki, se sont radicalisées dans la lutte contre les FARDC et dans la contestation des autorités locales. Le contenu de leurs discours développe ces motivations. Certaines revendications concernaient, à l'époque, des revendications des populations rurales, largement abandonnées à leur destin. Confrontés à un refus d'amnistie pour des crimes antérieurs ou à une promotion en grade, certains membres des FARDC se sont radicalisés, après désertion, dans la lutte armée contre les FARDC, semant le chaos dans les territoires qu'ils contrôlent.

La résistance au processus DDR : quelques facteurs stratégiques

Malgré le contenu et le format de négociations, les groupes armés déclarent dans leurs discours, pour la plupart, ne pas vouloir s'opposer au gouvernement congolais Mais, sur

¹²³ Entretien avec Ex-combattant , Nzibira, 6 Février 2015

¹²⁴ Entretiens avec Ex-combattant , Bamuguba-sud, 29 Juillet 2018

¹²⁵ Entretiens avec Ex-combattant , Bamuguba-Sud, 28 Juillet 2018

le terrain, certains ne veulent pas que les FARDC envahissent leurs zones de contrôle. Les Raiya Mutomboki, tout en développant des stratégies de résistances au processus de démobilisation ou « conversion », multiplient, par contre, les contacts avec les autorités.

Comme pour d'autres groupes armés, la stratégie de résistance résidait dans l'opposition au discours de récompense et le refus de rejoindre les centres de regroupement. La récompense se concevait dans la mesure où L'Etat congolais devait allouer une somme d'argent ou d'autres avantages aux combattants pour avoir chassé les FDLR. Mais la continuation des opérations militaires contre les groupes armés a été un des facteurs de résistance contre le DDR. C'est ainsi qu'un acteur majeur de la société civile affirme :

« Pendant que les Raiya Mukombozi attendaient les négociations, les FARDC sont allés les attaquer par forces...mais Juriste Kikuni a lâché parce qu'il n'avait plus les pieds sur sol. »¹²⁶

Au cours des entretiens avec des ex-combattant Raiya Mutomboki, proches de deux seigneurs de guerres de Bamuguba-Sud, nous avons découvert que d'autres facteurs, pas encore étudiés, expliqueraient la résistance au processus de conversion. En marge du changement des discours, il y a une résistance moins liée aux échecs du processus qu'à la perte du capital social des combattants et du groupe armé à cause des mauvais traitements des populations dans les zones de contrôle :

« Les FARDC nous considèrent comme des rebelles. Ils nous torturent nous les 'démobs' (ex-combattants). Je ne te cache pas, je suis marié à la fille de Mzee wa vita (Général X) mais, à travers tout ça, personne ne peut quitter, les FARDC devraient bien nous traiter. »¹²⁷

Ce témoignage montre à quel point, des ex-combattants, limités par des militaires dans leurs actions au sein de l'espace social, seraient disposés au retour circulaire (Vlassenroot et al., 2018). Se fondant sur les propos des habitants, un opérateur économique confirme la mobilisation du discours contre la présence de l'ancien président de la république comme motif pour ne pas démobiliser :

« Selon les dires des gens, il y a des combattants sortis, qui sont des cultivateurs mais ceux qui sont encore dans la brousse disent que le jour où Kabila (Président) quittera le pouvoir, ils vont se démobiliser ».

Dans la trajectoire du groupe armé, surtout entre 2016 et 2018, une coalition dénommée « Forces Populaire pour la Paix », créée par des factions Raiya Mutomboki et dirigée par

¹²⁶ Entretien avec Tec , Bamuguba-Sud, 2015.

¹²⁷ Entretien avec Ex-combattant , Bamuguba-Sud, 29 Juillet 2018.

« Mzee wa vita 1a » déclarait ne pas être disposés à la démobilisation tant que l'ancien président de la République Joseph Kabila ne quitterait pas le pouvoir :

*« Selon les groupes armés, eux disent qu'ils étaient hostiles à Joseph Kabila et à son gouvernement. C'est-à-dire que le gouvernement Congolais était l'ennemi. Ils étaient prêts à quitter la brousse. Selon eux, ils étaient hostiles au régime et ils ne voulaient quitter qu'après le changement de régime. »*¹²⁸

Un fils de combattant montre que les intentions des combattants associés aux infractions de désertion¹²⁹ dans l'armée nationale, peuvent être à la source de la résistance :

*« Certains des combattants ont commis beaucoup des forfaits, ils ont peur (...), les différentes extorsions des biens sont des facteurs qui les poussent à ne pas quitter... Il y a un petit de (centre minier X), les parents de Washington, sont allés le sensibiliser mais il a refusé, il résiste à quitter. Ils sont venus piller/voler aux environs du centre. Sa mère et son père sont allés le sensibiliser encore à se démobiliser mais il a refusé de se démobiliser ; il aime cette vie de combattant Raiya Mutomboki... Les seigneurs de guerre qui ont déserté les FARDC ont des antécédents avec le gouvernement comme (Mzee wa vita 1b), ils bloquent alors le processus de démobilisation, ils veulent s'entourer des combattants... ».*¹³⁰

Une autorité militaire, en charge des opérations militaires contre les groupes armés (Sukola II), souligne ainsi ce qui suit :

*« Si le gouvernement et les forces armées de la république démocratique du Congo prenaient leur sécurité en charge... Si les groupes armés se défendent c'est parce qu'ils n'ont pas vu un seul militaire. Et c'est vrai nous ne sommes pas à mesure de les protéger. (...) Dire qu'il y a résistance contre le processus DDR moi je dis non. Il n'y a pas une résistance. La majorité d'entre eux ont un problème de prise en charge en communauté, il y a aussi l'immixtion de la politique et des politiciens dans ces dossiers... Il n'y a aucun groupe armé local qui n'accepte pas d'adhérer. Ils nous posent des conditions de réinsertion qui ne sont pas souvent prises en compte... »*¹³¹

Une autre autorité militaire enfonce le clou en associant l'impact de traitement des combattants qui se sont rendus à la volonté de démobilisation des autres combattants :

« Ce qui fait que, les groupes armés de Walungu-Shabunda, la majorité de leurs leaders résistent c'est parce que Ngubito n'a pas été bien traité. Je suis allé sensibiliser Maheshe, il était disponible à se rendre. Mais nous lui avons dit que nous ne sommes pas prêts. On leur a dit de sensibiliser leurs combattants à de rester en standby pour leur évacuation. Si les moyens étaient

¹²⁸ Entretien avec autorité militaire FARDC, Bukavu, 6 Mai 2019.

¹²⁹ Certains leaders des Raiya Mukombozi, furent des anciens militaires qui ont déserté les Forces armées de la république démocratique du Congo pour rejoindre les groupes armés dans la guerre civile.

¹³⁰ Entretien avec Teclès, Bamuguba-Sud, 1 Août 2018

¹³¹ Entretien avec Autorité militaire, Commune Rurale de Kavumu, Ville de Bukavu, 8 Mai 2019

*plus conséquents, les groupes armés seraient déjà à 80% en reddition, je peux dire que c'est le gouvernement à la base de ce retard. »*¹³²

A travers ces éléments, on réalise que les discours sur la résistance au DDR ne sont pas toujours ce que l'on pense. Le prochain point, abordera les conditions de perte du capital local de sécurité et les problèmes d'intégration.

Accès aux secteurs socio-économiques et détérioration des liens sociaux

Pour comprendre les limites (droits d'accès), la perte des liens communautaires dans un espace social, il nous faut représenter les difficultés rencontrées par ces derniers lorsqu'ils rentrent au sein de leurs familles. Ensuite montrer si la rupture (ou non) des liens sociaux, entre groupes armés et communautés après des attaques contre les populations, aurait conduit à la perte du capital social de rébellion. Par exemple, deux ex-combattants Raiya Mutomboki revenus dans leur village racontent:

*« Les gens des Bamuguba-Sud m'aiment parce que les FARDC sont là c'est comme s'ils me protègent car les gens de Bamuguba-sud peuvent m'empoisonner. Dans les Raiya Mutomboki, quand j'allais demander le marché (collecter les taxes), j'extorquais ces commerçants et je les ravissais les Godions (Bunduki ya soldat njo shamba yake : l'arme du militaire sa source de subsistance). Je regrette avoir quitté le Raiya Mutomboki. Moi je vis chez mon frère, avant de manger on se lamente contre moi et je regrette, j'ai des problèmes. »*¹³³

De son côté, un ex-combattant affirme :

*« Je suis démobilisé, les gens qui soutiennent le DDR3, font beaucoup de tromperies car nous sommes déçus (...). J'ai quitté la base de Kamina le 17 Décembre 2016. Je n'ai eu que 100.000Fc et 4 Chèvres comme frais de désarmement parce que j'avais quitté avec deux armes. Les kits de sortie ne sont jamais reçus. Nous, qui avons choisi l'élevage, on n'a pas de champs (...). Si j'étais colonel dans le groupe armé, j'aurais pu envoyer les petits aller piller pour nous. Et c'est ce qui est dans ma tête, je vais rentrer dans la forêt' (dans le groupe armé). »*¹³⁴

S'il montre qu'il est déclassé par rapport à son ancien rang de commandant dans le groupe armé où il pouvait accumuler des ressources (de l'argent, des taxes à travers son fusil), il souligne aussi son déclassement symbolique :

¹³² Entretien avec Autorité militaire FARDC, Bukavu, Ibidem

¹³³ Entretien avec Ex-combattant, Bamuguba/Sud, Ibidem

¹³⁴ Entretien avec ex-combattant, Bamuguba-sud, Ibidem

« J'ai trouvé des gens avec leurs propres maisons mais j'avais laissé celle de Magungu (Maison sans tôles ondulées avec feuilles). Je suis buchafu (sale), bure (rien) et je me rend compte que ceux qui sont dans les groupes armés ont raison, même avec les tracasseries, ils ont raisons... »¹³⁵

La détérioration des liens entre les Raiya Mukombozi et les communautés locales a été observée après les attaques FARDC contre les positions Raiya Mukombozi, dans le but de les réoccuper, en 2015. La route nationale entre le centre de Burhale (Walungu) vers Shabunda centre, fut une cible importante. Visant principalement les branches alliées des Raiya Mutomboki, la reconquête des centres de Kigulube et de Nzovu fut l'objet d'une lutte armée entre les FARDC et les Raiya Mutomboki. Des attaques contre les populations, contre des commerçants ainsi que contre des personnes dans des véhicules ou à moto, à travers différents modes opératoires¹³⁶; auraient dégénéré au point d'impacter les liens sociaux dans la plupart des grands centres et villages entre les combattants Raiya Mutomboki et les populations. Certains habitants et commerçants sont explicites :

« Parce qu'ils ont été chassés de la route principale avec leur sortie, ils ont commencé à tracasser et enlever des populations dans les forêts. On vivait avec eux sans problème, lorsqu'ils ont quitté la route l'amitié n'a plus existé. »¹³⁷

Un autre confirme avec d'amples détails :

« Quand ils étaient sur la route, ils faisaient payer les taxes et gagnaient de l'argent mais quand ils sont allés dans les forêts, ils ont commencé à piller et à enlever des gens à la recherche de l'argent. »¹³⁸

Une personne-ressource montre que les alliés Raiya Mutomboki ont résisté pendant quatre jours de bataille :

« Le colonel Mande les a chassé sur la route et depuis ils ont commencé à braquer les gens... En quatre jours, on avait chassé les Raiya Mutomboki de la route et cela a provoqué des dégâts. »¹³⁹

Par contre, dans leurs retranchements, les Raiya Mutomboki s'exposent aux attaques des FARDC et ils s'en prennent aux populations après ces attaques :

« Les Raiya Mutomboki Lukoba ne sont pas contents du fait que la population vont les dénoncer aux FARDC à Mubuhu, aux camps militaires. Parfois les militaires FARDC se rendent à Bihari et

¹³⁵ Entretiens avec Ex-combattant, Bamuguba-Sud,

¹³⁶ Stratégies : Les pillages, les enlèvements sont devenus fréquents alors que dans les temps les relations étaient aux beaux fixes.

¹³⁷ Entretien avec Teclès, Nzibira, 1 Mai 2018, Nzibira.

¹³⁸ Entretien avec Teclès, Bamuguba-Sud, 2 Mai 2018.

¹³⁹ Entretien avec Teclès, Nzibira, 1 Mai 2018.

crépitaient les balles sans rien faire. Furieux, les Raiya Mutomboki rentrent dans le village et kidnappent les gens, surtout les chefs de villages et/ou les pasteurs, après ils exigent ku ba gombowa (leur libération). »¹⁴⁰

Un des actes les plus commentés dans les localités contrôlées par les Raiya Mukombozi, sous le commandement du « général » autoproclamé « Mzée wa vita 1c », fut la mort d'un pasteur bien connu dans le village d'origine du seigneur de guerre. La mort tragique du pasteur est attribuée à Mabala et ses troupes :

« Les Raiya Mutomboki (Mabala) en 2016 sont venus attaquer les FARDC dans le village Kiluma. Ils étaient de passage dans le village Lutika. Un combattant Raiya Mutomboki (Kamukusa de son nom) vivait dans le village de Lutika. Les FARDC sont passés avec le salaire pour payer les militaires. La nuit, les Raiya Mutomboki s'organisèrent pour attaquer les militaires à Kiluma. Quatre Raiya Mutomboki et deux FARDC furent tués y compris deux vaches que j'avais achetées pour mon beau père. Les gens ont été mécontents en trouvant parmi les cadavres des Raiya Mutomboki ce vieux Kamusoka aussi. D'autres personnes relais de Mabala, lui rencontrèrent que les populations de Kiluma ont profané le cadavre d'un combattant Raiya Mutomboki après cette attaque. Après, cette situation, Mabala et ses hommes ont investi le village. Ils sont venus avec une liste de quatre personnes à Kidnapper. Quand ils n'ont pas trouvé ces personnes, ils ont arrêté un vieillard (le pasteur Salumu) à Kiluma. Sa femme fut fouettée quand elle voulait intervenir, on lui frappa le colosse du fusil. Ce vieux Salumu fut Kidnappé le 6 Octobre 2016. Ils l'ont amené en forêt, ce vieux s'est senti fatigué et demanda qu'on le tue, on croyait qu'ils n'allaient pas le tuer. Ils ont aussi pris quatre garçons pour transporter les colis pillés. Deux garçons seront informés que ce vieux a été libéré alors qu'ils l'avaient tué, jusque maintenant son cadavre reste introuvable... »¹⁴¹

Néanmoins, les cas du centre administratif Bugo et du centre minier X sont exceptionnels parce que les combattants et d'autres auteurs importants livrent des réalités inédites par rapport à la perte des liens sociaux et communautaire avec des groupes armés :

« Les jeunes ont créés les Raiya Mutomboki pour les raisons de traquer les Hutu ; ils (Raiya Mutomboki) avaient l'appui de Kimbikiti, des Balega... C'est à dire tout appui de la population mais quand les Raiya Mutomboki ont commencé à abuser de femmes, ils ont perdu le contrôle et l'appui. »¹⁴²

¹⁴⁰ Entretien avec Teclès, Nzibira, 1 Mai 2018.

¹⁴¹ Entretien avec Teclès, groupement Mulamba. 2 Mai 2018

¹⁴² Entretien collectif avec Teclès, Bamuguba-Sud 30 Juillet 2018.

L'autorité administrative du poste d'Etat d'encadrement du centre administratif de Bugo affirme que les menaces contre la population ont impacté sa confiance envers les combattants Raiya Mutomboki dans certaines parties du groupement Bamuguba-Sud:

« Les Raiya Mutomboki, on les a aimé quand ils ont chassé les FDLR mais quand ils ont commencé à maltraiter les populations, on les a chassés. (...). Après le départ des Hutus, ils sont devenus des criminels ; (Mzée wa vita Ib) avait détruit le pont de Lubimbe quand les FARDC sont venus les traquer, la population n'a plus eu confiance en eux... Les RM ont fait du bon travail à Lulingu, Baliga, et Kigulube mais depuis qu'ils ont décidé de se retourner contre les populations, on a plus confiance en eux... »¹⁴³

Alors qu'il avait soutenu le mouvement de révolte contre les Hutus Rwandais, en appuyant les Raiya Mutomboki, un leader du lieu devenu « persona non grata » après la débâcle des Raiya Mutomboki au centre administratif de Bugo, témoigne :

« Musigwa est la cible des Raiya Mutomboki, il ne peut pas quitter Bugo sans une escorte des militaires. Les Raiya Mutomboki de (Mzée wa vita IC) tiennent à les dépecer car il est cité comme celui qui montre aux FARDC, leurs cachettes et pistes. »¹⁴⁴

Si certains Raiya Mutomboki sont positifs, en conservant leur intégrité et leur capital social de rébellion, d'autres par contre, se sont vus perdre un capital social de rébellion, pourtant bien nécessaire, à cause des attaques contre leurs propres frères ou des pillages. Un enseignant de l'école primaire renchérit sur les propres des témoins précédents, en confirmant l'appui de la population à la traque des Raiya Mutomboki ainsi qu'à la réoccupation du centre de Nzovu :

« Les FARDC ont passé deux semaines à Idangi (forêt entre Nzibira) parce qu'ils (Raiya Mukombozi) ont bombardé le pont Lubimbe vers Nzovu. Ils se sont arrangés avec les populations pour construire les radeaux. Deux semaines après, les populations les ont aidé à traquer les Raiya Mukombozi vers 3h du matin du décembre 2015 avec le colonel Izra. »¹⁴⁵

Pour conclure ce point, il est important de souligner que certains ex-combattants Raiya Mutomboki, revenus à la vie civile, s'intègrent mais que d'autres n'y parviennent pas. Le terrain permet de confirmer que, de ceux qui sont rentrés de Kitona, certains se sont intégrés mais que d'autres sont restés dans la ville de Bukavu. Ceux qui sont rentrés éprouvent des difficultés d'intégration malgré l'appui de leurs familles respectives.

¹⁴³ Entretien avec Teclès, Bamuguba-Sud, 30 Juillet 2018.

¹⁴⁴ Entretien collectif avec Teclès, Ibidem,

¹⁴⁵ Entretien avec Teclès., Bamuguba-Sud, 1 Août 2018

Comme toutes leurs communications sont contrôlées par les FARDC, certains combattants se considéreraient comme étouffés par ces FARDC qui les contrôlent.

Les promesses de projets socio-économiques d'intégration n'ont pas été suivies d'effets et certains ex-combattants préfèrent redevenir agriculteurs comme avant. Pour monter ces activités économiques, un minimum de fond de démarrage était requis mais rien de concret n'a été investi. S'ils manquent de kits de redémarrage des activités, comment peuvent-ils, à plus forte raison, monter une petite entreprise florissante ? C'est par exemple le cas au centre administratif de Bugo, comme le fustige la cheffe de poste d'encadrement administratif :

« Je vais te dire que celui qui est allé, a décidé de se démobiliser, sa formation n'a rien produit comme la Boulangerie ça ne produit pas ici à Kigulube. Deuxièmement, celui qui laisse sa femme, il retourne et trouve celle-ci s'est remariée, il décide de rejoindre les groupes armés ».

Si c'est plus une critique qu'une crainte, cela traduit bien les réalités des ex-combattants Raiya Mutomboki. Comme nous l'avons dit dans l'introduction de ce chapitre, trois cas d'étude nous permettront de voir les similitudes ou les différences. Le point suivant fait la description du cas des Mai Mai Kifuafua dans le groupement Waloaluanda au Nord-Kivu.

4.1.2 « Mai Mai Kifuafua¹⁴⁶ : une armée communautaire » (cas deuxième)

La section sur les Kifuafua est centrée sur cinq principaux points. Le premier structure le discours sécuritaire légitimant la lutte, le deuxième passe en revue les différents discours de résistance au processus DDR, le troisième aborde les forces externes (les attaques contre les populations), le quatrième traite de l'autonomie des champs et les mouvements entre les secteurs de la vie local : taxations dans les secteurs économiques, implications dans la justice et la sécurité et, enfin, le cinquième décrit la problématique de droits d'accès dans les secteurs socio-économiques.

L'Histoire de Mai Mai Kifuafua, peut se raconter en quelques périodes de leur récente trajectoire de mobilisation armée. En premier lieu, les années 1990-1996 avec les guerres entre communautés qui ont vu la mobilisation des Batiri, de Katuku et des

¹⁴⁶ Toutes les informations sur le groupement Waloaluanda sont présentées dans le chapitre premier de cette étude. Largement construit à partir de données collectées dans trois localités, nous avons recouru aux auteurs comme (Vlassenroot & Hoffman, 2015 ; 2016) par rapport à leurs travaux sur la région.

Magrivi ; en deuxième lieu la période de la première guerre congolaises de 1996 à 1998 lorsqu'ils s'associent aux autres groupes Mai Mai pour résister contre le RCD aux coté des rebelles Rwandais. Cette période est marquée par des alliances ambigus parce que des leaders Kifuafula se sont ainsi alliés aux Mai Mai du Général Padiri Bulenda alors que cette résistance bénéficiait de l'appui gouvernemental de Laurent Désiré Kabila dont le quartier général était basé à Nzovu¹⁴⁷.

Les accords de Pretoria et de Sun City ont vu le retrait des troupes Rwandaises et la fusion des armées issues des différentes rébellions et des mouvements résistants suite aux processus de brassage et/ou de mixage des troupes. Certains leaders Mai Mai Batembo ont rejoint le processus pendant que d'autres se sont retirés, comme Kirikicho Mirimba Mwanamayi. Au cours de cette même période, les FDLR restés opérationnels, restèrent dans les villages, contrôlant des populations avec une domination pleine d'excès : pillages, tueries des populations, extorsions et massacres.

C'est ainsi, qu'entre 2004-2005, un mouvement de protection communautaire refait surface afin de mettre hors d'état de nuire les FDLR de Waloaluanda, malgré les précédentes négociations avec eux. Ces dernières ne parvinrent pas à améliorer la sécurité. Mais aussi dans la constitution de la milice les dynamiques internes ainsi que les défis d'intégration au sein des FARDC, pour certains Kifuafula, ont poussé à la séparation entre Mbaenda et Lucien Saddam (Vlassenroot et al, 2016 : 28-35)

En 2006, les élections consacrèrent Joseph Kabila au pouvoir, qui décida l'organisation d'une consultation sur les groupes armés à Goma. Les conclusions problématiques de cette conférence furent dénoncées, malgré leur participation, par les Kifuafula.

Alors que dans le Nord Kivu, un mouvement armé marquait le pas, on observa une autre dynamique dans le territoire de Walikale. Le CNDP¹⁴⁸ fait son apparition et est largement contesté par la plupart des rebellions ou mouvement armés congolais y compris les Mai Mai Kifuafula. On se rappellera que des tensions sont présentes dans les autres territoires du Sud-Kivu si bien que des opérations militaires (Kimia I et Kimia II) furent lancées contre les rebelles Rwandais. Entre 2009 et 2010, ces opérations eurent comme impacts de contraindre certains dépendants à se rendre, d'endurcir les rwandais

¹⁴⁷ Entretien collectif avec des témoins, Bamuguba-Sud, 3 Aout 2018.

¹⁴⁸ CNDP : Congrès National pour la Défense du Peuple

radicaux les plus radicalisés, mais aussi d'affaiblir et de presser les rebelles Rwandais vers l'intérieur des forêts (Walikale, Shabunda, et les Hauts Plateaux d'Uvira).

La chasse aux FDLR recommença dans le territoire de Shabunda en 2010 et elle atteignit le territoire de Walikale par les groupements de Bakano et de Bakonzo. Des combattants FDLR et leurs dépendants traversèrent le groupement de Bakano pour aller se reposer dans la forêt de Shalio (groupement de Waloalunda). D'autres FDLR furent récupérés par la MONUSCO à travers la COB d'Otobora.

Une étape importante de la mobilisation armée des Kifuafua arriva quand les Raiya Mutomboki, ont poursuivi les FDLR dans leur groupement. Une alliance fut conclue entre les deux groupes armés. L'objectif en était de mutualiser les efforts et des troupes pour mieux chasser les FDLR. Quelques semaines avaient suffi pour que les FDLR se retirent de Shalio et de Luntungulu à destination des territoires de Masisi et de Rutshuru. Mais, à la fin de cette campagne, une bataille rangée éclata entre les deux groupes armés, et détériora leurs relations. Depuis lors, des négociations eurent lieu et les deux forces trouvèrent un terrain d'entente.

Depuis 2013, les Kifuafua, mirent initialement un régime de terreur en place, mais, suite aux plaintes des autorités coutumières à leur hiérarchie, les Kifuafua prirent des sanctions contre les combattants indisciplinés. Les Kifuafua contrôlent ensuite le groupement sans concurrence. Cette étape est aussi caractérisée par des alliances avec des groupes armés voisins (Mai Mai Kirikicho) et des affrontements suite à la fragmentation (scission) du groupe armé en deux branches et. Une branche est de Walikale et est dirigée par Delphin Mbaenda Musa, l'autre branche contrôle le Masisi, elle est dirigée par Maachano Nowa et est basée à Remeka dans le groupement Ufamandu I et II. Plus tard, la branche de Walikale connaîtra des guerres intestines avec comme conséquence une deuxième fragmentation qui sera étouffée depuis. Au cours de cette étape, des négociations ont été entamées en vue du désarmement, mais sans succès. Ce groupe armé contrôlait sans concurrence l'ensemble du groupement. S'étant engagé à libérer la plupart des enfants-soldats de ses troupes, les Kifuafua interdisent l'enrôlement des combattants âgés de moins de 18 ans. Mais le groupe résiste à la démobilisation des combattants adultes pour lesquels il sollicite un dialogue avec le gouvernement congolais.

Mai Mai Kifuafua et discours sécuritaires de légitimation

Les Mai Mai Kifuafua légitiment leur présence par l'existence de menaces sécuritaires, des problèmes de protection et de défense communautaire en l'absence de structures de défense à pour les centres et les villages. Des combattant et des personnes ressources (leader de société civile, chef de village, habitants, commerçants) furent ouverts à notre action sur le terrain afin d'apporter leur éclairage. Comme le souligne ce combattant Kifuafua rencontré à Busurungi :

*« Selon ce que moi j'attends, les Kifuafua pensent que les FDLR pourraient retourner alors ils sont là mais aussi ils existent parce qu'ils attendent la récompense de la part de l'Etat qui doit leur donner un cadeau. »*¹⁴⁹

Si le précédent combattant craint le retour des FDLR, un notable du village Kiringa, par contre, considère l'importance des Kifuafua pour la sécurité de son village :

*« Ceux qui nous protègent sont les Mai Mai Kifuafua. En tant que notable, nous avons de bonnes relations avec les services de sécurités des Kifuafua. Car ils ne tracassent pas, ne ravissent pas la force les biens de la population. A l'époque des FDLR, on ne pouvait pas marcher la nuit, même le village était tracassé, mais, actuellement, les gens commencent à marcher même vers minuit. »*¹⁵⁰

Enfin, pour marquer l'utilisation du discours de légitimation, des commerçants de Busurungi montrent qu'avec les Kifuafua ils sont plus en sécurité qu'avec les militaires FARDC :

*« En tant que commerçant ; nous ne nous sentons pas sécurisés à Hombo chez les FARDC mais chez les Mai Mai Kifuafua nous les rencontrons à Manje, on se sert le Kangala (la boisson locale à base de palmeraie) et si on a pas cette boisson, ils nous laissent passer. »*¹⁵¹

Chargé de l'administration des Kifuafua, un commandant renforce l'idée que les menaces posées par le NDC-Cheka, explique la présence des Mai Mai Kifuafua :

*« Nous sommes prêts à intégrer le gouvernement en dépit des ennemis qui dérangent la population tels les NDC Cheka, le groupe de Ngowa capturé. Nous, les Mai Mai, sommes prêts à faire n'importe quel travail. Si les Mai Mai Kifuafua sont encore là, ils disent que s'ils partent, les groupes de Cheka ou de Ngowa peuvent revenir encore dans leurs localités et tuer les populations. »*¹⁵²

¹⁴⁹Entretien avec Teclès, Waloaluanda, 16 Octobre 2015.

¹⁵⁰Entretien avec Teclès, Waloaluanda, 17 Octobre 2015.

¹⁵¹Entretien avec commerçants, Waloaluanda, 16 Octobre 2015.

¹⁵²Entretien avec Mzee wa vita 2, Waloaluanda, 17 Octobre 2015.

Par contre, par le truchement d'un grand notable du village de Kilambo, la population insiste sur la nécessité de marquer la présence de combattants Kifuafua dans le village :

« Nous, populations aux frontières, nous ne pouvons pas accepter de rester sans les militaires qui nous sécurisent. On ne veut pas de guerres provenant de Walikale ni des guerres qui viennent de Masisi. Donc nous parlons avec les Mai Mai Kifuafua et ils nous sécurisent. On ne peut pas accepter que les Mai Mai Kifuafua aillent ou retournent sur la route principale : comment répondre alors à toutes les guerres venant de Masisi ? »¹⁵³

Enfin, un agent, en charge du renseignement Kifuafua confirme les idées et les arguments des autres témoins-clés en ces termes :

« Lors de la guerre contre Ngowa à Ntoto, toute la délégation de Goma et les autorités Batembo sont arrivés, ils ont demandé aux Mai Mai Kifuafua pourquoi ils continuent la guerre. Les revendications que Shalio avait posé sont que les Kifuafua sécurisent encore la population contre les groupes armes comme Raiya Mutomboki Ngowa et NDC-Cheka qui insécurisent encore la population. »¹⁵⁴

Ces discours suffisent pour légitimer la présence des Mai Mai Kifuafua dans ces localités. Les populations, tout comme les chefs coutumiers, sont conscients qu'en absence des combattants Kifuafua, des groupes armés ennemis viendraient les attaquer. Au-delà des discours, il n'en demeure pas moins qu'ils traduisent de réelles motivations et ambitions. Une deuxième dynamique est liée à la mort du chef de groupement Mafuluko wa Muliri Lassy, dont la succession reste conflictuelle et est contestée par une frange de ses habitants.

La résistance au processus DDR : « jamais une deuxième sans la première fois ? »

Le discours de résistance au processus DDR des Mai Mai Kifuafua est centré sur la récompense, l'intégration au sein des FARDC et la sécurisation des populations exposée aux menaces de groupes armés ennemis. Si certaines informations créditaient un mandat d'arrêt contre le général Delphin Mbaenda Musa, les réelles motivations ne sont pas perçues au-delà de leurs implications dans les différents secteurs économiques, sociaux et miniers du groupement. En réalité, les combattants de rangs rencontrés affirmaient être en attente d'une récompense pour avoir chassé les FDLR. Réfutant le déploiement

¹⁵³Entretien avec catégories des Témoins, Waloaluanda, 18 Octobre 2015.

¹⁵⁴Entretien avec, Mzee wa vita 2, Ufamandu, 25 Octobre 2015.

des éléments FARDC dans leurs zones, les combattants Kifuafula leur en interdisaient l'accès. Comme le confirme l'ancien chef de groupement Waloaluanda :

*« Les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'Etat. En dehors de cette récompense, les Kifuafula ne vont pas désarmer et attendent à être déployés sur la route principale. »*¹⁵⁵

Ces propos sont confirmés par un infirmier du centre de santé Lukaraba, qui a soigné des combattants blessés :

*« Auparavant, les Kifuafula disaient qu'ils ne pouvaient pas quitter le milieu pendant que les FDLR existait encore dans le milieu car, lorsque certains Kifuafula se sont intégrés dans les FARDC, les FDLR maltrahaient leur frères et sœurs. Mais actuellement la revendication est que le gouvernement doit répondre à leur cahier de charge et ils demandent beaucoup de choses à l'Etat : les payer, leur accorder des grades au sein des FARDC, une région à contrôler et la construction des infrastructures depuis Ufamandu jusqu'à Walikale. »*¹⁵⁶

Des revendications des transformations rurales sont également mobilisées dans ces discours. Liant les propos de ces personnes-clés et des habitants de Lukaraba, un autre renchérit et questionne la démarche Kifuafula en ces mots :

*« L'argument que les Kifuafula présentent pour justifier leur présence ou leur existence dans la localité ou le groupement est qu'ils réclament une récompense avant de quitter le groupement. Ils sont à Lukaraba pour protéger la population mais dans quel angle ? La population leur dit que vous aviez chassé les FDLR mais vous devriez partir, cependant ils refusent. »*¹⁵⁷

Ne prétendant pas à une résistance, ce combattant affirme que son groupe fût prêt à adhérer au programme ou à redevenir civils, même s'il craint pour la sécurité de la communauté, mais il réclame aussi des récompenses :

*« Nous les Kifuafula, nous avons des revendications. Nous voulons quitter, mais revendiquons un peu de savon à laisser aux enfants avant de nous déployer vers la route. Si jamais Cheka n'est pas maîtrisé nous n'allons pas quitter. »*¹⁵⁸

Siégeant au sein de la hiérarchie du groupe armé, un combattant confirme que les conditions de leur reddition ou intégration au sein des FARDC furent en revus par rapport au contexte à cette époque :

« Les Kifuafula sont prêts à rejoindre les FARDC alors, il faut déployer les militaires dans toutes les localités sous leur contrôle. Mais les déclarations actuelles sont : avant d'aller au sein des

¹⁵⁵ Entretien avec autorité coutumière, Waloaluanda 16 Octobre 2015.

¹⁵⁶ Entretien avec, Teclès, Waloaluanda, 14 Octobre 2015.

¹⁵⁷ Idem.

¹⁵⁸ Idem.

*FARDC, qu'on leur reconnaisse ; qu'on leur laisse contrôler leurs zones et cinq ans après ils peuvent quitter la zone. Enfin que le gouvernement leur récompense pour la bataille qu'ils ont menée contre les FDLR. »*¹⁵⁹

Vu la déclaration des discours dans le contexte d'affrontement et des tensions entre les Mai Mai Kifuafua et des groupes ennemis, il faut aussi situer les forces externes qui impactent les mouvements.

Forces externes et conversions des enfants-soldats

Bien qu'on leur reconnaisse un niveau de contrôle territorial important, les Kifuafua ne furent pas épargnés par des tensions externes. Des affrontements avec des groupes armés ennemis et voisins, et le poids de la coutume Batembo furent considérés comme des forces externes entre 2014 et 2016, lorsque les conversions individuelles ou collectives furent moins observées. Les Kifuafua ont affrontés les Raiya Mutomboki pour le contrôle de la route Hombo-Nord et Karete. Certains exigeant le respect envers les communautés pendant que d'autres revendiquaient le contrôle de leurs zones.

Des cas des viols des femmes et des personnes blessées furent enregistrés comme conséquences des affrontements armés dans l'Ouest du groupement. Au nord les Mai Mai Kifuafua, forts de leur grand nombre par rapport à la coalition Raiya Mutomboki Ngowa et le NDC-Cheka, sont parvenus à occuper des villages (par exemple le village Ntoto) jadis contrôlés par les deux groupes armés. A l'Est du groupement, malgré la réconciliation et l'implication de la mutualité tribale de Batembo, deux branches des Kifuafua se sont affrontées au point de constater la disparition de combattants. Enfin, jusque 2016, avant la tension au sein de la division entre Mzée wa vita 2b et Mzée wa vita 2a, les Kifuafua hébergèrent leur allié (Mzée wa vita 4) et ses troupes, toutes déclarées « *persona non grata* » dans le groupement de Ziralo. Lors de l'arrivée des Raiya Mutomboki de Shabunda et de Bakano pour la traque des FDLR, en 2012, il paraît que (Mzée wa vita 4) fut contesté par les jeunes à Ziralo. Il fut chassé par ses propres partisans. Etant marié à une fille de Waloaluanda, il s'est réfugié dans le centre de Biriko.

Malgré toutes ces tensions externes et affrontements armés, des conversions furent moins perceptibles que le renforcement du capital local de sécurité des Kifuafua ainsi

¹⁵⁹ Idem.

que celui de leur capital social insurrectionnel. En effet, ces tensions auraient renforcé des liens entre Kifuafua et les communautés restantes sous leur contrôle ainsi que leur sentiment de sécurité, malgré les dérapages excessifs dénoncés par certains chefs. Mais restons centrés avec notre étude sur la conversion du capital de sécurité des combattants.

Dans une correspondance, datant de la fin de l'année 2018, le Mzee wa vita 2a, intime l'ordre à ses hommes de ne pas enrôler des enfants de moins de 18 ans dans les rangs de son groupe armé. Et de procéder à leur démobilisation. Il s'agit là d'une décision prouvant que le groupe armé serait beaucoup plus favorable à la conversion des enfants-soldats qu'il ne l'est pour les adultes.

S'agissant de la coutume, il faut souligner que son autonomie et son indépendance restent reconnues par les combattants et leur hiérarchie, malgré l'influence des groupes armés. Vu que les coutumiers ne pouvant permettre à n'importe qui d'y pénétrer, une subdivision en matière de la provision de la justice fut établie entre Kifuafua et coutumiers. Certains devaient traiter des affaires pénales et les coutumiers des infractions coutumières (Vlassenroot et al., 2016). C'est pourquoi, cette subdivision, à notre entendement, traduit le respect de barrières entre champs de sécurité et le champ coutumier¹⁶⁰ dans l'espace social local.

Autonomie et circulation inter-champs au niveau local

Analyser l'autonomie des champs dans un espace social local implique de comprendre le degré d'autonomie des groupes armés dans cet espace ou dans leurs champs de sécurité. Certains groupes armés ne furent pas libres de leurs propres décisions en matière financières. L'autonomie complète n'existe pas, mais, dans le cas des Kifuafua, nous avons observé que le groupe était autonome sur le plan de la gestion des unités, toutes répondant à une seule structure : la division de Kabaro.

Dans les interactions ou relations avec d'autres secteurs dans l'espace social villageois, l'observation et des entretiens ont montré que les Kifuafua ont profité de leur autonomie de gestion et de la concentration du capital local de sécurité pour accumuler des

¹⁶⁰ En RDC, la coutume joue un rôle important au niveau local, un type de capital spécifique culturel coutumier fonctionne ainsi. Détendue par une catégorie des personnes, il différencie ceux qui doivent trancher des dossiers à caractère coutumiers de ceux qui doivent trancher des dossiers à caractère administratifs ou pénal.

ressources dans les autres secteurs. Avec ou sans compromis, ils se sont investis dans la taxation des minerais au nord du groupement ; le contrôle de la chaîne de production de l'huile de palme ; la taxation de la circulation des bétails ainsi que la production des planches. Si dans les trois localités visitées nous n'avons pas trouvé de traces des activités minières, des informations concordantes attestaient que la hiérarchie Kifuafua était à la recherche de minerais pour les exploiter.

Les Kifuafua se sont investis dans le secteur de la taxation en accord avec les leaders et commerçants, mais sans demander l'aval des autorités du secteur de Wanianga. Le taxateur du secteur a été interdit de collecter les taxes au profit de l'Etat dans le village de Lukara et chassé. Dans certains villages, ils ont joué à la fois deux rôles : taxateurs et combattants. Ces cas traduisent effectivement le déclassement et le classement, comme nous l'avons souligné précédemment. Ces combattants, anciens cultivateurs ou écoliers, se sont enrôlés dans le Kifuafua. Pourvu de cette capacité de domination et occupant une position dominante dans cet espace, leur permettant d'imposer les règles de jeu, les combattants Kifuafua pouvaient exiger des avantages qu'ils n'avaient jamais pu accumuler auparavant.

Droits d'accès aux secteurs socio-économiques et détérioration de liens sociaux

Les faits de terrain montrent que la lutte contre les groupes armés étrangers, les menaces des groupes armés ennemis et les attaques contre le groupement Waloaluanda avaient permis d'accumuler une espèce de capital social. Moins révolutionnaire que rebelles¹⁶¹, les liens qui se sont établis à travers l'amélioration des relations entre Kifuafua et la communauté, a facilité l'appui et la légitimation communautaire. Mais, malgré l'ampleur du soutien accordé, certains habitants, notamment le chef de groupement, ne furent pas convaincus de la pérennisation d'une sécurisation privée.

L'histoire récente du groupement enseigne que plusieurs habitants ont fui leurs villages à cause des agressions et des tracasseries attribuées à certains commandants Kifuafua. Profitant des larges pouvoirs dont ils disposaient, certains commandants furent à la base de la perte de liens insurrectionnels avec les populations. Partant des liens qu'ils ont au départ, si les Kifuafua pouvaient perdre un capital social rebelle à cause des actes de

¹⁶¹ Capital social de rébellion : des relations acquises après une rébellion.

violence contre les populations, des décisions hiérarchiques et leurs observances par contre, peuvent revitaliser un ensemble de capital social rebelle (comme à Biriko).

Il importe de comprendre la récente décision de démobilisation des enfants-soldats pour saisir leur démarche et leur offre de négociation avec le gouvernement congolais après la main tendue par le Président de la République Felix Antoine Tshisekedi. La prochaine étude de cas se concentre sur les Raiya Mutomboki Kaluba Elenge Heritier dans le groupement Bakano.

4.1.3 Kaluba Elenge Heritier et la 5^{ème} Secteur Raiya Mutomboki (cas troisième)

En mars 2012, un groupe des combattants Raiya Mutomboki arriva dans la localité d'Isangi à la recherche des rebelles FDLR chassés du territoire de Shabunda par les Raiya Mutomboki. A travers une importante mobilisation communautaire des coutumiers, des jeunes se sont enrôlés dans le mouvement Raiya Mutomboki afin de venger les victimes d'insupportables atrocités. La traque des FDLR s'est ainsi étendue des villages Bamoa vers le groupement Waloaloanda et le territoire de Masisi en passant par le centre d'Otobora et ailleurs.

Dans l'euphorie de la victoire, le commandement Raiya Mutomboki institua une structure armée du type politico-militaire au retour de sa campagne à Waloaluanda. Censée disparaître après la traque des FDLR, cette rébellion se retourna contre les autorités coutumières et militaires qui tentaient de les persuadaient à se démobiliser. Les relations avec les autorités coutumières locales se détériorèrent à cause de pillage, d'enlèvements et d'extorsions. Plusieurs villages se vidèrent de leurs habitants. Préférant vivre en sécurité au chef-lieu du groupement, la plupart abandonnèrent les combattants avec quelques habitants résignés et résilients.¹⁶² Cela priva les Raiya Mutomboki du soutien des villageois qui avaient, auparavant, soutenu la rébellion et sa traque des FDLR. La plupart se déplacèrent vers le centre du chef lieux de secteur Bakano à Itebero.

Les Raiya Mutomboki ont mis en place des pratiques violentes de contrôle de populations pendant les trois années de contrôle territorial et d'affrontements, essentiellement avec les FARDC. Ils ont obligé, les chefs de villages, les chefs

¹⁶² Résilience-résignation : Accepter de rester sous le régime rebelle tout en s'adaptant et en s'inclinant devant les exigences du groupe armé.

coutumiers, de payer des amendes (en termes de monnaie ou en natures) et mis en place une stratégie de braquages de véhicule et de motos afin de capturer des ressources. Au départ, ils étaient alliés aux Raiya Mutomboki Mirage¹⁶³ présents dans le groupement voisin. En réalité, tous ces deux groupes armés, agissaient comme secteurs opérationnels Raiya Mutomboki du commandant Juriste Kikuni Sabikuge¹⁶⁴ à Bamuguba-Nord.

Plusieurs dirigeants ont été tués sur le front ou sont morts de maladies. Par exemple, le feu Akilimali Mitamba¹⁶⁵ est mort d'une maladie et de récentes nouvelles ont fait état de la mort de Kaluba Elenge Heritier. Les attaques FARDC de décembre 2015 contre les positions Raiya Mutomboki, particulièrement à Isangi, déclenchèrent aussi une vague de conversions individuelles et collectives. C'est ainsi que Kaleba Mpamba¹⁶⁶, considéré comme chef d'état-major du groupe, s'était rendu aux FARDC après avoir été sensibilisé par son frère le chef de localité Bakano (Isangi). Comment décrire cette rébellion alors qu'en 2016 l'alliance avec l'autre partenaire était rompue et que les Raiya Mutomboki Mirage furent menacés par les canons des FARDC ? Sur la base de discours sécuristes de résistances, les pages suivantes décrivent les Raiya Mutomboki Kaluba Elenge Héritier connus comme Raiya Mutomboki Isangi.

Discours sécuritaires de légitimation et Raiya Mutomboki à Bakano

Principalement centrés sur les atrocités, massacres et pillages attribués aux FDLR, l'apparition de Raiya Mutomboki s'explique par la traque contre les rebelles Rwandais du FDLR comme réaction des habitants. L'histoire de la mobilisation armée n'oublie pas les efforts fournis par Eyadema¹⁶⁷ issu du clan Banamugugu. Arrêté sur le route de Kasese puis transféré à Kinshasa où il mourut en prison, il aurait ouvert la voie à Kikuni Juriste Sabikuge afin d'assurer la relève. Les discours de légitimation furent nombreux

¹⁶³ Mirage : Bitunya Mwetaminwa : Seigneur de guerre dans le secteur de Bakano, mais dans le groupement Bakonjo. Aux dernières nouvelles, il se serait rendu aux FARDC dans le centre d'Itebero.

¹⁶⁴ Sabikuge Kikuni Juriste est un ancien chef de guerre, s'étant rendu dans le centre de Lulingu auprès des FARDC après des affrontements avec ses anciens combattants.

¹⁶⁵ Akilo Mitamba : Ancien seigneur de guerre dans le groupement Bakano. Connu pour ses actes de pillages et de tracasserie, il mourut de maladie.

¹⁶⁶ Kaleba Mpamba : Ancien agriculteur, converti en combattants Raiya Mutomboki à Bakano.

¹⁶⁷ De son vrai nom Watuta Kikukama, originaire de Chamaka dans le groupement Bakano. Ancien président de club de football TP MBHI de Bakano et négociant.

selon. Terrorisée par les rebelles Rwandais, une habitante d'Isangi saluait l'engagement des jeunes Raiya Mutomboki en ces mots, pour avoir mis fin aux menaces FDLR :

« Je suis née à Isangi et je me suis mariée à Isangi ; j'étais à Itebero quand les Raiya Mutomboki sont arrivés à Isangi. Il y a ceux qui les voyaient mauvais et d'autres non. Je suis travailleuse à la localité de Bakano, je n'ai pas vu leurs erreurs, je n'ai jamais été fouettée, je ne connais pas leur méchanceté. Les Raiya Mutomboki nous protégeaient contre Mungoro¹⁶⁸ qui avait tué sept hommes à Isangi. Quand les jeunes (Raiya Mutomboki) sont arrivés, ces actes ont changé. On était tué, pillé mais les enfants sont entrés dans ces mouvements à cause des atrocités. »¹⁶⁹

De l'autre côté, un des leaders coutumiers, tout en confirmant le discours légitimant la lutte menée par le Raiya Mutomboki contre la présence des FDLR, l'oppose à l'idée d'un refus à déposer les armes :

« En 2014, nous sommes allés avec le chef de secteur, le chef de groupement Bakano à Ibanga, dans le groupement Bakonjo pour négocier avec les Raiya Mutomboki. Ils disaient défendre la cité contre les FDLR mais ils sont devenus nuisibles à la communauté. Ils ont refusé et nous ont arrêté pendant quatre jours avant de nous libérer. »¹⁷⁰

Nos propres observations sur le terrain, nous ont permis d'établir que ces discours idéologiques ont servi une cause pendant un temps tandis que les intentions cachées ne furent pas révélées aux populations. Les affrontements entre les factions Raiya Mutomboki Isangi, Musenge et Kabamba ont permis de découvrir ces intentions cachées: accumulations de l'argent et des biens à travers les stratégies de kidnappings, braquages et pillages des carrés miniers et d'impositions. Ces stratégies, moins classiques dans la théorie de circulation entre champs, montrent qu'il existe d'autres formes d'accumulation des revenus par la violence.

Résistance au processus DDR et arrestations récurrentes des élites locales

Deux faits marquants permettent de qualifier la résistance au processus DDR III : arrestations de chefs coutumiers et oppositions aux négociations. Malgré leur présence à la table des négociations, les combattants s'opposaient aux chefs coutumiers venus les sensibiliser avec le risque de se faire arrêter. Un chef de localité raconte ainsi comment

¹⁶⁸ Mungoro est actuellement un Raiya Mutomboki, il tracassait les habitants d'Isangi avant l'arrivée des Raiya Mutomboki de Bamuguba-Nord à Isangi.

¹⁶⁹ Entretien avec une femme Leader, Bakano, 25 Avril 2016.

¹⁷⁰ Entretien avec Teclès. Bakano, 21 Avril 2016.

ils se sont fait arrêter dans sa propre localité par ces derniers, tout en soulignant le discours de résistance au DDR :

*« Le gouvernement doit payer de l'argent aux Raiya Mutomboki ; réhabiliter les infrastructures routières, scolaires et sanitaires. Les chefs des Raiya Mutomboki veulent avoir des grades au sein des FARDC notamment Héritier Elenge Kaluba. Le gouvernement devrait leur laisser une partie du territoire à administrer et à gouverner, ils revendiquent que les FARDC doivent les libérer des rwandophones et le départ de tous les Rwandais du territoire national de la RDC. »*¹⁷¹

Ce discours n'est pas loin de celui tenu par des groupes alliés aux Raiya Mutomboki et aux Mai Mai Kifuafua. Sa particularité tient au fait qu'il rassemble, à la fois, des revendications locales liées aux problèmes de développement rural à travers des projets de transformation rurale vers la modernité et ceux, personnels, des seigneurs de guerre. Profitant de ses liens familiaux avec le Général autoproclamé Kaluba Elenge Heritier, le chef de groupement de Bakano s'est personnellement rendu à Isangi afin de persuader son neveu à se démobiliser, mais sans succès. Sans être écouté, il fut assigné à résidence et sommé de payer une amende pour sa libération :

*« Les Raiya Mutomboki sont devenus de rebelles, ils avaient pris tous les pouvoirs des coutumiers. Quand je vous dis qu'ils sont arrivés au niveau de nous arrêter. Parce que je me suis donné le courage d'aller leur dire la vérité à Isangi pour leur dire de cesser les enlèvements. Au cours de la même période, ils ont arrêté le chef du village de Kabunga. J'ai été arrêté pendant dix jours à Isangi et je fus libéré moyennant paiement de deux chèvres et 200 USD. On m'a mis dans un village en résidence surveillée. »*¹⁷²

Le refus catégorique de se démobiliser et l'accroissement des actes des kidnappings et de braquages, avaient comme objectifs l'accumulation de l'argent et des biens et de lancer un message à ceux qui voudraient venir les sensibiliser à la démobilisation.

Forces externes et conversions individuelles/collectives

Les attaques de reconquête menées par les FARDC ainsi que les affrontements des Raiya Mutomboki de Bakano contre les Mai Mai Kifuafua, constituent des influences externes ayant influencé le comportement de ce groupe armé. Lancées par les FARDC sur la plupart des axes contrôlés par les Raiya Mutomboki, les attaques militaires contraignirent certains Raiya Mutomboki à la conversion collective. En date du 16 Avril

¹⁷¹ Entretien avec Teclès, Bakano, 21 Avril 2016.

¹⁷² Entretien avec Teclès, Bakano, 22 Avril 2015.

2016, un des dirigeants, affaibli par la lutte et influencé par son frère, manifesta sa reddition. C'est fut un coup de tonnerre d'apprendre la nouvelle de sa reddition parce qu'Elenge n'avait plus autant de soutien de la population et de ses chefs coutumiers au regard des tracasseries perpétrées contre eux.

Les ambitions personnelles, dans un mouvement miné de l'intérieur par sa gestion interne, et les règles de cohabitation avec les communautés locales, ont aussi joué un rôle important. Cette fragmentation fut amena l'éclatement du mouvement en trois sous-branches relativement autonomes et en concurrence : Raiya Mutomboki Kabamba, Raiya Mutomboki Musenge et Raiya Mutomboki Isangi :

« Les Raiya Mutomboki-Musenge et Isangi se sont séparés. Le groupe de la forêt avait adopté le pillage comme mode opératoire et celui de Musenge l'avait refusé. Ils se sont affrontés, après les sages les ont réconciliés, mais après la séparation était effective. »¹⁷³

Perçues comme stratégies de démobilisation de combattants par les Raiya Mutomboki, les sensibilisations ont concouru à la fragilisation du mouvement :

« A Musenge, avec les sensibilisations, les Jeunes Raiya Mutomboki ont compris et se sont opposés à Elenge. Kabamba va répondre aux ordres d'Isangi alors que Musenge (combattants) se sont affrontés avec les Raiya Mutomboki Kabamba ou un combattant fut tué. »¹⁷⁴

Beaucoup d'autres témoignages confirment que les commandants Raiya Mutomboki Kaluba Elenge Heritier et Akilimali Mitamba s'opposaient à tout discours de sensibilisation à la démobilisation. La plupart des chefs locaux qui étaient partis pour les rencontrer à ce sujet, ont été soit arrêtés ou menacés de se faire arrêter. Pour eux, les démobilisations volontaires des combattants fragilisaient leur groupe armé en le dépouillant de ressources en forces physiques combattantes. Signé à Itebero entre les Raiya Mutomboki et les Mai Mai Kifuafua, l'accord ne fut pas respecté par les Raiya Mutomboki. Sur la route nationale qui relie Hombo à Itebero, des mouvements des populations ont été constatés de part et d'autre des deux groupements. Profitant du contrôle d'une série des localités, les combattants Raiya Mutomboki excellèrent dans les attaques et pillages de biens. Ainsi, les deux forces armées s'affrontèrent au point que des témoins rapportaient des faits de viols de femmes et de pillages :

« Ils se sont disputés lorsqu'ils ont créés les deux fractions d'Isangi et de Musenge. Il y avait des combats entre RM, ensuite les Raiya Mutomboki avec les Mai Mai Kifuafua suite à la violation des

¹⁷³ Entretien avec Teclès coutumier, Bakano, 22 Avril 2016.

¹⁷⁴ Entretien avec Teclès coutumier, Bakano, 22 Avril 2016.

accords d'Itebero par les RM. Ces derniers sont allés piller à Mukura dans le groupement de Waloaluanda, ce qui a poussé les Mai Mai Kifuafua à s'affronter avec les Raiya Mutomboki. La conséquence est qu'on a entendu des viols ; des maisons incendiées à Musenge comme à Mifuti. Les Raiya Mutomboki comme les Mai Mai Kifuafua auraient violé des femmes. »¹⁷⁵

Autonomie et circulation inter-champs au niveau local

Tournant le regard vers des objectifs communs entre combattants et membres des communauté dans la traque contre les FDLR, après la campagne de Waloaluanda, les Raiya Mutomboki sont devenus complètement autonomes des coutumiers et des chefs de village, assumant personnellement leurs décisions. Par contre, sur le plan financier, ils n'avaient pas de plan de mobilisation financière cohérent. En marge des attaques contre les véhicules, le prélèvement des taxes sur les motos à Otobora ainsi que la politique des « état de besoins ¹⁷⁶ », le contrôle de marchés locaux les intéressait moins comme processus d'accumulations de capital économique (revenus).

Les effets internes à leurs mouvements auraient provoqué des scissions remettant en cause l'autonomie et la force du groupe armé. Ainsi, le fait d'accumuler le plus de ressources de sécurité aurait permis aux Raiya Mutomboki de faire de mouvements dans les différents sous-champs au sein de l'espace social villageois. Devenus à la fois juges et procureurs, ils se sont impliqués dans le sous-champs coutumiers (justice). Dans le champ local économique, particulièrement la production artisanale des minerais, ils ont imposé des prélèvements dans les sites miniers localisés dans leurs zones de contrôle.

Jouissant d'une relative autonomie, mais contraints par les forces des groupes armés concurrents, la marge de manœuvre de Raiya Mutomboki fut limitée d'autant plus que le sens de leurs luttes n'était pas compris.

Régime rebelle violent et perte du capital social de rébellion

« La particularité de ce centre Isangi est que c'est le chef-lieu de la localité avec un centre de santé de référence mais qui avait été incendiée. Les principaux centres commerciaux de Isangi sont : Itebero, Musenge, Hombo, Bukavu. Lors qu'Isangi était encore en paix, il y avait trop de boutiques et des commerçants. Avec les rebellions Raiya Mutomboki, et leurs relations avec les

¹⁷⁵ Entretien avec Teclès, Bakano, 20 Avril 2016.

¹⁷⁶ Etat de besoin : Ensemble des biens recommandés par les Mai Mai aux marchés, le plus souvent auprès des présidents des Marchés ou de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC).

commerçants, la plupart des gens ont quitté la zone. Aujourd'hui à Isangi, il n'y a pas des boutiques, moins encore des pharmacies ni des commerçants ou des petits commerçants. Isangi est vidée de tous ces opérateurs à la suite des tracasseries et violences causées par les Raiya Mutomboki. »¹⁷⁷

Considérés hier comme libérateurs et protecteurs, les combattants Raiya Mutomboki Elenge Kaluba ont perdu aujourd'hui un important appui dans leur lutte : le concours des coutumiers, des chefs des villages et des populations à la cause d'un régime rebelle violent. Beaucoup de chefs ont été maltraités suite à des manques dans la collecte des biens et de nourritures et des habitants ont fui leurs propres villages. La plupart des habitants s'étant déplacés des zones contrôlées vers les grands centres pour de raisons de sécurité, les Raiya Mutomboki Elenge ont rompu et perdu les liens tissés à l'issue de la mobilisation armée de 2012 contre les FDLR.

Les lieux de création de ces liens furent les villages, souvent suite aux convocations par des coutumiers ou des chefs du village. Ainsi, la fuite de ces chefs est un acte démontrant la rupture entre eux et les combattants. Par exemple à Isangi, le chef de la localité n'avait pas supporté les scènes de partage de butins de pillages dans son village et d'humiliations de pasteurs forcés à travailler pour les combattants, ainsi que leurs immixtions dans les dossiers du chef de localité. En contactant le centre d'Itebero, il manifesta son mécontentement et la rupture de ses relations avec le leadership Raiya Mutomboki, tout en préservant celui avec Kaleba Mpamba, le chef d'Etat-Major. La plupart de nos entretiens attestent l'opposition aux et le manque de confiance envers les Raiya Mutomboki Elenge, moins perçus comme une mobilisation armée de protection que comme un ramassis de pillards et de kidnappeurs, surtout après la campagne de Waloaluanda.

Détériorant leurs relations avec les différentes couches des populations, ces combattants ne pouvaient plus rien espérer des populations, sauf par imposition. Dans certains villages, comme Mayuwano, le dernier village séparant le groupement Bakano de celui de Bakonjo, des populations révoltées par le mauvais traitement attribué aux combattants Raiya Mutomboki, se sont résolues à aider les FARDC à démanteler les positions des Raiya Mutomboki Elenge. En conséquence, les extorsions, les mauvais traitements et les stratégies de pillages ou Kidnapping détériorèrent les relations d'appui

¹⁷⁷ Observations personnelles.

avec les communautés et les autres liens créés par la rébellion au point que le groupe a perdu son capital social de rébellion.

Ces trois études de cas sont révélatrices des dynamiques dans le champ de sécurité dans l'Est de la RDC. Elles révèlent des parallélismes entre les discours sécuritaires légitimant les luttes alors que, d'un autre côté, des groupes armés ayant ou n'ayant pas expérimentés la démobilisation, subissent des forces externes facteurs de conversions individuelles ou collectives. Il apparaît clairement que les discours de résistance au DDR sont homogènes ou hétérogènes, et à nuancer dans la mesure où les revendications ne sont pas proportionnelles aux dynamiques intra-champs de sécurité. Les études de cas montrent une corrélation entre les pratiques rebelles et la concentration du capital social ainsi qu'avec les forces externes au champ, produisant des actions sur les conversions individuelles ou collectives, pour les cas de Bakano et Waloaluanda. Dans les lignes suivantes, nous analysons les résultats en reliant les études de cas avec la littérature existante.

4.2 Analyse des résultats

Liée aux trois études de cas décrits au premier point de ce chapitre, cette analyse constitue le but final de ce travail. L'objectif central étant d'illustrer la littérature existante (voir chapitre 2) par les cas de terrains et de présenter les constats majeurs en termes d'apprentissages. Les constats tirés de cas de terrain, en fonction des concepts théoriques, sont les suivants.

Dans un contexte d'absence et de fragilité de l'État, le champ local de sécurité dans l'Est de la RDC existe à travers des sous-espaces sécuritaires relativement autonomes ; institutionnalisés ou non ; luttant pour le monopole de sécurisation, par la provision de services de protection et de défense communautaire.

Ces sous-espaces sécuritaires agissent selon la légitimation et l'espace de contrôle, la violence armée y joue un rôle hybride : défense et insécurisation. Par exemple l'armée Congolaise et la Police nationale congolaises, les services de sécurité et les groupes armés nationaux et étrangers.

La résistance à la démobilisation, différemment constatée, se manifeste par les pratiques et les discours récurrents exigeant certaines récompenses comme l'intégration au sein des sous-espaces sécuritaires institutionnels ou des transformations rurales. Nuançant

les arguments sur la résistance, l'étude ayant relevé des conversions individuelles et collectives, les exigences des contreparties, à la hauteur des attentes des groupes armés, ont été un des points de non-adhésion au processus DDR.

La conduite des combattants envers les populations pendant la rébellion peut être considérée comme une unité de mesure du niveau de construction d'un capital social de rébellion, deux études de cas permettant de confirmer le capital social de rébellion

Enfin, le processus de conversion du capital local de sécurité, incarné dans le processus DDR et institutionnalisée par l'UEPNDDR, n'a pas saisi ni circonscrit les défis posés par les barrières inter-champs dans l'espace social local, rendant ainsi problématique le processus de reconversion de capital de sécurité. Si nous avons constaté certaines démobilisations volontaires individuelles, ce sont les membres des familles qui tentent de réintégrer l'ancien combattant dans le champ social au niveau villageois. Nous référant au chapitre premier, quatre grands courants peuvent être identifiés dans la littérature existante. Il s'agit de la violence avec ses revendications et impacts fonciers, les entrepreneurs politico-militaires et la (ré)mobilisation armée ; les autorités publiques et les groupes armés et, enfin, les échecs du DDR, de la réintégration dans l'espace social local.

Ces quatre courants de la littérature peuvent être illustrés par l'analyse des cas de terrain en vue de comprendre les dynamiques de champ et la résistance au processus de conversion¹⁷⁸ de capital de sécurité au Congo, plus précisément dans les groupements Bamuguba/sud, Waloaluanda et Bakano.

4.2.1 La littérature illustrée par les trois études de cas de terrain

Cette section cherche à illustrer les quatre courants de la littérature existante par nos études de cas de terrains. Dans un premier temps, notre ambition est d'arriver à déterminer si notre recherche nuance ou contredit les postulats de la littérature existante. Et, dans un second temps, montrer qu'à travers ces trois études de cas, nous pouvons contribuer avec un apport conceptuel dans le débat sur les groupes armés, la démobilisation et le développement dans l'Est de la RDC.

¹⁷⁸ DDR : Il est conceptualisé comme un processus de conversion du capital de sécurité

Violence, revendications et foncier (terre des ancêtres)

La violence armée est abordée dans ses différents aspects dans nos trois études de cas. Si la mobilisation dans la violence armée et la justification de l'existence d'un groupe armé par présence de menaces externes rejoignent la littérature existante, situer ces dynamiques dans un cadre de compétition où les agents concourent pour le monopole de la sécurité avec des institutions étatiques locales est, par contre, beaucoup moins abordé dans la littérature existante. Ainsi, la conceptualisation du champ local de sécurité est notre modeste contribution conceptuelle aux études sur la sécurité dans l'Est de la RDC. Par ailleurs, la violence s'accompagne d'une mobilisation des ressources humaines et de l'exercice d'une coercition locale. Si les trois cas d'étude rejoignent la littérature par rapport à la mobilisation des villageois dans la violence armée (Vlassenroot, 2002 ; Brabant & Nzweve, 2014), l'existence d'un capital de sécurité convertible est une autre partie de notre contribution conceptuelle apportée au débat sur les groupes armés dans les pays fragiles.

Entrepreneurs politico-militaires et (ré)mobilisation armée

Les entrepreneurs politico-militaires et la (ré)mobilisation constituent le deuxième courant de la littérature abordée dans cette étude. Il se retrouve dans les trois cas d'études. Tout en rejoignant la littérature existante sur les entrepreneurs politico-militaires, cette étude montre que, si la littérature aborde plutôt les élites politiques et militaires en dehors de la structure organisant les groupes armés (Verweijen., Vogel & Musamba, 2019 ; Stearns, 2013 ; Stearns 2018), ces derniers n'influencent pas toutes les dynamiques internes au sein de groupes armés. Comme parties prenantes, les entrepreneurs politico-militaires ne se trouvent pas, le plus souvent, à l'extérieur du champ de sécurité. La plupart de dirigeants Raiya Mutomboki de Bamuguba Sud, ont un parcours militaire dans leurs trajectoires personnelles. L'on peut parfois associer leur radicalisation à l'exigence d'amnistie, ou à des problèmes personnels avec la hiérarchie FARDC.

Si une élite politique ou militaire, peut manipuler de l'extérieur tout un groupe des gens, le troisième cas nuance la littérature par l'argument de l'agentivité des petits combattants au sein du groupe armé. Les entrepreneurs politiques ne sont pas toujours

les seuls à mobiliser, démobiliser ou remobiliser dans le domaine de la violence armée. La scission au sein des Raiya Mutomboki Kaluba Elenge Heritier fut plutôt le résultat des luttes internes dans le groupe armé que l'œuvre d'entrepreneurs politico-militaires. Moins abordée dans littérature sur les groupes armés en RDC, les dynamiques des luttes et de positionnement au sein des groupes armés nuancent l'argument d'exclusivité que la littérature réserverait aux élites politico-militaires dans la (ré)mobilisation armée. En abordant la (ré)remobilisation armée par la seule volonté des entrepreneurs politiques, la littérature limite les possibilités et la capacité décisionnelle du combattant. Le rôle des élites locales n'est pas soulevé dans la littérature.

Par contre des similitudes s'observent entre la première et la troisième étude de cas, à travers la mobilisation des entrepreneurs militaires. La troisième étude de cas nuance la littérature à travers une confusion entretenue sur les élites par le manque de prise en compte de l'implication des paysans et des rapports des classes dans 'l'espace des positions villageois'. Concrètement, nous voulons montrer que la mobilisation des élites devrait mieux tenir compte des niveaux d'échelles et de leurs démarcations en fonctions de secteurs d'activités. C'est notre deuxième modeste contribution conceptuelle à la littérature existante.

Autorité publique et groupes armés

Troisième courant de la littérature exploitée dans cette étude, les formes d'autorité publique et de groupes armés s'observent à partir des rapports de pouvoir entre les deux forces. Favorisé par la défaillance de l'Etat, des acteurs armés et des acteurs de la société civile s'imposent dans la vie publique locale. Leur implication dans l'espace public local fait référence à l'exercice du type d'autorité qu'ils détiennent. Défaillant, l'Etat¹⁷⁹ congolais peine à imposer sa souveraineté et son autorité dans toute l'étendue

¹⁷⁹ Selon Bourdieu l'État c'est un «ensemble de ressources spécifiques autorisant leurs détenteurs à dire ce qui est bien pour le monde social dans son ensemble, à annoncer l'officiel et à prononcer des mots qui sont en fait des ordres, parce qu'ils ont derrière eux la force de l'officiel. La constitution de cette instance s'est accompagnée de la construction de l'État au sens de population comprise dans des frontières. Autrement dit, c'est en construisant cette sorte de chose extraordinaire qu'est un État, en construisant cet ensemble de ressources organisationnelles, à la fois matérielles et symboliques, auquel nous associons la notion d'État, que les agents sociaux responsables de ce travail de construction et d'invention ont construit l'État au sens de population unifiée parlant la même langue auquel nous associons d'ordinaire le rôle de cause première». (Bourdieu, 2012 : 60-61).

du pays. L'état ne pourvoit pas aux services sociaux de base comme le font ses pairs du type Westphalien.

Nos trois cas études rencontrent ce courant de la littérature, les groupes armés évoqués étant nés dans un contexte de faiblesse institutionnelle étatique. Le Raiya Mukombozi, les Raiya Mutomboki Kaluba Elenge et les Mai Mai Kifuafua du Général Mbaenda Musa Delphin concurrencent les représentants de l'Etat dans leurs zones. Nos observations empiriques de leurs discours le démontrent. Dans certaines zones, les groupes armés sont devenus pourvoyeur de la défense des communautés dans le secteur de la sécurité locale. La perception des acteurs est cependant relative, elles dépendent du comportement des acteurs et du degré de communication avec les gouvernés, ainsi que de la légitimité conjecturale des groupes armés. Elle tient donc compte de plusieurs paramètres.

La littérature existante aborde peu les différents rapports de compétition entre groupes armés et représentants de l'Etat dans le sud de Walikale. Les deux études des cas en sont une illustration tout en nuancant ces approches. Notre contribution aura été celle de montrer que, dans un même espace, deux groupes armés ont remis en cause l'ordre étatique par deux modèles différents de contrôle territorial armé.

Echecs du DDR, réintégration dans l'espace social local et résistance

Abordons maintenant le quatrième et dernier courant de la littérature retenue dans le cadre de cette étude. Certaines réflexions de ce courant de la littérature existante s'illustrent partiellement dans les trois études de cas. Mieux observés dans le cas des Raiya Mutomboki dans le groupement Bamuguba-Sud, pour avoir expérimenté les processus de démobilisation, les échecs de la démobilisation sont moins traités dans la deuxième et la troisième étude de cas. Conceptualisés comme phénomène de résistance au processus de DDR, les discours de résistance et de revendication de grades ou de positions au sein des FARDC ou de la PNC et les discours de revendications de transformations rurales sont considérés comme illustrations de la résistance au processus de démobilisation et de la reddition à la fois.

Bien que certains des discours tenus sur le terrain soient critiques quant aux options adoptées par le processus de la démobilisation ; facteurs externes au processus ainsi que d'obstacles dans l'espace social villageois sont exploités dans la littérature existante. Le

premier cas d'études est explicite quant à ce qui concerne les échecs des programmes (non-encadrement des combattants, modicités des Kits de réinsertion) et le non-suivi du travail de réintégration. Une personne-clé, travaillant pour une institution internationale à Bukavu, révèle qu'au lieu de procéder à la réintégration des ex-combattants, les autorités sont plus enclines à faire de la réinsertion.

Les problèmes de la réintégration des ex-combattants dans l'espace social local ne restent pas suffisamment observés dans la littérature. La deuxième et troisième étude de cas, y compris les discours empiriques, montrent que les conditions de réintégration dans certains sous-champs restent moins bien appréhendées. Peut-on fonder tout espoir sur un projet de production des pains dans un centre comme Kigulube sans que les démobilisés ne soient soumis à des taxes et des impôts ? Est-il possible de lever les barrières d'entrée dans les sous-champs de petites entreprises afin de faciliter l'intégration des ex-combattants ? Fondée sur une critique du programme DDR, dont les offres ne seraient pas disponibles au combattant, ce haut responsable de la MONUSCO au Sud-Kivu affirme:

« Dois-je traquer un vieux de 50 ans et un Mai Mai de 25 ans ? Je ne peux pas mettre tous les hommes dans les mêmes seaux. (...) Tu penses que quelqu'un qui a été cordonnier pendant 15 ans, l'amener à Kavumu pour en faire un électricien ça va marcher ? »¹⁸⁰

Sceptique et critique, cet agent pense qu'il est difficile de convertir au même degré un vieillard et un jeune mobilisés dans la violence. Il reste important de penser à la conversion même si c'est compliqué de convertir un cordonnier de 15 ans d'expérience en électricien. Les études sur les groupes armés et la démobilisation restent liées. Illustrée à travers les cas d'étude, la résistance au processus DDR est une thématique moins abordée dans la littérature existante. Les discours empiriques confirment que la résistance contre la démobilisation se présente sous différentes options, mais dans des contextes presque similaires. Certains groupes armés résistent à travers les discours de légitimation alors que d'autres mettent en cause les opérations militaires ou la perte du capital social de rébellion consécutive au régime de contrôle violent de la population.

La résistance au processus de démobilisation nous permet donc, conceptuellement, d'appréhender différemment les groupes armés dans une espace de compétition. Cette analyse a permis de montrer les contributions sur la base des études de cas et les quatre

¹⁸⁰ Entretien avec un directeur du Bureau de la MONUSCO de Bukavu, Bukavu, 7 Juin 2019.

courants de la littérature. Telle qu'annoncée dans les premières lignes de cette partie, l'analyse de matériaux ainsi que leur description ont aussi généré des constats majeurs issus du terrain.

4.2.2 Constats majeurs issus de cas de terrain

Essentiellement consacrée aux leçons tirées de l'exploitation des études de cas, la partie sur les constats tâchera de faire ressortir les contributions conceptuelles générées à partir de ces recherches et d'autres résultats issus de la littérature.

Discours de légitimation dans le champ local de sécurité

Nous référant aux trois études des cas, les manifestation d'un espace de compétition, dont l'enjeu est pour certains la réoccupation d'espaces géographiques perdus ou la défense des positions acquises, situe une dialectique d'ensemble. A l'époque de la regimentation, le phénomène de retraite des militaires est observé dans les trois études de cas. S'agissant du cas des Raiya Mukombozi, le champ local de sécurité se présente à travers les différents acteurs armés communautaires (groupes armés), les FARDC présents et les autres agents. Ce champ local de sécurité n'est pas purement géographique même les dynamiques se passent dans un espace localisé. Le deuxième cas d'étude présentait aussi cette configuration entre 2012 et 2015 lorsque les FARDC ont réoccupé toutes les zones contrôlées par des groupes armés. Il en va de même pour le troisième cas avec l'occupation armée du groupement de Waloaluanda.

Composé par des agents et des individus issus des différentes classes, comme le suggère Bourdieu, le champ de sécuritaire localisé présente des caractéristiques particulières. Les individus ou groupes d'individus, ayant été mobilisés pour lutter contre les menaces FDLR dans les groupes armés, font partie de différentes catégories (coutumiers, enseignants, commerçants). Dans les groupes armés, ces derniers ne sont pas exempts des dynamiques de concurrence ou de pouvoir. Tout en nuanciant la littérature concernant les champs de luttes ou de position, il est important de souligner la pertinence de ce concept pour les études des groupes armés et la démobilisation.

La littérature abordant la problématique des groupes armés et sécurité et développement à travers la grille de lecture Bourdieusienne, traite moins de la résistance au processus de démobilisation. Toutes les actions sont considérées comme échecs. La controverse

entre la littérature et les cas de terrains présentés ici, est constituée du fait que les cadres d'analyse limitent de façon importante les relations alors que le terrain montre qu'il existe des interconnexions effectives entre ces sous-espaces qui ne sont pas si fermés.

Discours et pratiques de résistance au DDR

La résistance au processus DDR ou de conversion du capital de sécurité s'est manifestée différemment dans les trois études de cas. Les Raiya Mukombozi (étude de cas 1) ont résisté, depuis leur création en 2010 à nos jours, au processus de démobilisation par des discours exigeants des récompenses. Les institutions étatiques ne sont pas arrivées à répondre à leurs exigences, proposant un désarmement et une démobilisation non suivies d'appui à la réintégration. En revanche, on a découvert qu'une des dimensions importantes, moins abordée par la littérature, est l'impact des décisions personnelles des combattants sur sa propre démobilisation.

Le cas de terrain de Bamuguba-sud, atteste l'existence, au-delà des préalables exigés par les groupes armés à la démobilisation, de facteurs attribuables aux intentions individuelles des combattants. Si l'on exige une amnistie pour le groupe armé en son entièreté, la pratique montre, qu'à travers de petite démobilisation, quelques ex-combattants se sont rendus au processus de conversion à Kitona et à Kamina (plan DDRIII) et sont rentrés dans leurs villages. Certains combattants Raiya Mukombozi, par contre, ne pouvant pas se présenter au processus privé ou étatique, décident de partir, dans le cadre de leur propre agentivité, sans y associer l'institution en charge du processus de démobilisation.

La résistance au processus de démobilisation se manifeste à travers les discours de protection et de défense communautaire, l'exigence de récompense et le contrôle du territoire au cas où ils se rendraient. En réalité, les Mai Mai Kifuafua s'opposent à l'intégration au sein de l'armée et de la police en lieu et place de la résistance. Observant les rapports des négociations entre Mai Mai Kifuafua et représentants étatiques au niveau local, la reconnaissance des efforts consentis et l'obtention d'une récompense ont dominé le discours des acteurs armés.

Les études sur la gouvernance rebelle (Arjona, 2014 ; Mampilly, 2007 ; Arjona et al., 2015) trouvent ces discours légitimant la présence des groupes armés peu significatifs. Ces discours cependant, loin d'être de simples arguments de légitimation, constituent,

en réalité, des descripteurs objectifs des enjeux de la démobilisation pour ce groupe armé.

Défis de réinsertion, déclassement et résistance

Ce constat est beaucoup plus manifeste dans les cas de Raiya Mukombozi que pour les autres groupes armés. Ce constat est confirmé par un ancien combattant Raiya Mukombozi, revenu dans le centre de Kigulube, qui se voit déclassé. Lorsqu'il était membre du groupe armé, il occupait une position dominante dans le village. Dépourvu de sa capacité de coercition et de pouvoir, le combattant regrette de s'être démobilisé. Il est l'objet d'arrestations et de moqueries et se voit comme déclassé dans la société. L'effet de déclassement dans l'espace social, peu abordé dans la littérature sur la démobilisation des groupes armés, est une autre de nos modestes contributions conceptuelles aux études sur les groupes armés en RDC.

Régimes rebelles, perte du capital social et défis de réintégration

La perte du capital social de rébellion, résultante d'un régime rebelle violent, est associée aux problèmes d'intégration de certains combattants dans le champ social. Le cas de Raiya Mukombozi, rencontrés à Kigulube, le montre bien, tandis que les deux autres cas nuancent notre argument. Tout en reconnaissant le rôle crucial, en apportant leur soutien aux groupes armés, joué par les habitants dans la mobilisation communautaire armée, il est important de constater que la violence exercée par un régime rebelle est à la base des ruptures de liens entre combattants et population.

En 2015, lorsque les FARDC chassent les combattants Raiya Mukombozi sur la route principale, le mode opératoire d'une des factions de Raiya Mutomboki fut les braquages, les enlèvements et les tueries. Ces actes, considérés comme obstacles aux mouvements et à la circulation des personnes et des biens dans la région, ont contribué au renforcement de la haine envers le groupe armé et à la perte de tous les liens que le groupe armé avec crée en 2012 lors de la traque contre les FDLR. En terme du capital de sécurité, de ressources en termes des forces physiques (combattants) et de capacité de coercition du groupe armés, il diminue de volume à mesure que le groupe n'en construit pas d'autres.

Le général Elenge Kaluba Heritier, récemment décédé suite à une attaque violente, s'est illustré négativement avec ses hommes dans un régime rebelle violent envers les différentes catégories des paysans. Entre 2013 et 2015, les populations des nombreux villages ayant soutenu la traque de FDLR se sont vidées, alors que des enfants, des pasteurs et des fonctionnaires s'étaient mobilisés pour la traque. Fréquemment des villageois, fatigués par les impositions, les amendes et les tracasseries, désertaient leurs villages pour aller habiter dans le grand centre d'Itebero. Même le chef de la localité, incapable de supporter les menaces et les exactions contre sa population, s'est décidé à fuir et à apporter son appui aux militaires des FARDC. Ce cas n'est, par contre, pas à mesure de montrer si ces anciens combattants, au retour dans leurs villages, ont éprouvé des difficultés d'intégration dans le champ social villageois.

Le cas de Mai Mai Kifuafua est particulier, étant limité à certaines démobilisations volontaires de certains combattants. Avant que le général Delphin Mbaenda, en négociation avec les coutumiers et les chefs des villages, ait pris l'option de sanctionner les combattants qui, indisciplinés, tracassaient la population, un régime rebelle de violence contre la population caractérisait cette rébellion.

Les décisions internes au Mai Mai Kifuafua, à défaut de contrôler tous les abus et tracasseries, sont parvenues à redonner un autre aspect aux relations entre combattants Kifuafua, les membres des familles et les personnes qui fréquentaient le groupement (les commerçants). De ce point de vue, les Kifuafua ont su capitaliser les chances d'accroître le volume de leur capital social de rébellion et l'ont entretenu, malgré de nombreuses plaintes contre certains combattants et des méthodes négatives de gestion de l'ordre public. S'ils ont maintenu leur capital local de sécurité à travers leurs capacités de coercition, ils l'ont également préservé à travers de nombreuses défenses contre des guerres externes.

Barrières entre champs et défis de reconversion du capital local de sécurité

Ce constat est fait dans l'ensemble du champ de sécurité et des relations dans l'espace social local. La conversion de capital de sécurité, ne s'accompagnant pas de mesures d'ouvertures des frontières entre champs, ne peut permettre l'intégration ni assurer une reconversion complète du combattant. La conversion du capital de sécurité en une espèce de capital scolaire de métiers ou capital scolaire d'entrepreneuriat local, ne procédant pas à la levée des barrières entre sous-espaces sociaux (social, économiques,

des entreprises, commerce), ne peut faciliter la reconversion des ex-combattants. Cette réalité se manifeste avec plus d'insistance dans le cas de Raiya Mukombozi que dans les deux autres cas.

En effet, dans le cas de Raiya Mutomboki (Bamuguba-Sud), les faits empiriques montrent que déclassés, des ex-combattants, n'étaient pas en mesure de se reconstituer à défaut de mesures réelles de levée des exigences d'intégration dans les secteurs des productions (les entreprises locales ou les secteurs des entreprises). Ces faits montrent également les limites de la coutume et des méthodes militaires. Ces méthodes militaires nuisent à la quiétude et à la stabilité des combattants dans les villages. La littérature existante n'apporte pas de réponses par rapport aux dynamiques ci-dessus, même si elle souligne souvent le problème de réinsertion individuelle par opposition à celle communautaire, mais sans aller plus en détail. Même si la littérature centrée sur les institutions et les échecs du DDR foisonne, une littérature qui se distingue dans l'analyse des barrières entre différents sous-champs dans l'espace social local, pouvant impacter la reconversion des ex-combattants, semble rester nécessaire.

Trois études de cas, celui des Raiya Mukombozi, celui des Mai Mai Kifuafua et celui des Raiya Mutomboki Elenge Kaluba Héritier, furent décrites. Loin d'être exhaustives, elles ont permis cependant de cerner certains des objectifs assignés. Tels que localisés dans les milieux ruraux, en analysant les relations avec les communautés ou les agents dans les autres secteurs (secteur de sécurité, de l'armée etc.), nous avons démontré que les groupes armés agissent sous peu de contraintes, qu'ils sont largement autonomes et pas complètement fermés car leurs mouvements subissent (différemment) des effets en provenance d'autres champs.

Fort d'un capital de sécurité, les groupes armés, tout en reconnaissant leur implication dans la protection et défense des communautés, ont diversifié leurs discours de résistance contre le processus de la démobilisation. Des combattants qui n'ont pas hésité à rejoindre, individuellement ou collectivement, le processus de démobilisation, se sont vus affectés par le phénomène de déclassement dans la société. Conçu pour la réintégration des combattants dans leur espace social local, le processus DDR, dont l'ultime objectif est de rendre effective la conversion « forcée ou volontaire » du capital de sécurité, devrait envisager, au-delà de ses actions, d'avantage de possibilités de réussites dans l'espace social villageois.

Deux modalités de raisonnement et d'analyse ont été mobilisées pour comprendre ce sujet de recherche. Au-delà des allers-retours analytiques entre la littérature existante et les discours empiriques des terrains, nous tenions à retrouver des occurrences, des descripteurs importants, qui impliquent les groupes armés dans le champ de sécurité ainsi que les types de revendications mobilisés. Exploiter les données de terrain afin de faire resurgir les éléments confirmant l'hétérogénéité des discours de résistance et d'opposition préalable aux respects des « promesses », fut notre deuxième modalité analytique. La grande majorité des bailleurs de fond et acteurs de terrain (ONG, champ bureaucratique) se sont concentrés sur la dimension technocratique de la démobilisation et de la réinsertion, ne tenant pas compte en grande partie des limites entre espaces sociaux, entre secteurs d'activité locaux ainsi que des limites entre classes sociales. Nous avons, par ailleurs, sur base de l'analyse des résultats significatifs de nos études de terrain, tiré quelques conclusions.

5. CONCLUSION

Centré sur les groupes armés et les champs de sécurité à travers une analyse de la résistance au processus de démobilisation dans l'Est de la RDC, cette étude propose de nouvelles pistes pour appréhender différemment les difficultés de ce processus vital pour ramener la paix et la sécurité dans la région, alors que tous les efforts pour diminuer la mobilisation armée dans les Kivus semblent, depuis des décennies, voués à l'échec. Les narratifs typiques des certains bailleurs de fonds qui prétendent à des avancées dans les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) semblent pour le moins discutables au vu de la réalité du terrain. Les résultats de cette étude contrastent avec ces discours de réussite. Elle propose quelques explications inédites afin de mieux saisir certaines raisons des échecs à répétition des processus DDR en RDC.

En voulant comprendre l'attitude et le comportement de groupes armés envers le processus de démobilisation dans l'espace social local Congolais, une question de recherche a été formulée afin d'affiner notre démarche. Nous voulions comprendre pourquoi certains groupes armés résistent au processus DDR alors que d'autres y adhèrent. Cette question a été complétée afin de mieux comprendre la diversité des discours, d'attitudes et de comportements vis-à-vis du DDR et de tirer les leçons par rapport à un tel contexte de conflit ou post-conflit.

Ce mémoire avait comme objectif principal de comprendre, à travers la lecture Bourdieusienne, la diversité des discours, de comportements et d'attitudes de groupes armés. Plus spécifiquement, les objectifs poursuivis sont d'analyser la complexité des discours de résistance au DDR, de contribuer à la conceptualisation du champ local de sécurité avec le lien les groupes armés et le DDR et de d'analyser si les programmes/processus DDR, vus à travers la grille Bourdieusienne, constituent un processus de conversion de capital de sécurité.

A travers la technique documentaire, nous avons sélectionné dans la littérature ce qui était nécessaire pour fonder notre étude. L'approche comparative a servi de base pour l'analyse de nos trois études de cas. Ces trois études, tout en n'étant pas situées dans un même milieu administratif, présentent des convergences et des divergences importantes. La méthode qualitative, dans son approche socio-anthropologique, a été utilisée pour collecter les données de terrains. Nous avons effectué, depuis 8 ans des recherches sur

la thématique des groupes armés. La production des données de terrain a privilégié les entretiens avec des personnes-ressources, des combattants ainsi que les seigneurs de guerres. Les observations de terrains comme la collecte des pièces ou des déclarations et cahiers de charges des groupes armés, sont ont d'autant complété nos entretiens. Si l'approche d'arborescence a primé pour la sélection des témoins, les questionnements de groupes focalisés et les entretiens collectifs ont également eu leur part de contribution dans la production des données de terrain. L'analyse artisanale, c'est-à-dire contrôle des occurrences du discours par rapport aux thématiques soulignées, a aidé à saisir les messages des interlocuteurs.

Ainsi, la lecture exploratoire nous a permis de constituer de typologies de la littérature moins exhaustives mais pertinentes. Quatre courants de la littérature existante ont été significatifs dans le cadre de cette étude. Les auteurs du premier courant (violence armée, revendications identitaires et foncières), ont axé leurs travaux sur les fonctions de la violence armée dans la défense des terres et des revendications de la citoyenneté sans aborder les mécanismes de la démobilisation. Ceux du deuxième courant de la littérature (l'entrepreneuriat politico-militaire et la mobilisation) ont axé leurs études sur le rôle des élites militaires et politiques dans la (ré)mobilisation armée, sans y inclure les élites institutionnelles et socio-économiques. Ceux du troisième courant de la littérature portent leur attention sur l'implication des groupes armés dans l'espace public local, dans un contexte de fragilité de l'Etat. Ceux du quatrième courant de la littérature traitent des succès et échecs de la démobilisation et de la remobilisation armée. Ces auteurs partagent des points de vue divergents sur les échecs de la démobilisation des groupes armés nationaux dans chacune de ses étapes (désarmement, démobilisation, réinsertion et réintégration).

L'approche comparative, a permis d'analyser les discours et les stratégies utilisés par des groupes armés en vue de résister à la démobilisation et, aussi, de mieux appréhender certains effets externes sur les groupes armés. Nous avons ainsi pu mieux comprendre pourquoi certains combattants ne parvenaient pas à s'intégrer dans le champ social villageois. Pour répondre à nos questions et dans le souci d'illustrer les courants de la littérature existante, nous avons considéré, à travers une démarche inductive, trois groupements (l'un au Sud-Kivu et deux autres au Nord-Kivu) comme sites d'observation du contrôle territorial par des groupes armés et des relations entre ces derniers et les autres sources de pouvoir. Il s'agit des Raiya Mutomboki, des Mai Mai

Kifuafua du Général Delphin Mbaenda Musa et des Raiya Mutomboki du général autoproclamé Kaluba Elenge Héritier. Ces trois groupes armés, développent, de 2012 à 2016, des discours similaires de résistance à la démobilisation.

Leurs particularités viennent du développement d'un discours exigeant des postes au sein de l'armée ou de la police ou dans le secteur politiques ou exigeant des récompenses en termes individuels ou collectifs. Deux de ces groupements ont expérimenté la démobilisation volontaire, individuelle et collective, le troisième résiste encore toujours à la démobilisation. Deux de ces groupes armés ont perdu leur capital social de rébellion. La forme de contrôle de la population ou la gouvernance rebelle violente sera présentée ici comme facteur explicatif. La perte du capital de rébellion a des conséquences directes pour les combattants candidats à la démobilisation volontaire ou à la réinsertion socio-économique. Nous fondant sur nos études de cas, nous avons tirés quelques constats, exposés ci-après.

En premier lieu, nous avons constaté la résistance des groupes armés au processus DDR à travers la mobilisation de discours exigeant une récompense en échange de leur démobilisation, exigeant, pour le temps sacrifié et la perte des combattants, des positions au sein des unités des forces armées Congolaises et de la police nationale, avec reconnaissance de leurs grades. Ces discours sont accompagnés d'une opposition à la démobilisation et l'occupation effective de certains villages gardés sous leur contrôle. Cette résistance se manifeste ainsi dans nos trois études des cas. En dépit des cas avérés de conversion individuelle et/ou collective conjoncturelles, les noyaux durs de ces groupes armés résistent jusqu'à aujourd'hui aux programmes.

Un des groupes, en fragmentation, négocie aussi sa reddition tout en exigeant qu'elle se fasse avec le concours de la MONUSCO. Les FARDC ont accentué leur pression sur un autre groupe, au point de les chasser et de réoccuper leurs anciens villages. Une autre dimension importante, peu abordée par la littérature, est l'impact de l'agentivité du combattant (Bohman, 2011). Si la littérature est moins explicite à ce sujet, nos unités d'analyse ont confirmé les intentions personnelles des combattants dans la démobilisation volontaire individuelle.

La résistance au processus de démobilisation se manifeste aussi à travers des discours de protection et de défense communautaire. Ces communautés étant menacées par d'autres groupes armés dans un contexte de fragilité étatiques. L'étude de cas III en témoigne, ce groupe armé opposait son intégration au sein de l'armée et de la police en

lieu aux menaces des autres groupes armés autour du groupement de Waloaluanda. La littérature concernant ces discours de protection communautaire est abondante, mais n'aborde que peu ou pas cette réalité qu'entre 2015 et 2017, ils ont servi à justifier la résistance à la démobilisation ou à l'intégration. Curieusement, ce même groupe vient de signer, en 2018, un acte d'engagement, dans lequel il s'engage à démobiliser les combattants de moins de 18 ans tout en résistant à la démobilisation des combattant dépassant les 18 ans d'âge.

Deuxièmement, nous avons constaté que certains ex-combattants, dans l'espace social local, se heurtant aux défis du déclassement dans la réinsertion, rejoignent la résistance. Ce constat est partagé par deux ex-combattants revenus à Kigulube après avoir suivis le processus de conversion du capital de sécurité. Autrefois dominants au sein du groupe armé, c'est-à-dire pourvu de capacité de coercition, ces combattants regrettent de s'être démobilisés. Objets d'arrestations et de moqueries, il se voir déclassés dans la société constitue un des facteurs pouvant les amener à opérer un retour circulaire (Vlassenroot et al., à paraître). Les effets du déclassement dans l'espace social local ne sont presque pas abordés dans la littérature. Ces effets engendrent des retours circulaires ou remobilisations, ne permettant pas aux combattants déclassés de se stabiliser. Des études devraient être faites afin de mieux comprendre les dynamiques dans les zones de retour des combattants.

Le troisième constat, a été constaté dans deux études de cas et son contraire dans la troisième. Il concerne la perte du capital social de rébellion¹⁸¹, résultant d'un régime de terreur, qui serait une des mesures pour assurer la réintégration individuelle ou collective des combattants. Les actes d'enlèvements, de viols et, de braquages attribués aux membres des groupes armés ou à leurs alliés sont attribuables aussi au mouvement lui-même.

Le fait de ne plus contrôler les ressources sur les routes principales a transformé certains combattants aux pillards ou kidnappeurs. Ces actes ne favorisent pas la consolidation des acquis de la rébellion, mais renforcent la rupture des relations ou des liens sociaux entre les populations et les groupes armés. Les Mai Mai Kifuafua, par contre, ont su capitaliser les chances d'accroître le volume de leur capital social de rébellion, en

¹⁸¹ Le capital social de rébellion sont les liens que le groupe armé construit ou des nouveaux réseaux l'issu d'une rébellion. Lorsque légitimité diminue, ce capital s'érode ou se perd parfois.

entretenant leur image de protecteurs communautaires, malgré les plaintes contre certains combattants et au sujet de méthodes barbares de gestion de l'ordre public.

Le quatrième constat, par ailleurs, est celui des barrières entre les champs qui expliquent aussi les défis de reconversion du capital local de sécurité et la résistance à la démobilisation. Nous avons constaté, en étudiant l'espace social, que la conversion de capital de sécurité qui ne s'accompagne pas des mesures d'ouvertures des frontières entre champs, ne permet pas l'intégration et la reconversion du combattant. La conversion du capital de sécurité à une espèce de capital scolaire de métiers ou d'entrepreneuriat local, ne procédant à la levée des barrières entre les sous-espaces sociaux (social, économiques, des entreprises, commerce) ne peut faciliter la reconversion des ex-combattants.

Cette réalité se manifeste avec plus d'insistance dans le cas des Raiya Mukombozi que dans les deux autres cas. Certains militaires seraient à la base de l'instabilité psychologique d'ex-combattants (démobilisés volontaires ou passés officiellement par le processus DDR). La littérature existante n'apporte pas de réponses par rapport aux dynamiques ci-dessus, si elle souligne souvent que la réinsertion individuelle est plus problématique que la réinsertion communautaire elle n'en donne que peu de détails. Nous avons découvert que les barrières entre champs, longtemps ignorées des études sur les groupes armés et le DDR, constituent des facteurs limitant la réintégration de l'ex-combattant dans l'espace social local. Ces barrières sont, en outre, mobilisées par les acteurs armés dans la résistance. C'est une autre de nos modestes contributions conceptuelles, n'étant pratiquement pas exploitée dans la littérature actuelle sur les groupes armés et le DDR.

Le cinquième constat est que le champ local de sécurité se conceptualise à travers les discours sécuritaires de légitimation ainsi que les pratiques locales des agents dans la sécurisation (M'Munga, 2017). On voit aussi au niveau local que des conflits persistent dans l'espace national congolais à travers des phénomènes récents de fragmentations des groupes armés. A travers les discours, nous avons constaté que les groupes armés sont parfois importants pour la défense de certaines communautés, mais aussi, parfois, des facteurs de leur insécurité. Le champ local de sécurité est une de nos modestes contributions conceptuelles pour tenter de comprendre les groupes armés dans une perspective systémique.

Ces espaces sociaux (M'Munga, 2017) entretiennent parfois des relations de tensions avec les autres espaces sociaux institutionnalisés dans le domaine de la sécurisation et la défense de l'Etat (entre les institutions pourvues de la légitimité de décider sur la société, et celles qui disputent ce pouvoir). Reflets des logiques de fonctionnement de la société à certains endroits, contrastes dans les autres, les groupes armés forment un large sous-espace social de sécurité. Les groupes armés nationaux et étrangers se disputent ou s'allient selon les circonstances pour la défense des populations aussi de leurs propres intérêts. Les forces de sécurité comme l'armée nationale de la RDC, les polices et les services de renseignement, associés à des institutions internationales comme la MONUSCO forment d'autres sous-espaces dont l'enjeu principal est le contrôle de la sécurité. Quelques cas de résistance au DDR sont aussi attribuables aux perceptions que les groupes armés développent envers les forces armées.

Le sixième et dernier constat est que le référentiel du programme de DDR, au-delà de la conception qui lui a été attribuée par les institutions internationales, est assimilé à un programme de conversion et de reconversion de capital de sécurité en RDC. La conversion de capital de sécurité, dans le champ de sécurité de l'Est de la RDC, se propose de convertir un combattant armé en un mécanicien, un maçon, un pêcheur, un motard, un cultivateur, un entrepreneur local ou, plus rarement, en un infirmier, un médecin ou un ingénieur. Sachant que l'individu était classé comme combattant, le processus peut le déclasser ou le reclasser dans l'espace des positions avec la mise en place de politiques de levées des barrières entre les champs. Les différents programmes de démobilisation n'ont pas tenu compte du temps de conversion d'un combattant ainsi que des profils des combattants armés. Ils n'ont pas intégré que ces processus de conversion ne devraient pas être pilotés par les militaires ou être mis en place hors des opérations militaires. C'est pourquoi, une bonne compréhension des dynamiques dans les sous-champs sécuritaire pourrait aider à saisir les défis de conversion de capital de sécurité.

Toutefois, cette étude n'échappe pas aux limites. Elles sont sécuritaires, contextuelles (comme les règles universitaires) ou encore temporelles. Deux autres défis sont la compréhension du contexte mouvant et instable en termes de localisation et des rapports des forces entre les groupes armés, l'armée, la MONUSCO et d'autres acteurs, et que la littérature sur les groupes armés aborde très peu les dynamiques internes des groupes armés.

S'agissant des perspectives des recherches ultérieures, le concept théorique Bourdieusien offre un large éventail de matières pour étudier les groupes armés, la démobilisation et la résistance à la démobilisation. Seulement trois cas ayant été présentés ici, pour élargir la compréhension de la persistance des groupes armés ou les motivations liées à la résistance, il faudrait élargir ces études aux autres groupes armés. La littérature abonde sur les raisons à la base de la mobilisation de ces autres groupes armés, mais n'aborde que très rarement leurs résistances contre la démobilisation.

D'un autre côté, des recherches afin de mieux comprendre les degrés d'autonomie et/ou d'hétéronomie entre les différents champs de sécurité mériteraient d'être menées dans l'Est de la RDC. On pourrait ainsi étudier le degré d'autonomie des groupes alors qu'on observe depuis plus de trois décennies des ruptures et des continuités dans la résurgence de ces groupes armés. Le débat que nous voulons ouvrir est celui de questionner l'ancrage social de rébellions en RDC. Cette étude ouvre des perspectives de recherches sur la construction et la perte du capital social de rébellion dans L'Est. Des recherches sur le capital social de rébellion des groupes armés étrangers seraient également intéressantes. Enfin, peu d'études ont été consacrées aux succès de démobilisation des enfants-soldats et des groupes armés étrangers dans le cadre du DDRRR.

Sur base de nos propres réflexions et en fonction des objectifs de cette étude quelques leçons et prospectives peuvent aussi être tirées. Si nous soutenons que les discours de résistance se recoupent au niveau de revendications, il s'avère que les stratégies restent diversifiées. Certains groupes armés ont résisté ainsi à la démobilisation en invoquant des registres de récompenses, des reconnaissances de grades ou, encore, des changements des acteurs politiques (notamment le départ de l'ancien Président Kabila).

Pour ce qui est de nos études de cas, il est à souligner que, si certains combattants adhèrent aux programmes DDR à cause des fortes pressions externes contre le groupe armé, d'autres y participent par opportunisme. L'UE-PNND, est une structure dépendante des acteurs politiques pour son existence et ses activités. En dehors du DDR-enfants, largement appuyé par les bailleurs de fond, elle souffre de carences dans le financement de ses activités. Les groupes armés et les processus de DDR sont intimement liés. Les groupes armés font partie intégrante du contexte et du quotidien dans certains territoires de l'Est de la RDC dans sa dimension de sécurisation. Suite à la fragilité de l'Etat congolais, ces groupes armés ont pu s'affirmer comme espaces sociaux, en relations avec plusieurs d'autres espaces dans les zones sous leur contrôle.

Ces Groupes armés forment des champs sociaux relativement autonomes (Bourdieu, 2015), ayant leurs propres lois, leurs propres normes internes et règles d'organisation.

En comprenant les motivations et les discours de sécurisation, nous avons établi que l'environnement sécuritaire local peut être conceptualisé en tant que champ local de sécurité. Tout en lui reconnaissant toutes les propriétés d'un champ, il se distingue par la nature des relations sécuritaires et des rapports de forces et la sécurisation légitime entre ses différents sous-champs institutionnalisés ou non-institutionnalisés. Dans ce champ est localisé un capital spécifique que l'on nomme capital local de sécurité. Conceptualisé comme l'ensemble des ressources en termes du capital de forces physiques, une capacité coercitive ainsi que de la mobilisation de défense.

Nous retenons que le programme DDR est un programme de conversion collective du capital de sécurité des combattants ou des rebelles. En adhérant au programme, le combattant est dépossédé de son arme et il est soumis à des étapes des formations le préparant à la réintégration. Parce qu'il a quitté sa communauté, il est allé se socialiser dans un autre mode de vie au sein du groupe armé. Pourtant très peu d'attention a été accordée à cette façon de voir les choses. Les programmes DDR n'atteignant pas, et de loin, leurs objectifs, nous avons pensé que désormais, les obstacles sont aussi à chercher au niveau de la société, de la communauté et du combattant lui-même.

Nous espérons ainsi avoir contribué modestement à la compréhension du phénomène de résistance à la démobilisation des groupes armés à l'Est de la RDC et contribué de façon innovante à l'approche conceptuelle trouvée dans la littérature existante tout en introduisant d'éventuelles pistes pour trouver des solutions ou effectuer de plus amples recherches.

6. BIBLIOGRAPHIE

- Abedi, O. (s. d.). Le phénomène « balala rondo » à Uvira : Une épine dorsale de la sécurité. Consulté 18 août 2019 sous <http://riftvalley.net/news/le-phenomene-balala-rondo-a-uvira-une-epine-dorsale-de-la-securite#.XViF99VuZO0>.
- Baczko, A., & Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*, Vol. 67(2), 309-327.
- Baczko, A., Dorronsoro, G., & Quesnay, A. (2013). Mobilisations par délibération et crise polarisante. *Revue française de science politique*, Vol. 63(5), 815-839.
- Baczko, A., Dorronsoro, G., & Quesnay, A. (2016). Le capital social révolutionnaire. *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 211-212(1), 24-35.
- Bonilla, N. S. (s. d.). *Le travail ethnographique dans des contextes de conflit armé interne : Le cas des enclaves de groupes paramilitaires en Colombie*. 17.
- Bourdieu, P. (1979). *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris. Les EDITIONS DE MINUIT.
- Bourdieu, P. (2012). *Sociologie Générale. Cours au Collège de France 1989-1992*. Paris. Raisons d’agir/Seuil.
- Bourdieu, P. (2013). Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 200(5), 4-37.
- Bourdieu, P. (2013). Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 200(5), 4-37.
- Bourdieu, P. (2015). *Sociologie Générale. Cours au Collège de France 1981-1983*. Vol 1. Paris. Raisons d’agir/Seuil.
- Bourdieu, P. (2016). *Sociologie Générale. Cours au Collège de France 1983-1986*. Vol 2. Paris. Raisons d’agir/Seuil.
- Bourdieu, P. (2017). *Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993*. Paris. Raisons d’agir/Seuil.
- Bourdieu, P., & Passeron, J.C., (1970). *La reproduction. Pour une théorie du Système d’enseignement*. Paris. Les EDITIONS DE MINUIT.
- Brabant, J., & Nzweve, J. L. (2013). *La Houe, la Vache et le Fusil Conflits liés à la Transhumance en Territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des Lieux et Leçons Tirées de l’expérience de LPI*. Life and Peace Institute, Uppsala.
- Braeckman, C. (2001). Guerre sans vainqueurs en République démocratique du Congo. Consulté 15 août 2019 sous <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/04/BRAECKMAN/1774>
- Broc, G. (2017). *Méthodologie pour Psychologues*, Louvain-la-Neuve, Deboeck Supérieur
- Carayannis, T., & Pangburn, A. (2018). DDR and Return in the DRC – A Foolish Investment or Necessary Risk ? Consulté 17 août 2019 sous <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/03/26/ddr-and-return-in-the-drc-a-foolish-investment-or-necessary-risk/>.

- Carvalho, S. (2019). L'éthique de la recherche entre réglementation et réflexivité. *Revue d'anthropologie des connaissances*, Vol. 13, N°2(2), 299-326.
- Chauveau, J.-P. (2017). Le nexus État, foncier, migrations, conflits comme champ social. *Critique internationale*, N° 75(2), 9-19.
- Chef de Secteur Bakano (2015). *Rapport Annuel 2015 : Statistiques de la population Congolaise*, 4ème Trimestre, 2015.
- DÉCRET 110/2002 fixant les structures et l'organisation de la base logistique centrale des Forces armées congolaises. Consulté 6 juillet 2019 sous <https://www.leganet.cd/Legislation/Droit%20Public/Defense/D.110.02.19.08.02.htm>
- DÉCRET-LOI 003-2003 portant création et organisation de l'Agence nationale de renseignements. Consulté 6 juillet 2019, sous <http://www.leganet.cd/Legislation/Droit%20Public/Ordre/DL.11.01.2003.htm>
- Delphin Mbaende Musa (2019). *Demande de Dialogue avec le Gouvernement*. Hombo.
- Dorronsoro, G. (2010). Une désastreuse victoire ? *Herodote*, n° 139(4), 175-189.
- Dorronsoro, G. (2012). Le dilemme afghan. *Etudes*, Tome 416(5), 583-593.
- Dorronsoro, G., & Gourisse, B. (2015). L'armée turque en politique. *Revue française de science politique*, Vol. 65(4), 609-631.
- Driessens, O. (2013). Celebrity capital : Redefining celebrity using field theory. *Theory and Society*, 42(5), 543-560.
- GEC. (2019). 'Congo, l'oublié : Les chiffres derrière la plus longue crise humanitaire en Afrique'. Kivu Security Tracker & Congo Research Group. Consulté 16 août sous <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/28/KST%20biannual%20report%20August%2012%20%281%29.pdf>.
- H. R. W. (2009). « Vous serez punis » | Attaques contre les civils dans l'est de la RD Congo. Consulté 15 août 2019 sous: <https://www.hrw.org/fr/report/2009/12/13/vous-serez-punis/attaques-contre-les-civils-dans-lest-de-la-rd-congo>.
- Hendriks, M. (2018). The politics of everyday policing in Goma : The case of the Anti-gang. *Journal of Eastern African Studies*, 12(2), 274-289.
- Hendriks, M., & Büscher, K. (2019). Insecurity in Goma. Consulté 18 août 2019 sous <http://riftvalley.net/publication/insecurity-goma#.XViGMdVuZO0>
- Hoffmann, K., & Vlassenroot, K. (2014). Armed groups and the exercise of public authority : The cases of the Mayi-Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu. *Peacebuilding*, 2(2), 202-220.
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K., & Büscher, K. (2018). Competition, Patronage and Fragmentation : The Limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri. *Stability: international journal of security & development*, 7(1), 1-17.
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K., & Marchais, G. (2016). Taxation, stateness and armed groups : Public authority and resource extraction in Eastern Congo. *Development and Change*, 47(6), 1434-1456.

- Jourdan, L. (2006). Congo. Recherche ethnographique dans une « drôle de guerre ». *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, (54), 179-190.
- Kalanga, A., (2016). *Désarmement, démobilisation et réintégration des enfants soldats- Echec au Sud-Kivu*. ETUDES AFRICAINES. Paris. L'Harmattan
- Kengwa Omari Donnat (2012), *Genèse de Raiya Mukombozi*. Shabunda.
- Lamb., G., Alusala. N., Mthembu Salter. G., & Gasama., JM. (2012). *Roumours of Peaces, Whispers of War : Assessment of Reintegration of ex-Combattants into civilian life in North Kivu, South Kivu and Ituri Democratic Republic of Congo*, TDRP, Washington.
- Lavallée, C., & Pouponneau, F. (2016). L'approche globale à la croisée des champs de la sécurité européenne. *Politique europeenne*, N° 51(1), 8-29.
- Leferme-Falguières, F., & Renterghem, V. V. (2001). Le concept d'élites. *Hypotheses*, 4(1), 55-67.
- M. de l'Europe et des A. (s. d.). République démocratique du Congo- Sécurité. Consulté 8 juillet 2019, sous <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/republique-democratique-du-congo/>.
- M'munga Assumani, François (2017). *Les pratiques locales d'acteurs et la sécurisation foncière au Sud- Kivu/RDC. Cas de sécurisation foncière par les groupes armés dans la Plaine de la Ruzizi*. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain..
- Mathys, G., & Vlassenroot, K. (2016). 'It's not all about the land' : Land disputes and conflict in the eastern Congo. Rift Valley Institute, London.
- Mudinga, E. M., & Ansoms, A. (2015). Autorité publique et implication des forces armées dans les dynamiques foncières au Sud-Kivu, à l'est de la RDC. *Conjonctures congolaises 2014 : Politiques, territoires et ressources naturelles: changements et continuités*.
- Mulone, M., & Dupont, B. (2008). Gouvernance de la sécurité et capital : Les gestionnaires de la sécurité privée. *Deviance et Societe*, Vol. 32(1), 21-42.
- Musamba, J. (2015). Rétablissement de l'autorité de l'Etat à l'est de la RDC : les bâtons et la carotte ont-ils produit des effets escomptés ? Consulté 17 août 2019 sous <https://suluhu.org/2015/07/18/aiai-6-retablissement-de-lautorite-de-letat-a-lest-de-la-rdc-les-batons-et-la-carotte-ont-ils-produit-des-effets-escomptes/>.
- Musamba, J. (s. d.). Le groupement de Waloaluanda : Une « zone rouge » ? Comprendre un quotidien socio-sécuritaire complexe. Consulté 16 août 2019 sous <http://riftvalley.net/news/le-groupement-de-waloaluanda-une-%C2%AB-zone-rouge-%C2%BB-comprendre-un-quotidien-socio-s%C3%A9curitaire#.XVZbx9VuY1g>
- Olivier de Sardan, J.-P., (2008). *La rigueur du Qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique. (3) Anthropologie Prospective*. Paris. Academia Bruylant.
- Omaar, R., (2008). The Leadership of Rwandan Armed Armed Groups Abroad with a focus on FDLR and RUD/URUNANA. *Unpublished Report*.

- Rigaux., N. (2011). *Introduction à la sociologie par sept grands auteurs*. 'Ouvertures sociologiques'. Bruxelles. Éditions De Boeck.
- Rolley, S. (2019). Ebola en RDC : Qui a tué le docteur de l'OMS Richard Mouzoko ? Consulté 18 août 2019 sous <http://www.rfi.fr/afrique/20190809-ebola-rdc-tue-docteur-oms-richard-mouzoko-butembo>.
- Sapiro, G. (2013). Le champ est-il national ? *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 200(5), 70-85.
- Schlichte, K. (2012). The limits of armed contestation : Power and domination in armed groups. *Geoforum*, 43(4), 716-724.
- Sinai, J., & Mampilly, Z. C. (2013). Review of Rebel Rulers : Insurgent Governance and Civilian Life During War, Mampilly Zachariah Cherian. *Perspectives on Terrorism*, 7(6), 208-208.
- Stearns, J. K. (2007). Laurent Nkunda and the National Congress for the Defence of the People (CNDP). *L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire*, 2008, 245-67.
- Stearns, J. K., & Vogel, C. (2015). Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo. *Groupe d'Etudes sur le Congo*, Center of International Coopération, New York University.
- Stearns, J., & Vogel, C. (2015). The landscape of armed groups in the Eastern Congo. *Congo Research Group*. Center of International Coopération, New York University.
- Stearns, J., Mercier, C., & Donner, N. (2018). L'ancrage social des rébellions congolaises. *Afrique contemporaine*, N° 265(1), 11-37.
- Stys, P., (2014). FDLR : Past, Present, and Policies. *SSRC*. DRC Affinity Group
- Titeca, K., & Vlassenroot, K. (2012). Rebels without borders in the Rwenzori borderland? A biography of the Allied Democratic Forces. *Journal of Eastern African Studies*, 6(1), 154-176.
- Verhaeghen, B. (1966). *Les Rébellions au Congo*. Tome 1. Bruxelles/Kinshasa. C.R.I.S.P et IRES.
- Verhaeghen, B. (1969). *Les Rébellions au Congo : Maniema*. Tome 2. Bruxelles/Kinshasa. C.R.I.S.P et IRES
- Verweijen, J. (2017). Luddites in the Congo ? Analyzing violent responses to the expansion of industrial mining amidst militarization. *City*, 21(3-4), 466-482.
- Verweijen, J., & Brabant, J. (2017). Cows and guns. Cattle-related conflict and armed violence in Fizi and Itombwe, eastern DR Congo. *The Journal of Modern African Studies*, 55(1), 1-27.
- Verweijen, J., & Iguma Wakenge, C. (2015). *Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo*. Londres, Rift Valley Institute.
- Verweijen, J., & Vlassenroot, K. (2015). Armed mobilisation and the nexus of territory, identity, and authority : The contested territorial aspirations of the Banyamulenge in eastern DR Congo. *Journal of Contemporary African Studies*, 33(2), 191-212.
- Vircoulon, T. (2008). RD Congo : La guerre des Kivus ne veut pas finir. *Alternatives Internationales*, n°41(12), 19-19.

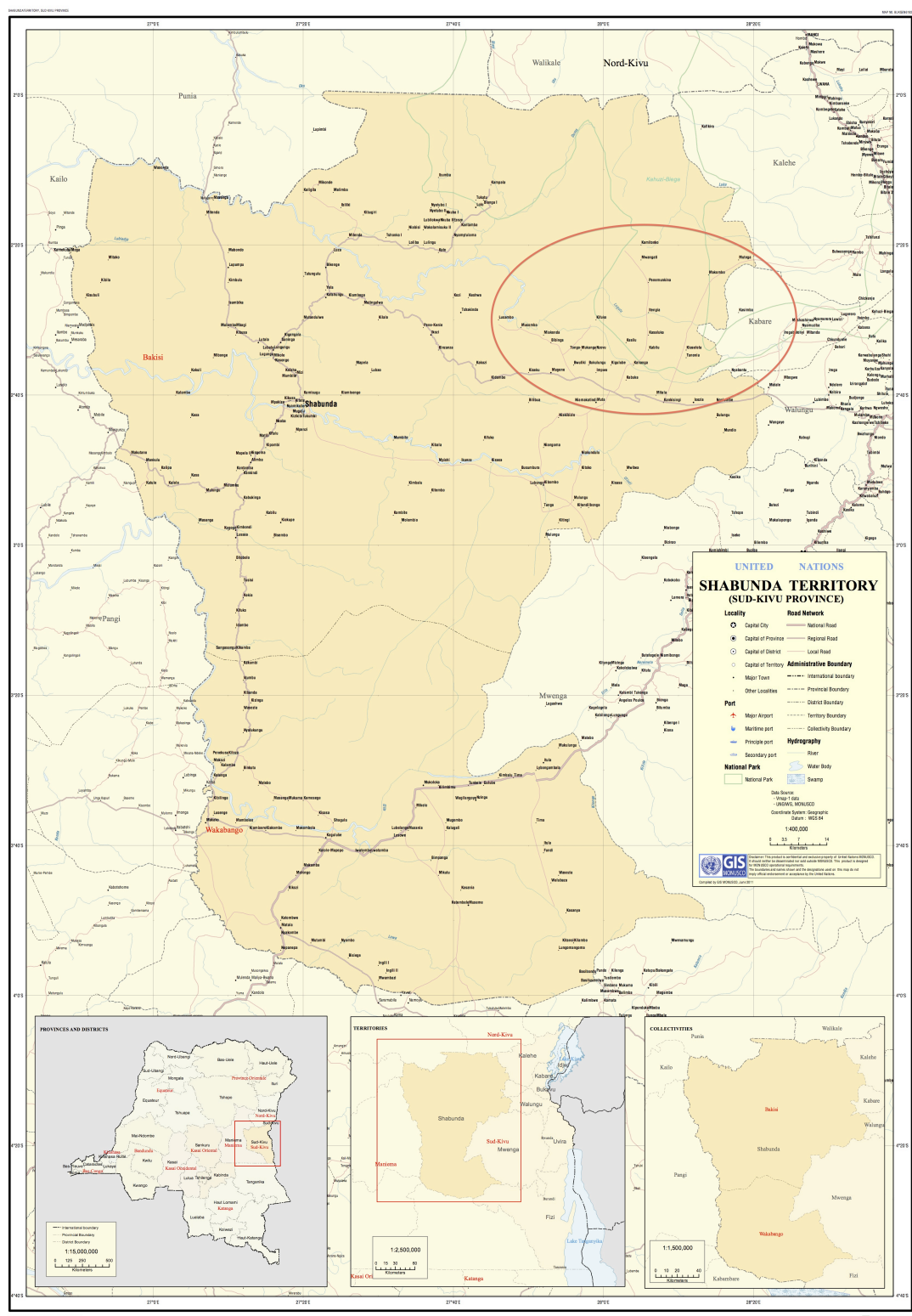
- Vlassenroot, K. (2001). Violence et constitution de milices dans l'est du Congo : Le cas des mayi-mayi. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire, 2002*, 115–152.
- Vlassenroot, K. (2002). Citizenship, identity formation & conflict in South Kivu : The case of the Banyamulenge. *Review of African Political Economy*, 29(93-94), 499–516.
- Vlassenroot, K. (2006). War and Social Research. The limits of empirical methodologies in war-torn environments. *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, (54), 191–198.
- Vlassenroot, K. (2008). *Armed groups and militias in eastern DR Congo*. Nordiska Afrikainstitutet.
- Vlassenroot, K. (2013). Land Issues and Conflict in Eastern DRC. *DRC Affinity Group. Social Science Research Council, New york*.
- Vlassenroot, K., & Verweijen, J. (2017). Democratic Republic of Congo : The Democratization of Militarized Politics. *Africa's Insurgents: Navigating an Evolving Landscape, Boulder: Lynne Rienner*.
- Vogel, C. (2013). Contested statehood, security dilemmas, and militia politics : The rise and transformation of Raia Mutomboki in Eastern DRC. *L'Afrique des Grands Lacs : Annuaire, 2014*.
- Vogel, C. (2018). Between Tags & Guns : Fragmentations of public authority around eastern Congo's artisanal 3T mines. *Political Geography*, 63, 94-103.
- Vogel, C., & Musamba, J. (2016a). *Recyclage de rebelles ? La démobilisation au Congo*. Rift Valley Institute, Nairobi.
- Weiss, H., & Verhaegen, B., (1986). Les Rebellions dans l'Est du Zaïre (1964-1967). (7/8). *CEDAC-ADOC*. 1-173.
- Zapponi, E. (2013). Review of *La religion des orisha. Un champ social transnational en pleine recomposition*, par K. Argyriadis & S. Capone. *Archives de sciences sociales des religions*, 58(164), 128-129.

Annexe 1 : Groupements de Waloaluanda et de Bakano



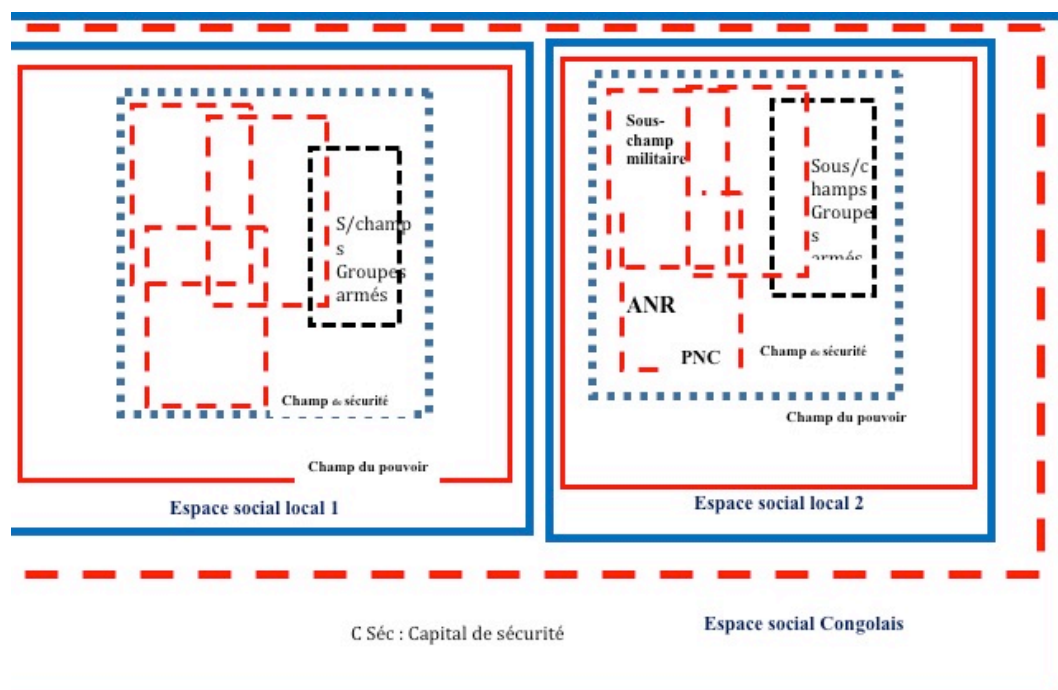
(OCHA, adapté dans le souci d'illustration)

Annexe 2 : Groupement de Bamuguba-Sud



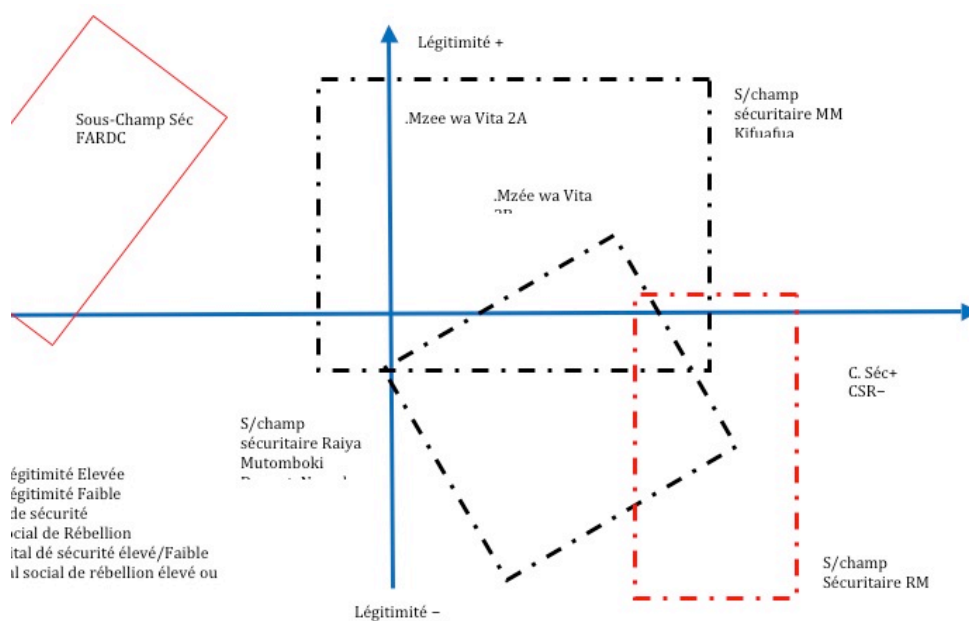
(MONUSCO, adapté dans le souci d'illustration)

Annexe 3 : Illustrations du champ de sécurité et ses sous-champs



(Elaboration personnelle).

Annexe 4 : Illustrations d'un espace de positions : enjeux entre la légitimité et Capital social de rébellion



(Elaboration personnelle).

Annexe 5 : Cartographie des Groupes armés dans l'Est de la RDC

MAP OF NON-STATE ARMED ACTORS IN NORTH & SOUTH KIVU

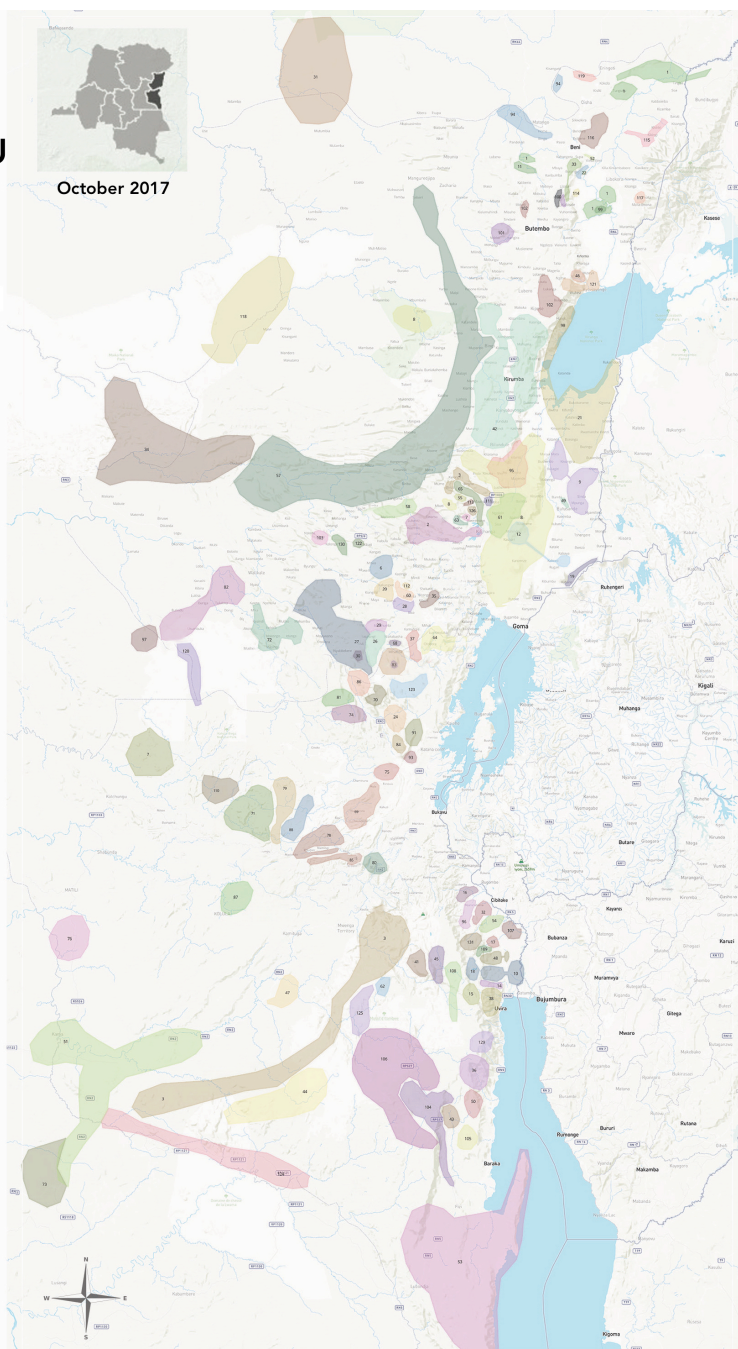
(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO)

October 2017



www.kivusecurity.org
www.suluho.org

- | | |
|---------------------------------|--------------------------------|
| 1- ADF | 70 - RM Butachibera |
| 2 - APCLS | 71 - RM Donat/Ngandu |
| 3 - CNRD | 72 - Raia Mutomboki Elenge |
| 6 - FDC-Guides | 73 - Mai-Mai Kiwiis Kalume |
| 7 - Busumba group | 74 - RM Hamakombo |
| 8 - FDLR-FOCA | 75 - RM Imani Bitaa |
| 9 - FDLR-RUD | 76 - RM Kimba |
| 10 - FNL - Nzabampema | 77 - RM Kazimoto |
| 11 - Mai-Mai Kombi | 78 - Raia Mutomboki Lukoba |
| 12 - Nyatura FDP | 79 - Raia Mutomboki Mabala |
| 14 - LD Zone | 80 - RM Maheshe |
| 15 - LD Kashumba | 81 - RM Mungoro |
| 16 - LD Mahinduzi | 82 - Raia Mutomboki Mirage |
| 17 - Mai-Mai Mbulu | 83 - RM Musole |
| 18 - Mai-Mai Délégués | 84 - Raia Mutomboki Safari |
| 19 - ex-M23 | 85 - RM Ndarumanga |
| 20 - Guides-MAC | 86 - RM Shukuru |
| 21 - Mai-Mai Charles | 87 - RM Kikwama |
| 22 - Corps du Christ | 88 - RM Wemba |
| 23 - FRPI | 90 - UCP-Lafontaine |
| 24 - RM Kabanzi | 91 - RM Shabani |
| 26 - Mai-Mai Kifuafua | 93 - RM Bipompa |
| Baeni-Limenzi | 94 - Mai-Mai Kyandenga |
| 27 - Mai-Mai Kifuafua Delphin | 95 - Nyatura Love |
| 28 - Nyatura Kigingi | 96 - Mai-Mai Mazimano |
| 29 - Mai-Mai Kifuafua Maachano | 97 - Raia Mutomboki Kisekelwa |
| 30 - Mai-Mai Kifuafua Shallo | 98 - Mai-Mai Jackson |
| 31 - Mai-Mai Simba (Manu) | 99 - Mai-Mai Dario |
| 32 - Mai-Mai Mwenyemali | 100 - Mai-Mai |
| 33 - Mai-Mai Nzirunga | Léopards-Muthundo |
| 34 - Mai-Mai Forces Divines | 101 - MRC-L |
| Simba | 102 - UPLC |
| 35 - Nyatura Mahanga | 103 - Raia Mutomboki |
| 36 - Mai-Mai Reunion (FPC) | Shebitembe |
| 37 - Nyatura Bizagwira | 104 - Mai-Mai Ebu Ela |
| 38 - Mai-Mai Makanaki | 105 - RED-Tabara |
| 39 - Mai-Mai Kirikicho | 106 - Ngumino |
| 41 - Mai-Mai Mahoro | 107 - Mai-Mai Bigaya |
| 42 - Mazembe | 108 - FOREBU/FPB |
| 43 - Biloze Bishambuke | 109 - FNL Nibizi |
| 44 - Mai-Mai Mulumba | 110 - RM Kabazimia |
| 45 - Mai-Mai Mushombe | 111 - Nyatura Gatuza |
| 46 - Mai-Mai Nguru | 112 - Nyatura JED |
| 47 - Mai-Mai Nyakiliba | 113 - Nyatura Jean-Marie |
| 48 - Mai-Mai Nyerere | 114 - Mai-Mai Kithikyolo |
| 49 - Mai-Mai PRM/PAREM | 115 - Mai-Mai Sibenda |
| 50 - Mai-Mai Echilo | 116 - Milice Pakombe |
| 51 - Mai-Mai Malaika-She Assani | 117 - Mai-Mai Lwanga |
| 52 - Mai-Mai Vivuya | 118 - Mai-Mai Simba-Luc |
| 53 - Mai-Mai Yakutumba | 119 - Milice Mvuba |
| 54 - Mai-Mai Karakara | 120 - Raia Mutomboki Mamba |
| 55 - Nyatura-APRDC | 121 - Mai-Mai Muhima |
| 57 - NDC-R | 122 - RM Machite |
| 58 - NDC Sheka | 123 - Raia Mutomboki Manyilisa |
| 60 - Nyatura Delta | 124 - Mai-Mai Aigle |
| 61 - Nyatura Domi | 125 - Twiganeho |
| 62 - Mai-Mai Mupekenya | 126 - Nyatura Nzayi |
| 63 - Nyatura Kavumbi | 129 - Mai-Mai René |
| 64 - Nyatura Kalume | 130 - Raia Mutomboki |
| 65 - Nyatura Kasongo | Shemakingi |
| 68 - RM Akilo | 131 - Local Defense Ngengwe |
| 69 - Raia Mutomboki Blaise | 132 - CNPSC |



(CRG-KST : 2017, adapté dans le souci d'illustration)

Annexe 6 : Liste des groupes armés dans l'Est de la RDC.

North Kivu		
● Active Groups	● Inactive Groups	● Unmapped Groups*
1 Allied Democratic Forces	6 Forces de défense congolaises-Guides	46 Mai-Mai Nguru
2 Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain	7 Ex-M23 Busumba group	90 Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP-Lafontaine)
3 Conseil national pour le renouveau et la démocratie	11 Mai-Mai Kombi	99 Mai-Mai Dario Syaghuswa
8 Forces démocratiques de libération du Rwanda	20 Guides MAC	171 Mai-Mai Kabido/Front Populaire pour la Paix (Mai-Mai kabida - FPP/AP)
9 Forces démocratiques de libération du Rwanda-Ralliement pour l'Unité et la Démocratie	22 Mai-Mai Corps du Christ	
12 Nyatura Force de défense du peuple	26 Mai-Mai Kifuafua Baeni-Limenzi	
19 Former Mouvement 23 Mars	30 Mai-Mai Kifuafua Shalio	
21 Mai-Mai Charles	31 Mai-Mai Simba (Manu)	
27 Mai-Mai Kifuafua Delphin	33 Mai-Mai Ndurunga	
28 Nyatura Kigingi	35 Nyatura Mahanga	
29 Mai-Mai Kifuafua Maachano	37 Nyatura Bizagwira	
39 Mai-Mai Kirikicho	49 Mai-Mai PRM/PAREM	
42 Mai-Mai Mazembe	52 Mai-Mai Vivuya	
47 Nduma Defense du Congo-Rénové	55 Nyatura APRDC (Alliances des Patriotes pour la restauration de la démocratie au Congo)	
60 Nyatura Delta	58 Nduma Defense du Congo Sheka	
61 Nyatura Domi	68 Raia Mutomboki Akilo	
63 Nyatura Kavumbi	94 Mai-Mai Kyandenga	
70 Raia Mutomboki Butachibera	98 Mai-Mai Jackson	
72 Raia Mutomboki Elenge	100 Mai-Mai Léopards-Murhundo	
80 Raia Mutomboki Maheshe	101 Mai-Mai Léopards-Endamihuli	
81 Raia Mutomboki Mungoro	103 Raia Mutomboki Shebitembe	
86 Raia Mutomboki Shukuru	111 Nyatura Gatuza	
95 Nyatura Love	112 Nyatura JED	
101 Mai-Mai Kilalo-Union des patriotes pour la libération du Congo	114 Mai-Mai Kithikyolo	
113 Nyatura Jean-Marie	115 Mai-Mai Sibenda	
120 Raia Mutomboki Mamba	116 Milice Pakombe	
126 Nyatura Nzayi	117 Mai-Mai Lwanga	
154 Alliance des Forces Patriotes des Résistants AFPR/ Raia Mutomboki Kabishula	118 Mai-Mai Simba-Luc	
164 Lola Hale	119 Milice M'vuba	
	121 Mai-Mai Muhima	
	122 Raia Mutomboki Machite	
	130 Raia Mutomboki ShemaKingi	

South Kivu		
● Active Groups	● Inactive Groups	● Unmapped Groups*
3 Conseil national pour le renouveau et la démocratie	14 Local Defense Zone	64 Nyatura Kalume
10 Forces nationales de libération-Nzabampema	16 Local Defense Mahinduzi	133 Raia Motomboki Ndusha
15 Local Defense Kashumba	18 Mai-Mai Délégués	134 Raia Mutomboki 100 Kilo
17 Mai-Mai Mbulu	26 Mai-Mai Kifuafua Baeni-Limenzi	135 Pisteurs
22 Mai-Mai Kifuafua Delphin	37 Nyatura Bizagwira	137 Raia Mutomboki Kasosoli
29 Mai-Mai Kifuafua Maachano	41 Mai-Mai Mahoro	140 Mai-Mai Kidjanga
32 Mai-Mai Mwenyemali	43 Biloze Bishambuke	144 Raia Mutomboki Walike
36 Mai-Mai Réunion (FPC)	44 Mai-Mai Mulumba	147 Raia Mutomboki Kikwama
38 Mai-Mai Makanaki	45 Mai-Mai Mushombe	148 Raia Mutomboki Makindu
39 Mai-Mai Kirikicho	47 Mai-Mai Nyakiliba	153 Raia Mutomboki Donat
48 Mai-Mai Nyerere	50 Mai-Mai Echilo	154 Raia Mutomboki Ngandu
51 Mai-Mai Malaika-She Assani	53 Mai-Mai Yakutumba	155 Mai-Mai Kihebe
69 Raia Mutomboki Blaise	54 Mai-Mai Karakara	159 Raia Mutomboki Habikungaliye
70 Raia Mutomboki Butachibera	62 Mai-Mai Mukenya	167 Nyatura Nduhuye
71 Raia Mutomboki Donat/Ngandu	73 Mai-Mai Kiwiw Kalume	168 Mai-Mai Songa Kivuwe
74 Raia Mutomboki Hamakombo	75 Raia Mutomboki Imani Bitaa	169 Raia Mutomboki Cisyura
77 Raia Mutomboki Kasimoto (ex-Kiluni)	76 Raia Mutomboki Kimba	177 Mai-Mai Suhirwa
78 Raia Mutomboki Lukoba	83 Raia Mutomboki Musole	178 Mai-Mai Rushaba
79 Raia Mutomboki Mabala	96 Mai-Mai Mazimano	
80 Raia Mutomboki Maheshe	97 Raia Mutomboki Kisekelwa	
81 Raia Mutomboki Mungoro	106 Ngumino	
84 Raia Mutomboki Safari	107 Mai-Mai Bigaya (ex-Bede)	
85 Raia Mutomboki Ndurumanga	109 PNL Nibizi	
86 Raia Mutomboki Shukuru	110 Raia Mutomboki Kabazimia	
88 Raia Mutomboki Wemba	123 Raia Mutomboki Mihali Manyilisa	
91 Raia Mutomboki Shabani	124 Mai-Mai Aigle	
104 Mai-Mai Ebu Ela	125 Twiganeho	
105 RED-Tabara	131 Local Defense Ngengwe	
108 Forces républicaines du Burundi	147 Raia Mutomboki Kikwama	
120 Raia Mutomboki Mamba		
126 Nyatura Nzayi		
129 Mai-Mai René		
138 Raia Mutomboki Kokodiko		
150 Alliances des Forces Patriotes des		
158 Raia Mutomboki Vunja Vikwazo		

* Skipped numbers in sequence represent state actors and armed groups with insufficient data to determine proper areas of control.

(CRG-KST, 2019 : adapté dans le souci d'illustration)

1. Description du contexte

- Organisation politique/administrative, présence de services d'état (où, différences entre centres urbains et la périphérie, les villages) ?
- Qui sont les 'leaders locaux' (qui pèsent dans les enjeux locaux) et qu'est leur influence dans le milieu ?
- Quels services de sécurité opèrent dans la zone et où est-ce qu'ils sont installés ?
- Organisation coutumière : nom de collectivité, groupements, etc.
- Gestion du pouvoir coutumier (qui règne, existence de conflits de pouvoir, en quoi consistent ils)
- Quelles sont routes de connections entre villages ? Est ce qu'il y a des barrières ? (où précisément, qui érige la barrière, quel montant est exigé pour passer la barrière et depuis quand ?
- Quels sont les événements les plus importants en termes de violence/sécurité, quels sont les affrontements constatés les trois (3) dernières années

2. Groupes armés (Il faut une description assez précise et détaillée) :

- Mapping : quels groupes opèrent dans la zone
- Histoire détaillée, évolution des groupes
- Structure/organisation : commandants, unités, ...
- Contrôle territorial : quels endroits ils contrôlent et depuis quand
- Relations entre groupes armés et évolution (alliances, ruptures, changements dans ces relations)
- Affrontements des groupes armés ces 3 dernières années (quand, avec qui, pourquoi, où ?)
- Comment les groupes armés expliquent-ils leur existence dans la zone (arguments, revendications)

3. Relations entre groupes armés et autres acteurs et la population

- Comment est-ce que vous analysez les relations de pouvoir entre groupes armés et autres acteurs dans chaque village visité (coopération, antagonisme, collaboration, tension... donner des faits qui corroborent les arguments)
- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et les chefs coutumiers ?

¹⁸² Ce Guide d'entretien I relève d'un projet commun où l'auteur aussi a participé dans un processus participatif de production d'outils de collecte et de production des données.

- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et les autorités étatiques ?
- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et commerçants ?
- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et les services de sécurité ?
- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et déplacés ?
 - o Quand et pourquoi avez-vous quitté le village ?
 - o Pourquoi avez-vous peur de rentrer ?
 - o Comment restez-vous informés de la situation de votre village ?
 - o Communiquez-vous avec les gens qui sont restés au village ?
 - o Comment vivent-ils en présence du groupe ?
- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et la population de base – est-ce que les groupes armés ont un soutien populaire ou reçoivent un appui de la population ?
- Quelles sont les relations entre groupes armés/leur leadership et les acteurs politiques locaux, est ce qu'ils sont à la solde de certains, sont créés ou sont souvent mobilisés par certains politiciens ?
- Quelles sont les relations entre groupes armés et autres leaders ou structures locales (églises, ONG) ?

4. Gouvernance économique

- Comment est-ce que les groupes armés essaient à renforcer leur contrôle sur la population – quels sont leurs stratégies
- Est-ce que les groupes armés ont créé leurs propres mécanismes de taxes (taxes imposées quand, à quel endroit, à qui, combien il faut payer, etc.)
- Est-ce que les groupes armés s'impliquent dans l'exploitation et le trafic des ressources naturelles ? – donnez des détails sur ces activités
- Est-ce qu'il existe des conflits autour le contrôle des ressources économiques (comme des puits de minerais, de la terre, le parc, les étangs, les marchés, etc.). Si oui, qui sont impliqués, quel est le problème, comment ces conflits sont résolus.

5. Gouvernance sécuritaire

- Est-ce que des groupes armés s'impliquent dans la protection de la population ? en temps de calme et lors des hostilités ?
- Est-ce que les groupes armés s'impliquent dans les actes de violence contre la population ou contre les acteurs politiques, économiques, des services de sécurité, les chefs coutumiers etc. ? donnez des exemples
- Est-ce qu'on peut constater une évolution dans les actions de groupes armés contre la population et autres acteurs ? S'il y a une évolution, c'est à cause de quoi et c'est dans quel sens (plus de violence ou moins de violence, moins d'actions ou plus d'actions)

- Est-ce qu'il existe des FARDC ou des services étatiques dans les zones où opèrent aussi les groupes armés ? (coexistence, les types d'accords entre eux ou des tensions)
- Les populations réfèrent-ils expressément auprès des groupes armés quand ils ont des problèmes ?

6. *Le groupe armé et les règles de conduite pendant les conflits armés locaux*

- Est-ce que les attaques contre les autres groupes sont faites en respectant la protection des civils ? donnez des cas pratiques (où, quand et comment ?)
- Lors de chaque attaque ou combat auquel vous avez été témoin ou participé ; le groupe a-t-il pris les précautions de protéger les civils pendant ces attaques ? Comment et quand ? Donnez des exemples concrets
- Est-ce que le groupe, parfois a recours à des enlèvements ou des prises d'otages ? Si oui donnez des cas concrets
- Lors des différents affrontements auxquels vous avez assisté, est-ce que les combattants ont-ils pillés les biens des populations dans les zones ennemies ou après les affrontements ? Documentez ces cas en profondeur
- Comment les combattants se comportent vis-à-vis des femmes ?
- Comment le groupe fait pour recruter des combattants ? Est-ce que les enfants âgés de 17 ans et moins sont-ils aussi recrutés dans les rangs du groupe ? Quelles sont les tâches qui leur sont confiées pendant les hostilités ou en dehors des hostilités dans votre village ?
- Quelles relations existent entre les personnels médicaux et leurs biens avec le groupe armé dans votre zone ? Donnez des cas concrets
- Quelle est la perception du groupe armé par rapport aux Humanitaires (ONG locales et internationales) ? Est-ce que le groupe limite l'accès à l'assistance humanitaire aux civils dans votre village ? Donnez des exemples

7. *Eléments pratiques*

- Photocopie des documents (lettres, pétitions, accords, arrêtés, décharge, ou autres évidences nécessaires pour soutenir certaines informations). Si pas de photocopie, prendre une photo du document au téléphone ou appareil photo.
- Personnes à interroger : c'est très important d'identifier les répondants de manière représentative. En même temps, il faudra aussi parler à la population, les déplacés, les démobilisés et enfants démobilisés, ainsi que des membres des groupes armés, des militaires, les ONG locales, les groupes armés ennemis dans la zone de recherche et les membres des familles des combattants

Age :

Année de premier enrôlement :

Niveau d'études :

Récit de vie/trajectoire d'enrolement-démobilisation-reenrolement

Enjeu principal : comprendre ce qu'était l'acteur avant de rejoindre un groupe armé et son influence sur son enrôlement dans les GA

- Que faisiez-vous dans votre communauté avant votre enrôlement dans le GA ?
- Aviez-vous de moyens suffisants pour votre survie et celle de votre famille ?
- Etiez-vous satisfait de votre statut au sein de votre communauté ? Comment décrire ce statut ?
- Avez-vous eu des problèmes avant votre enrôlement dans les GA ? (Par exemple : dettes difficiles à payer, conflits avec les gens de votre entourage ? Un procès en justice ?) Si oui, veuillez bien nous en parler s'il vous plaît.

Processus d'enrôlement

- Quand et dans quel contexte aviez-vous rejoint le GA ? (Laisser raconter son histoire).
- Quelles furent les raisons principales (lister les raisons) de votre enrôlement dans les groupes armés ?
- De toutes ces raisons, lesquelles vous semblent les plus déterminantes ? (et pourquoi ?)
- Certains de vos camarades d'armes sont-ils entrés dans des circonstances différentes ? Tu peux en énumérer quelques-unes ?
- Dans combien de groupes armés avez-vous été ? Pourquoi vous passiez d'un groupe armé à un autre ?
- Aviez-vous connu certains de vos compagnons d'armes qui sont venus d'autres groupes armés pour rejoindre le vôtre ? Si oui, pour quelles raisons ils ont quitté leur GA pour venir au votre ? Est-ce que cela n'a pas occasionné des conflits entre votre GA et leur GA de provenance ?
- Aviez-vous connu d'autres compagnons d'armes qui ont quitté votre GA pour un autre ?

Le groupe armé : la vie dans ce groupe

- Quel était votre rôle au sein de ce GA ? (Si l'informateur a été dans plusieurs groupes armés, il décrira son rôle dans chacun de ces groupes armés)
- Comment étaient vos relations personnelles avec votre chef et vos compagnons d'armes ?

¹⁸³ Ce Guide d'entretien II relève aussi d'un autre projet commun où l'auteur a participé au processus participatif de production des outils de collecte et de production des données.

- Comment étaient les relations entre les combattants ? Et les relations entre les combattants et leurs commandants ?
- Qu'avez-vous aimé le plus dans le GA ? (Si l'informateur a été dans plusieurs groupes armés, il décrira ce qu'il a aimé le plus dans chacun de ces groupes armés)
- Qu'est-ce que vous n'avez pas apprécié dans le groupe ? Qu'avez-vous aimé ?
- Est-ce que le Chef du GA jouait bien son rôle de chef ? Si oui Comment et dans quels domaines ? Sinon qu'est-ce que vous pouviez lui reprocher ?
- Arrivait-il qu'il y ait des mésententes au sein du groupe en général et entre combattants ? C'était souvent autour de quoi ? Comment étaient-elles gérées ?
- Etiez-vous en contact avec votre famille quand vous étiez dans le maquis ? Si oui Comment ?
- Quel est l'impact (positif/négatif) de votre « travail » dans le GA sur votre famille ?
- Quel est l'impact de ta présence dans le groupe armé sur ta personnalité, ta manière de voir le monde ?
- Quel était l'objectif de votre GA ?
- Est-ce que vous considérez votre GA comme une petite communauté, une famille ?

Démobilisations/les processus et les facteurs

- Pourquoi vous vous êtes démobilisés ?
- Qui vous a amené/convaincu à vous démobiliser ?
- Avez-vous pris la décision de vous démobiliser en toute conscience ?
- Quels arguments/facteurs vous ont convaincu à la démobilisation ?
- Comment votre démobilisation a-t-elle été perçue par vos collègues, votre chef et votre famille ?
- A votre avis, pourquoi certains de vos camarades ont résisté contre la démobilisation ?
- Qu'est-ce qui fait que (dans quelles circonstances) le chef du GA accepte-t-il de laisser partir ses combattants ?
- Pourquoi on laisse partir certains et pas d'autres ?
- Quelle est la place de la décision individuelle dans le processus de démobilisation ? (Le combattant est-il libre de décider de partir ?)
- Est-ce que vous regrettez d'avoir quitté le GA ? Si oui pourquoi ?
- Est-ce que le retour à la maison a été facilité ? Si oui par qui ?

Résumé

Ce mémoire de fin d'étude est le couronnement des années de terrain faites dans les zones de l'Est de la RDC, caractérisées par des rébellions, des mouvements armés, déchirant des communautés et impactant les processus de développement local même national à travers des discours sécuritaires de légitimation. Centré sur l'analyse de champ de sécurité afin de saisir les racines des résistances au processus de DDR, ce mémoire postule que les raisons sont moins perçues à la fois parmi les autorités et les acteurs sur terrains. Il souligne une diversité de discours développés par des groupes armés conduisant à une diversification des stratégies de résistance au processus de démobilisation.

Entre 2010 et 2011, des vents de militarisation armée font surface dans l'Est de la RDC avec l'arrivée dans l'espace social Congolais d'une franchise armée : Raiya Mutomboki (Bamuguba-sud et le 5^{ème} Secteur de la division de Raiya Mutomboki de Bamuguba-Nord, Raiya Mutomboki Kaluba Elenge Héritier) furent décisives. Ce groupe armé s'est étendu dans plusieurs territoires sous des divers formats dont l'objectif fut de traquer les rebelles Rwandais du FDLR, auteurs des plusieurs exactions. De Kabare à Walungu en passant par Kalehe enfin dans le territoire de Walikale, l'idéologie Raiya Mutomboki avait dominée au point de chasser des FDLR et leurs dépendants. De la même manière dans le groupement de Waloaluanda avec les Mai Mai Kifuafua, un groupe armé, qui a longtemps duré. Les FARDC ainsi que la Police Nationale Congolaise, n'étant pas présentes, la voie à la « sécurisation communautaire » s'était offerte aux Mai Mai Kifuafua.

Ne s'agissant pas d'une révolution afin de conquérir le pouvoir de Kinshasa, ces mouvements imposèrent leur marque de control territorial, se rangèrent en compétition avec les autres acteurs de la société : l'état au niveau local et les autorités coutumières. L'enjeu est de déposer les armes et redevenir civils mais les conflits armés y compris d'autres problèmes persistent dans l'espace social congolais malgré les tentatives de solutions envisagées. Ainsi, certains d'entre eux résistèrent à la démobilisation malgré les tentatives gouvernementales. Plusieurs bailleurs de fonds et l'Etat Congolais ont mis en place des projets de démobilisation, qui se sont soldés par des échecs. Cette étude propose des alternatives innovantes afin de comprendre d'autres raisons et de miser dans les espaces sociaux afin de bien appréhender la question du DDR ensuite de questionner la contrepartie à la démobilisation.

Mots clés : groupes armés, champs de sécurité, capital de sécurité, conversion, DDR, résistance, Bakano, Waloaluanda, Bamuguba-Sud.